

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**Le président Carter adopte  
une position assez souple  
sur les exportations  
nucléaires**

LIRE PAGE 36

## Large remaniement à Alger

**Pouvoirs accrus  
pour le chef de l'État**

**M. Boumediène  
forme un cabinet  
de gestionnaires**

De notre correspondant

Il aura fallu attendre plus de deux mois après les élections législatives du 25 février pour connaître dans son entier la nouvelle équipe appelée à diriger l'Algérie. Ce délai est le fait que les nominations des nouveaux ministres aient été annoncées en deux fois, à une semaine d'intervalle, en disant long sur les conflits d'orientations et de personnes qu'a dû surmonter le chef de l'État.

L'ancien gouvernement était en place depuis 1970, et une dizaine de ses membres défendaient leurs portefeuilles depuis le « redressement révolutionnaire » de 1965, sinon, pour certains, depuis l'indépendance. Cette stabilité explique, pour partie, les progrès accomplis depuis quinze ans dans de multiples domaines. Elle rendait inévitablement plus délicate une réorganisation des structures et un renouvellement des hommes qui paraissent depuis quelque temps indispensables.

Si cette situation a compliqué la tâche du chef de l'État, elle l'a aussi vraisemblablement aidé à imposer ses arbitrages et à consacrer encore un peu plus son autorité. Le rôle de M. Boumediène — qui voit ses attributions considérablement élargies — prend un relief plus grand que jamais avec la mise en place d'un « gouvernement de gestionnaires ». Si M. Boumediène garde les affaires étrangères, il n'accède pas, comme il en était question, au poste de premier ministre. Ces fonctions restent exercées par le président de la République, M. Abdelkader Boumedienne, autre « homme fort » du régime, se voit remplacé par un de ses proches et conserve, avec l'industrie légère, une place de première importance dans la stratégie algérienne de développement. Il n'en perd pas moins la direction de cet « État dans l'État » que constituait le puissant ministère de l'Industrie et de l'Énergie.

A ce « nivellement » répond un accroissement des prérogatives présidentielles, ce qui ne manquera pas d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui dénoncent le régime de « pouvoir personnel ». Si M. Boumediène, le chef de l'État continue à cumuler les postes de président du Conseil de la révolution, de chef du gouvernement, président du F.L.N., chef suprême des forces armées et ministre de la Défense. Il contrôle désormais aussi directement les affaires religieuses, dont le ministère a été rattaché à la présidence; la fonction publique, qui dépendait jusqu'alors du ministère de l'Intérieur; la gendarmerie et la sûreté, rattachées à leurs titulaires, passent implicitement sous sa coupe.

Le président Boumediène s'est ainsi donné des atouts pour livrer la « bataille de la gestion », non-volet objectif assigné au gouvernement, et pour s'engager plus résolument encore sur le plan politique dans la « bataille pour le socialisme », qui prendra une acuité nouvelle avec la tenue en 1978 du congrès du F.L.N.

Ces deux actions sont en fait très liées. La population, aux prises avec d'innombrables difficultés quotidiennes dans les domaines de l'emploi, du logement, des transports, de l'approvisionnement de l'école et de la santé — problèmes rendus plus aigus par une croissance démographique accélérée — manifeste désormais un scepticisme à l'égard des pouvoirs publics, qui sera difficile à dissiper. Elle supporte aussi de plus en plus mal une bureaucratie toute-puissante. C'est pourquoi la mobilisation des masses que dépend le succès de ce qu'il est convenu d'appeler l'expérience algérienne. Seule une action politique en profondeur permettra de l'obtenir. Elle ne sera cependant efficace si les « gestionnaires » font la démonstration des vertus — et de la réalité — des options socialistes officiellement proclamées, et parviennent à mieux maîtriser une situation économique et financière qui demeure délicate.

Alger. — La réorganisation des structures gouvernementales, entreprise au milieu du mois par le président Boumediène, a pris fin mercredi 27 avril. Après la publication, le 21 avril, d'une première liste de dix-sept ministres, dont douze entrés pour la première fois dans le gouvernement (le Monde du 23 avril), un communiqué a précisé les nouvelles nominations.

M. Benhabyles, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, est nommé ministre de la Justice en remplacement de M. Benmabrouk, devenu ministre des travaux publics. M. Abdelghani Oukil, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, devient ministre du Tourisme. Il succède à M. Abdelaziz Maoui, qui détenait ce portefeuille depuis 1965 et se verrait confier l'ambassade de Washington.

M. Monlond Kassim, ministre de l'Enseignement original et des affaires religieuses, est nommé ministre auprès de la présidence, chargé des affaires religieuses. Ses attributions concernant l'enseignement original sont supprimées conformément à la Charte nationale, ce secteur ayant été rattaché à l'enseignement fondamental et secondaire. M. Ahmed Taleb, ministre de l'Information et de la Culture, qui joue un rôle charnière entre les traditionalistes et les modernistes, devient ministre conseiller du président de la République.

Enfin, M. Tayeb Larbi, qui fut directeur de la sûreté nationale avant 1965, conserve le ministère de l'Agriculture et de la Révolution agricole, qu'il détient depuis 1968. Mais le secteur agricole est « restructuré » et renforcé par la création de deux secrariats d'État (production végétale et production animale) dont les titulaires n'ont pas encore été nommés.

La liste publiée le 27 avril ne portant pas d'autres noms, on a déduit que M. Abdelaziz Bouteflika demeure à la tête du ministère des affaires étrangères, qu'il occupe depuis 1963, que M. Abdelghani conserve le ministère de l'Intérieur et M. Abdelkader Boumedienne le portefeuille de la Défense qu'il détient depuis 1962.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 3.)

**Si la conférence de Genève  
n'a pas lieu**

**LES PAYS ARABES  
N'HÉSTERONT PAS  
A RECOURIR A LA FORCE  
déclare le président syrien**

(LIRE PAGE 4.)

## Le malaise politique, économique et social

- Assemblée : la majorité acclame le réquisitoire de M. Michel Debré
- Prix : forte hausse en mars (0,9 %) ; blocage pour certaines viandes
- Secteur public : la grève est massivement suivie à l'E.G.F. et à la S.N.C.F.

● A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, avant le vote de confiance — qu'il a sollicité, M. Raymond Barre répond, jeudi après-midi 28 avril, aux orateurs qui l'ont questionné sur son « plan d'action » pour les douze prochains mois, et notamment à M. Michel Debré. Celui-ci, très sévère pour le premier ministre, l'a pressé de changer de registre et l'a invité à faire de la politique. Avant la séance de l'Assemblée, le premier ministre a été reçu pendant trente minutes par le président de la République.

● L'ORDRE DE GRÈVE, lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. en direction du secteur de la fonction publique et du secteur nationalisé, était fort suivi ce

jeudi matin (voir page 40). A l'E.G.F., la grève semblait la plus dure de celles qu'a connues ce secteur ces dernières années. Les coupures de courant ont entraîné l'arrêt du métro parisien et une forte réduction du trafic S.N.C.F., déjà limité par la multiplication des arrêts de travail prévus pour deux jours; les perturbations sont plus nombreuses sur les grandes lignes qu'en banlieue. La grève est également très suivie aux P.T.T.

● LES PRIX DE DETAIL ont augmenté, en mars, de 0,9 % par rapport à février, portant à 9,1 % la hausse du coût de la vie en un an (voir page 37). Ce mauvais résultat s'explique par la hausse des prix alimentaires, toujours

forte (+ 1,2 %), mais aussi par une flambée des produits manufacturés (+ 0,8 %, contre + 0,4 % en février), correspondant aux premiers relèvements de tarifs autorisés par le gouvernement après le blocage des prix durant trois mois. En sens inverse, les cours mondiaux du café, dont la hausse avait contribué à dégrader la balance commerciale française, ont baissé sur les principaux marchés depuis le début de la semaine, notamment à Londres (- 14 %). Le prix de détail de certains morceaux de bœuf et de la totalité de la viande de veau seront bloqués du 2 mai au 20 juin, pour éviter une flambée des prix au moment de la mise des bêtes au pré, qui, traditionnellement, provoque une baisse de l'offre.

L'Algérie et la morosité que la majorité avait manifestée, mardi après avoir entendu la « communication » de M. Raymond Barre, portaient témoignage que le premier ministre n'était plus en mesure de jouer, si jamais il l'avait joué, le rôle de coordinateur de cette majorité. On en a eu confirmation dès le lendemain s'il est vrai que M. Michel Debré s'est offert à assumer cette mission en prononçant, mercredi après-midi, un vibrant discours-réquisitoire qui a secoué l'Assemblée, et dont la péroraison a été non pas applaudie mais acclamée par l'ensemble des députés R.P.R., républicains indépendants et réformateurs présents en séance.

Il y a longtemps que le premier des premiers ministres de Charles de Gaulle se plait à jouer les Casandres et se comporte loi et là, et pas seulement à la tribune du Palais-Bourbon, comme une sorte de Pierre Mendès France de la V<sup>e</sup> République, mais on ne l'avait jamais vu encore aussi incisif ni aussi percutant. Après les compliments d'usage auxquels il avait droit, M. Barre a reçu une volée de bois vert qui, par moments, le faisait prendre en pitié. Le procureur ne s'est pas borné à reprendre les thèmes qu'il développe depuis longtemps déjà, qu'il s'agisse de la libéralisation de l'avortement, de la dénatalité, de l'Assemblée européenne, de la « détérioration exceptionnelle des conditions de la compétition internationale », du désordre monétaire international ou du « retour des États-Unis à un protectionnisme forcé ». Il ne s'est pas contenté de refuser catégoriquement une réforme de la loi électorale, qui semble vouée à demeurer dans les cartons. Il a purement et simplement reproché au chef du gouvernement de s'être pas à la hauteur de sa tâche politique.

M. Debré ne conteste certes pas

les premiers résultats obtenus sur la voie du redressement économique, mais il met l'épée dans les reins de M. Barre pour le forcer à s'engager sur un tout autre terrain : « Monsieur le premier ministre, dans les dix mois qui viennent, c'est le problème politique qui sera essentiel... Il faut faire de la politique... s'il n'y avait pas de politique il n'y aurait pas de nation, sans hommes politiques il n'y aurait pas de démocratie et pas même de gouvernement... Il faut faire de la politique et mener le combat pour gagner les élections. Vous avez raison de faire appel à l'union de la majorité. Les formations qui composent cette coalition sont embourbées sur le même navire, mais encore faut-il que ce navire soit conduit. Nous attendons une volonté politique de valence. Cette volonté ne pourra animer l'esprit de la troupe que si elle inspire d'abord l'esprit de ses chefs et éclaire leur action. »

Le contraste était considérable entre ces propos et ceux de M. Chirac, qui avait tenu peu avant un langage bien plus digne d'un parlementaire, en invitant M. Barre à ne pas se « laisser décourager par un milieu politique trop souvent étroit », et en le félicitant de se tenir « éloigné du charlatanisme politique ».

On pourrait objecter à M. Debré que sous la France gaullienne le « navire » ne fut pas toujours bien conduit (n'était-il pas lui-même à l'hôtel Matignon en avril 1961 et de Gaulle n'était-il pas à l'Élysée en mai 1968 ?), mais il n'en reste pas moins qu'il a fait mercredi une intéressante démonstration : la majorité qui vit dans le désordre et dans le doute depuis l'automne 1976 est « remobilisée ».

La leçon est la démonstration ne s'adressent évidemment pas au seul chef du gouvernement. En rappelant qu'il réoriente depuis 1972 et en dénonçant diverses erreurs commises à une époque où M. Barre n'était pas aux affaires, M. Michel Debré a très clairement signifié, et nul ne s'y est trompé, qu'il en avait à M. Giscard d'Estaing, ancien ministre des finances et actuel chef de l'État, tout autant sinon plus qu'à son premier ministre. En insistant sur la nécessité de « faire de la politique », il condamnait implicitement le président de la République d'avoir choisi un « non-politique » pour succéder à M. Chirac.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 9.)

## L'actualisation du programme commun : un devoir de rigueur

**1. — Relancer la consommation populaire**

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (\*)

Désormais acquiescé dans son principe, l'actualisation du programme commun doit être, pour les partis signataires, non pas l'occasion de surenchères électorales mais l'ultime moyen de faire leur union avant l'épreuve du pouvoir. L'application du programme commun posera en elle-même des problèmes pour qu'on ne mette pas à demain la solution de ceux qui peuvent être résolus dès aujourd'hui. Au contraire, la confiance raisonnée des citoyens se nourrit de la clarté d'un programme répondant aux questions qu'ils se posent.

Pour aller loin, l'union de la gauche ne peut s'en remettre à l'improvisation. De celle-ci la droite profiterait mieux qu'elle. On discerne assez clairement les grands chapitres sur lesquels il est nécessaire de préciser le programme commun (nationalisations), de le compléter (Europe), ou même de le revoir (défense, information). Mais il en est un sur lequel il est vital que la gauche détermine clairement et dès

maintenant ses options. Je veux parler de la politique économique à court terme qu'elle conduira en 1978, alors même que les principales réformes de structures prévues par le programme commun entreront seulement dans les faits.

Le succès ou l'échec de la politique conjoncturelle de la gauche sera déterminant pour la réussite de son expérience. On voit bien l'usage que la droite ferait de la conjoncture, de grèves sauvages ou d'une distorsion économique intérieure ou extérieure : inflation venant rogner les augmentations de salaires — chômage persistant — déséquilibre extérieur mettant la France à la merci d'interventions étrangères.

C'est pourquoi il est important que la gauche précise les conditions de l'application du programme commun, en élaborant un calendrier des mesures et un compte économique et financier pour 1978. Elle évitera ainsi bien des tensions inutiles et rendra son union plus solide au sein de l'expérience. Enfin et surtout elle

pourra préparer l'opinion et les travailleurs aux changements concrets et aux disciplines indispensables de cette nouvelle période. La stratégie du socialisme démocratique 12 piliers qu'on traite les citoyens en adultes. Il ne servirait à rien de cultiver des illusions qui, depuis demain, se retourneraient contre la gauche.

(Lire la suite page 6.)

## DIX ANS APRÈS SA MORT

**Marcel Aymé  
dans la tête des autres**

Dix ans après sa mort, on ne s'accorde pas encore tout à fait sur Marcel Aymé, la juste mesure de son talent, la place qu'il convient de lui faire. Certains critiques ne retiennent — un peu du bout des lèvres — dans leurs paroxysmes (« la Littérature française depuis 1945 », de Bordes) que le dramaturge. D'autres estiment au contraire que ses romans, ses contes, passent de loin son théâtre. C'est en tout cas cette partie — la de son œuvre, la valise du conteur, que Flammariion a choisi d'honorer. On la réédite en son entier, illustrée par Topor. Une heureuse rencontre, tant les deux tempéraments sont marqués d'une semblable ambiguïté. Sont-ils féroces ou tendres ? Réalistes ou fantastiques ? Est-ce le rire ou le malaise qui prime en eux ?

Ces questions, Topor ne les résout ni pour lui ni pour son inspirateur. Il dit qu'il aime Marcel Aymé parce que « les êtres comptent plus pour lui que les idées ». A voir, objecte Pascal Ory, ce jeune historien qui vient d'ausculter strictement les « Collaborateurs » : ce contempteur d'idéologies est bel et bien un anarchiste de droite. Il en a le visage.

De même, Gabrielle Rolin n'en décale pas trace dans cette œuvre qui accorde toujours aux monstres que nous sommes la « circons-

tance atténuante de la condition humaine » : de la pitié plutôt, tempérée par l'humour. Jacques Gaimard, examinant le fantastique auquel recourt si souvent l'auteur de « Poise-Muraille », entend, derrière son comique, une interrogation plus profonde.

Il se forme encore autour d'images de Marcel Aymé qu'il y a de « têtes des autres ».

(Lire nos articles page 23 du « Monde des livres ».)

**Le Monde  
de l'éducation**

**LE NUMÉRO  
DE MAI  
EST PARU**

Dr GISELA PANKOW  
**Structure familiale  
et psychose**  
un grand thérapeute, un grand livre  
Dr BERNARD THIS  
**Naître... et sourire**  
les mythes de la naissance  
AUBIER MONTAIGNE

**AU JOUR LE JOUR**  
**CHER VIETNAM**  
Les guerres ont vraiment du bon.  
Quand elles sont achevées (on achève bien les chevaux), les plus belligères, toute retraite coupée, n'ont absolument pas d'autre issue que la paix.  
Alors les morts, qui ne disent mot, pensent aux promesses de leur mère, les blessés applaudissent de la main qui leur reste et les survivants, d'un doigt mouillé, lèchent le vent.  
Patzigue, le guerrier se repose : à notre paix !  
ROBERT DE MONTVALON.

**AFRIQUE ET AU PROCHE-ORIENT**  
millions de fillettes et d'adolescentes victimes de mutilations sexuelles  
« les hommes » lance un appel à l'ère

De notre correspondant

... La détermination internationale de l'ère des mutilations sexuelles, depuis l'ère de la grande intervention de l'ONU, a été l'objet d'une attention particulière. Les Nations Unies ont adopté une résolution en 1964, et le président de l'Assemblée générale, à l'époque, a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

**NOUVELLES BRÈVES**

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

**LA SECTION FRANÇAISE**

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

**L'Irlande comme vous voulez**

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».

... M. Boumediène a déclaré que les mutilations sexuelles étaient une « violation des droits de l'homme ».



## DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. PHAM VAN DONG

### La France et le Vietnam concluent deux accords de coopération économique et culturelle

M. Pham Van Dong a donné, ce jeudi 28 avril en fin de matinée, à la résidence Marigny, une conférence de presse (voir ci-dessus) qui marqua la fin de sa visite officielle de trois jours à Paris. Le premier ministre ne quittera cependant la capitale française que le 30 avril et mettra à profit ces deux jours de visite privée pour recevoir des représentants des communautés vietnamiennes établies en France et à l'étranger.

Au cours de ses derniers entretiens à Paris, M. Pham Van Dong a invité M. de Gurgand, ministre des affaires étrangères, à venir en visite officielle à Hanoi. Cette visite pourrait avoir lieu dans un délai assez rapproché.

La journée de mercredi a notamment été marquée par la signature des deux accords généraux de coopération entre la France et le Vietnam, qui augurent bien de la volonté, affi-

chée par les deux parties, de donner à leurs relations un caractère « exemplaire ». Ces textes portant sur la coopération économique et culturelle ont été signés, pour la partie française, par M. de Gurgand et, du côté vietnamien, par M. Dinh Duc Thien, ministre du pétrole et du gaz.

#### Institution d'une commission mixte

L'accord-cadre de coopération économique institue une commission mixte — comme c'est le cas dans les relations de coopération de Paris avec les pays socialistes — chargée de promouvoir l'évolution des relations entre les deux pays dans ce domaine. Cet accord est assorti d'un protocole financier d'un montant de 670 mil-

lions de francs, qui marque une progression d'environ un tiers par rapport à celui de 1976. Cette somme, qui comporte des dons et des prêts à long terme, servira principalement au financement de réalisations françaises au Vietnam, notamment dans les domaines de la pétrochimie, du textile et des cliniques. L'accord culturel prévoit l'établissement d'institutions françaises au Vietnam.

M. Pham Van Dong, qui s'était entretenu mercredi matin avec M. Raymond Barre avant de recevoir à déjeuner M. Giscard d'Estaing à la résidence Marigny, a estimé que ces accords permettraient de rendre l'amitié franco-vietnamienne retrouvée « plus précieuse et plus belle ». M. Barre a fait part de sa « grande satisfaction ». Cette signature, a-t-il assuré, marque « la volonté commune des deux pays de développer des liens durables ».

#### ELF-AQUITAINE VA SE VOIR ACCORDER DES PERMIS DE RECHERCHE D'HYDROCARBURES AU VIETNAM

La présence de pétrole et de gaz naturel a été découverte dans la delta de Hanoi, a annoncé Radio-Hanoi le 27 avril. Les Soviétiques, en effet, prospectent dans cette région. Jusqu'à présent, seul le sud du Vietnam avait fait l'objet de recherches, et, en 1974, les compagnies Shell et Mobil avaient découvert des gisements sur le plateau continental.

La visite de M. Pham Van Dong, dans la soirée du 27 avril à l'Institut français du pétrole (I.F.P.), n'en prend que plus de relief. Dès 1972, en effet, le gouvernement de la République socialiste du Vietnam a pris contact avec l'I.F.P. En 1975, l'Institut, par un accord de coopération, a réalisé sous les auspices du ministère des affaires étrangères, l'envoi de spécialistes vietnamiens en France, à fournir les équipements pour la création de laboratoires spécialisés pour l'industrie pétrolière vietnamienne et à envoyer des experts de l'I.F.P. au Vietnam.

D'ores et déjà, de nombreux ingénieurs vietnamiens sont formés, à Paris, à l'école supérieure du pétrole, et une douzaine de missions sont prévues par l'I.F.P. pour la mise en œuvre d'un transfert vietnamien du pétrole.

Dans le cadre de sa mission de promotion de l'industrie pétrolière française, l'Institut et la société Technip ont fait à la République socialiste du Vietnam des offres préliminaires pour la réalisation d'une raffinerie, d'une chaîne de fabrication d'huile et d'un complexe pétrochimique.

D'autre part, on devrait approuver officiellement, en 1978, les accords ELF-Aquitaine et le gouvernement vietnamien ont signé en février un protocole d'accord de recherches et d'exploitation en mer. Il faudra encore attendre pour que soit transformé ce protocole en contrat ferme. ELF-Aquitaine se verra alors accorder près de 10 % de l'exploration et off shore au Vietnam dans une zone qui a été par ailleurs l'objet de prospection. Le Vietnam entend, en effet, se réserver l'exploitation des gisements découverts en 1974.

#### M. GIEREK VIENDRA EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE EN SEPTEMBRE

M. Gierak, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, viendra en visite officielle en France du 12 au 15 septembre, sur l'invitation du président de la République, après-on de bonne source.

M. Giscard d'Estaing s'est rendu deux fois en Pologne depuis le début de sa présidence. La première fois en visite officielle le 10 juin 1975, la seconde en visite privée du 15 au 17 octobre 1976. M. Gierak est, de son côté, venu en visite officielle en France en 1972, à l'invitation de Georges Pompidou.

Le conseil de l'Europe et la C.S.C.E. : Les ministres (des dix-neuf États membres du conseil de l'Europe) ont été unanimes à reconnaître la nécessité de maintenir la dynamique de la détente en évitant une confrontation sur le respect intégral de chacun des points de l'accord final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe) et sur l'accomplissement des résultats obtenus par les États signataires lors de sa mise en œuvre, déclare la communiqué du comité des ministres du conseil de l'Europe après sa réunion du mercredi 27 avril à Strasbourg.

#### LE DÉJEUNER DE L'HOTEL MARIGNY

### M. Pham Van Dong : l'amitié retrouvée peut être plus précieuse, plus belle et plus exigeante

A l'issue du déjeuner qu'il offrait mercredi en l'honneur du président de la République à l'hôtel Marigny, M. Pham Van Dong, dont l'invitation était rigoureuse, a déclaré qu'il avait préparé et improvisé une allocution en français.

Remerciant M. Giscard d'Estaing pour ce qu'il avait fait pendant sa visite, il déclara : « Le fait que nous soyons réunis ici, dans ce lieu, est une grande chose, une chose remarquable par sa beauté, sa qualité (...), ses pro-

messes, quand on pense à l'avenir ». « L'amitié retrouvée, poursuit-il, le chef du gouvernement vietnamien, peut être plus précieuse, plus belle, plus exigeante en soins, en sollicitudes et, excusez-moi, en vigilance ».

M. Pham Van Dong leva alors son verre « à la grandeur de la France et à la grandeur du peuple français dans le sens où le mot grandeur ne signifie pas dimension mais valeur », et, ajouta-t-il, « à notre amitié et à nos espoirs de coopération ».

### M. GISCARD D'ESTAING : la France a pour les Vietnamiens considération, sympathie et affection

M. Giscard d'Estaing, improvisant lui aussi, répondit qu'il se souvenait de la visite de M. Pham Van Dong avait revêtu trois aspects : elle a ouvert de nouvelles perspectives dans l'histoire du Vietnam et de la France, elle a marqué la nécessité pour les deux peuples de travailler aux mêmes « tâches de paix » et elle a établi entre les dirigeants des deux pays des liens personnels. « Il y a eu entre nous, dit-il, une franchise et une compréhension qui ne se trouvent pas toujours même entre de vieux amis. » La France,

poursuivit le président de la République, a pour quarante millions de Vietnamiens beaucoup de considération, de sympathie et d'affection. « Il faut reconnaître, sous le leur d'« accord », murmura M. Pham Van Dong, en levant son verre, M. Giscard d'Estaing souhaita que M. Pham Van Dong continue avec la même détermination et la même distinction « à conduire « le destin du peuple vietnamien ».

(1) La population du Vietnam compte 55 millions d'habitants. (N.D.L.R.)

#### La conférence de presse du premier ministre

### Il n'y a pas et il n'y aura pas de résistance militaire au Vietnam

Souriant et détendu, ponctuant ses déclarations de grands éclats de rire, M. Pham Van Dong a insisté sur l'absence de tout projet de conférence de presse qu'il a donnée jeudi matin 28 avril, sur la cordialité de l'accueil du gouvernement et de la presse française à son égard. Il a souligné le bilan positif de sa visite et les espoirs qu'elle suscite pour Hanoi, en matière économique notamment.

Interrogé par plusieurs journalistes sur l'exercice des droits de l'homme au Vietnam, M. Pham Van Dong a déclaré : « Nous avons fait des sacrifices considérables pour parvenir à notre indépendance, et cela pour chaque Vietnamien. Les droits de l'homme, c'est le droit pour chaque Vietnamien d'être libre chez lui et indépendant dans son pays. Nous ne concevons pas les droits de l'homme de façon formelle. C'est plus sérieux. C'est le droit à une vie digne et libérée pour se développer et pour participer de toutes ses forces à l'œuvre commune. Les droits du peuple vietnamien d'est nous qui les défendons. »

A une autre question, M. Pham

Van Dong a répondu : « Il n'y a pas de résistance militaire au Vietnam. Il n'y en aura pas. Nous sommes un peuple très uni. Notre politique, je le dis avec modestie, répond aux besoins de tout notre peuple. » Par conséquent, a-t-il ajouté, les Vietnamiens en France veulent rentrer au pays pour participer à sa reconstruction et à son développement. « Au sujet de l'admission du Vietnam aux Nations unies, nous sommes satisfaits de la normalisation de leurs relations. M. Pham Van Dong a déclaré : « Il faut négocier, et à ce point d'arrivée une bonne volonté commune, nous y parviendrons. Je suis, j'ai été et je serai toujours optimiste. »

Il a souligné que l'adhésion du Vietnam aux Nations unies, sous les présidences de M. Nixon et Ford, est un succès. M. Pham Van Dong a déclaré : « Notre place est aux Nations unies, comme ma place, en ce moment, est sur cette chaise. Vous ne pouvez pas me l'enlever, n'est-ce pas, cette chaise ? »

## A travers le monde

### Chili

LA STATION DE RADIO DEMOCRATIE-CHRÉTIENNE, Présidente Balmaceda, dont les programmes avaient été interrompus, il y a plusieurs semaines par les autorités militaires, vient de se voir retirer l'autorisation d'émettre, annonce l'agence France-Presse de Santiago.

### Finlande

UN HAUT FONCTIONNAIRE du service des douanes finlandais, M. Olli Pihlman, accusé de faire de l'espionnage économique et de mettre en danger les relations de la Finlande

avec l'étranger, a été condamné, mercredi 27 avril à 22 mois de prison. Selon les journaux finlandais et suédois, M. Pihlman aurait agi pour le compte de l'Union soviétique et de l'Allemagne de l'Est.

### Portugal

QUATRE GÉNÉRAUX PORTUGAIS qui ont joué un rôle de premier plan pendant la guerre coloniale en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola ont fait paraître un livre intitulé *Africa* : la victoire trahie. Ils défendent la thèse selon laquelle la victoire était possible en Afrique. Mais, disent-ils en substance, la stratégie soviétique a lancé

## ASIE

### Inde

La visite de M. Gromyko

### MOSCOU ACCORDE DE NOUVEAUX CRÉDITS A NEW-DELHI

New-Delhi (A.F.P.). — Avant de quitter New-Delhi, à l'issue d'une visite officielle de trois jours (le Monde du 27 avril), M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, s'est déclaré « très satisfait » de ses entretiens avec les dirigeants indiens. L'invitation à laquelle s'est rendu le ministre soviétique avait été lancée par le précédent gouvernement indien : M. Desai l'avait confirmée après la défaite de Mme Gandhi en mars, et M. Gromyko s'était alors engagé à répondre, bien que, pendant la campagne électorale, il avait qualifié les adversaires du parti du Congrès de « réactionnaires ».

« L'U.R.S.S. et l'Inde sont convenues de renforcer leurs liens en vue d'une coopération mutuellement bénéfique et égalitaire dans l'esprit du traité de paix, d'amitié et de coopération signé en 1971 », indique le communiqué.

Un accord en trois points a été signé. Il prévoit l'octroi d'un crédit de 250 millions de roubles à l'industrie indienne, une augmentation des échanges commerciaux pour l'exercice 1977 et la mise en place d'un système de faisaux héritiers entre les deux pays.

(Deux points restent à éclaircir après la visite de M. Gromyko. L'U.R.S.S. a-t-elle pris des engagements au sujet de la coopération nucléaire ? Est-elle satisfaite des explications que M. Desai a données à son ministre en ce qui concerne les tentatives de rapprochement entre le Chili et l'Inde ?) L'Inde cherche manifestement des partenaires dans le domaine nucléaire. Selon le *Wall Street Journal*, des entretiens ont commencé cette semaine à Washington entre les Indiens et les Américains en vue de la fourniture d'uranium enrichi à New-Delhi.

Selon le *Financial Times* britannique, M. Desai, ministre indien du commerce, a rencontré la semaine dernière à Bangkok un diplomate chinois en vue de la reprise des échanges commerciaux entre le Chili et l'Inde, suspendus il y a quinze ans, après un conflit frontalier.]

### Pakistan

Les chefs militaires affirment leur loyalisme

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Pour la première fois, l'Alliance nationale a renoncé à sa totale intransigeance et, en vue d'un compromis, n'a pas rejeté les propositions du premier ministre, M. Bhutto. Le moment est venu de considérer les propositions car elles n'ont jamais été aussi proches de notre point de vue », a déclaré mercredi 27 avril le Pir (titre religieux) de Pagar, porte-parole de l'opposition, président en exercice (du fait qu'il n'est pas arrêté), de l'Alliance. Cette déclaration confirme que les « nouvelles propositions » de M. Bhutto — sur lesquelles le Pir de Pagar, pas plus que les autres, n'a fourni de précisions, — représentent une large ouverture.

Elles concernent notamment la tenue de nouvelles élections nationales. Le porte-parole de l'opposition a même laissé entendre qu'un gouvernement d'union nationale pourrait être formé avant la consultation et qu'il comprendrait des membres de l'Alliance qui, après cet « ajustement », renonceraient à réclamer la démission du premier ministre.

Les dirigeants de l'opposition devaient se réunir à nouveau jeudi à Sialkot, près d'Islamabad, où ils ont tenu une résidence surveillée, afin d'élaborer une formule de compromis. Celle-ci présentait des aspects constitutionnels, les avaient demandés à consulter les conseillers juridiques du mouvement. On n'attendait pas la réponse définitive de l'Alliance aux propositions de M. Bhutto avant jeudi soir ou vendredi.

L'opposition doute encore de la sincérité de M. Bhutto qui n'aurait fait jusqu'à maintenant que des concessions secondaires (déclarations prohibitionnelles, et non pas nationales, prohibition de la consommation de l'alcool et des jeux d'argent), et s'est même révenu, après la proclamation de la loi martiale, vendredi, dans trois grandes villes, sur les mesures antérieures assouplissant la législation répressive. « J'ai épuisé ma capacité de faire des propositions », a déclaré mercredi M. Bhutto devant le groupe parlementaire de son parti. « Maintenant, c'est à l'autre partie de faire

un pas en ma direction. Je suis intéressé par un arrangement politique. Ma position est très claire sur ce point », a-t-il ajouté.

Continuant de manier la carotte et le bâton, le chef du gouvernement vient de prendre plusieurs décisions pour assurer ses arrières. D'une part, le gouvernement a interdit toute manifestation publique, défilé, rassemblement (en privé comme en public) dans la région d'Islamabad et de Rawalpindi, sa ville jumelle. Cette mesure est évidemment destinée à empêcher la « longue marche » de l'opposition (le Monde du 28 avril) qui pourrait d'ailleurs être rapportée à un accord étant trouvé d'ici à samedi.

D'autre part, le général Tikka Khan a été nommé ministre de la défense et de la sécurité nationale, poste que M. Bhutto cumulait avec ses fonctions de premier ministre depuis qu'il est au pouvoir. Officier respectueux de l'autorité supérieure, le général Tikka Khan avait déjà été, ces dernières années, chargé des questions de sécurité nationale auprès du chef du gouvernement. Il avait conduit avec vigueur la répression au Pakistan oriental, devenu le Bangladesh. Il se voit maintenant chargé d'assurer la fidélité des forces armées au pouvoir politique. Sans attendre, d'ailleurs, les chefs d'état-major des trois armées ont affirmé qu'ils étaient « totalement unis pour assurer leurs obligations constitutionnelles en soutenant le gouvernement actuel, constitué légalement ».

Un porte-parole du ministère de la défense a précisé que cette prise de position devrait dissiper tout « malentendu » dans l'opinion (mais aussi, sans doute, chez certains officiers qui verseraient volontiers les militaires jouer un plus grand rôle dans la situation actuelle). Sans doute M. Bhutto avait-il besoin de ce témoignage de confiance pour bien montrer à l'opposition de quel côté se trouve l'armée. Le premier ministre continue, en effet, de garder deux têtes au feu.

GERARD VIRATTE

### Chine

### Les « quatre » sont qualifiés officiellement de « bourgeois » ou de « traîtres infiltrés dans le parti »

De notre correspondant

Pékin. — La campagne de dénonciation des quatre vient d'entrer dans une nouvelle phase. Un article commun au *Quotidien du peuple*, à la revue *Le Drapeau rouge* et au journal de l'armée, publié mercredi 27 avril, fouille longuement dans le passé des dirigeants d'« échec » pour démontrer leur « nature contre-révolutionnaire » et le caractère criminel de leurs activités.

Les accusations les plus sévères sont portées contre M. Chang Chun-chiao, qualifié d'« agent secret du Kuomintang ». Mme Chang Ching est accusée de « trahison ». M. Yao Wen-yuan se voit attribuer « l'origine des erreurs de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire qu'elle suivait », à éliminer ainsi « son influence dans les divers secteurs d'activité du pays ».

C'est avec cette dernière phrase que le nouveau développement de la campagne prend tout son sens. L'article publié mercredi reste très faible sur le plan de l'analyse politique et, s'il parle enfin d'une « base sociale », de la « bande des quatre », c'est pour dire que cette base était « composée des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires, des éléments mauvais des anciens et nouveaux bourgeois ». L'argument est sommaire et quelconque attend une analyse tant soit peu marxiste du phénomène.

Les tâches à accomplir sont, en revanche, définies assez clairement. « Il existe encore, dit l'article, des contre-révolutionnaires habilement camouflés, profondément cachés et qui, depuis longtemps, n'ont pas été démasqués. Voilà une réalité du passé, du présent, et que nous retrouverons à l'avenir. » Consigne est donnée de « poursuivre l'examen à fond de toutes les activités de complot de la bande des quatre et de tous les gens qui y furent impliqués » afin « d'éliminer toutes les traces de leur venin et de leur influence sur les plans politique, idéologique et organisationnel ».

Depuis le milieu du mois de mars, des comités locaux de la « bande des quatre » sont démantelés un peu partout en province. Mais il semble que ce travail d'épuration soit désormais appelé à prendre de l'ampleur et à se confondre avec le mouvement de consolidation du parti qui avait lui-même été annoncé le 25 décembre dernier et qui doit précéder la convocation du onzième congrès (le Monde du 22 avril). Or des indications en provenance du Liaoning

et du Shanxi, par exemple, montrent que ces opérations ne vont pas sans rencontrer des résistances et que certains responsables ne manifestent aucun enthousiasme à pousser trop loin les enquêtes. C'est un sérieux rappel à l'ordre qui vient de leur être adressé.

### Hommage à la révolution culturelle

Un autre aspect de l'article publié mercredi retient l'attention. Il y est en effet très abondamment question de la révolution culturelle sur laquelle un jugement nuancé mais dans l'ensemble positif, est prononcé. L'article rappelle l'appréciation de Mao Tse-tung lui-même selon laquelle les résultats de la révolution culturelle se soldaient par « 70 % de succès et 30 % d'erreurs ».

Il attribue ces dernières au « sabotage » de Lin Biao et de la « bande des quatre », mais il ajoute que l'échec de ces personnages démontre précisément « la justesse de la thèse du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat », ainsi que « la signification d'importance majeure de la révolution culturelle tant sur le plan politique qu'à long terme ».

Jointes à d'autres indices, ces formules donnent le sentiment que le régime cherche, depuis quelque temps, à rééquilibrer « ses positions et à frayer une voie à la révolution culturelle qui, depuis la chute des « quatre », remettrait ouvertement en cause aussi bien l'héritage de la révolution culturelle qu'une bonne partie de l'enseignement marxiste ».

Sur deux des aspects essentiels de la doctrine maoïste sont-ils aujourd'hui passés sous silence ou reformulés de manière à leur ôter tout caractère explosif. Il reste que la nouvelle direction estime d'autant moins pouvoir se passer du patronage de Mao Tse-tung qu'elle y trouve encore le meilleur fondement de sa légitimité.

ALAIN JACOB

M. Ne Win, président de la Birmanie, a déclaré mercredi 27 avril, premier jour d'une visite officielle à Pékin, que les relations de son pays avec la Chine pourraient « se détériorer » si certains « problèmes » n'étaient pas abordés avec « franchise ». Il faisait ainsi allusion au soutien de la Chine au parti communiste indonésien, qui mène une guerre meurtrière contre l'armée birmanne. — (A.F.P.)

## Algérie

### Large remaniement

Un fort pourcentage d'anciens de l'Algérie... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

### LA COMPOSITION DU CABINET

Le 27 avril, le président du conseil a annoncé les nominations suivantes :

**NOMINATIONS ANNONCÉES LE 27 AVRIL**

Ministre de l'Intérieur : M. Mohamed Abdellah.  
Ministre de la Justice : M. Mohamed Kaddour.  
Ministre de l'Éducation nationale : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique : M. Tahar Laï.  
Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Industrie et du Commerce : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Énergie et de l'Électricité : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Environnement : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Équipement : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Économie et des Finances : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Économie et du Développement : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Économie et de la Coopération internationale : M. Abdelhak Benhabib.  
Ministre de l'Économie et de la Coopération internationale : M. Abdelhak Benhabib.

Le président Boumedienne conserve le portefeuille de la Défense.

### L'éclatement du ministère de l'énergie et de l'électricité

### M. Abdellah avait bâti un empire difficile à gérer

De notre correspondant

Alger. — La division du ministère de l'Industrie et de l'Énergie en trois secteurs distincts est l'attribution du portefeuille de la seule industrie légère à M. Abdellah, qui a dirigé l'ensemble, marquant ainsi la fin d'un règne ? La réalité semble en fait beaucoup plus nuancée.

Le dynamisme du ministère, qui a acquis une stature internationale, crée la Sonatrach après l'indépendance, gère la bataille de la nationalisation des hydrocarbures en 1971, et constitue la cheville ouvrière de l'industrie algérienne depuis 1965, lui a permis, en une décennie, de bâtir un « empire » difficile à gérer. Ses adversaires — et il en a — lui reprochent d'avoir construit des usines qui ne tournent qu'à 25 % ou 30 % de leur capacité. M. Abdellah, qui tient à tout contrôler par lui-même, n'hésite pas à répondre vigoureusement à ses détracteurs. « Nous faisons de l'industrie avec des paysans », se plaît-il à répéter. Il admet que quelques usines fonctionnent mal, « comme dans les autres pays du tiers-monde », il n'accepte pas que l'on publie toutes ces choses, « et elles sont nombreuses », qui tournent à 100 % — c'est le cas des unités de liquéfaction de gaz naturel de Skikda, — à 80 % ou même à 90 %.

Depuis le début de la Charte nationale, le pouvoir envisageait — en accord avec M. Abdellah — de réorganiser les sociétés nationales trop lourdes à gérer et de créer un ministère

مكتبة الأمل



Pakistan

Les chefs militaires affirment leur loyauté

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Pour la première fois, l'armée pakistanaise a été appelée à intervenir dans une opération de maintien de l'ordre. C'est ce qu'a fait le général Yahya Khan, chef de l'armée, en envoyant des troupes à Rawalpindi, la capitale, pour rétablir l'ordre après la révolte des étudiants. Le général a affirmé que l'armée était loyale au gouvernement et qu'elle n'interviendrait que pour maintenir la loi et l'ordre.

Chine

Les officiers officiellement de bon sens infiltrés dans le parti

De notre correspondant

Pékin. — Les officiers du parti communiste chinois ont été infiltrés dans le parti pour surveiller les dirigeants. Les officiers ont été envoyés dans les provinces pour surveiller les dirigeants locaux. Les officiers ont été envoyés dans les provinces pour surveiller les dirigeants locaux. Les officiers ont été envoyés dans les provinces pour surveiller les dirigeants locaux.

Algérie

Large remaniement à Alger

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, M. Smail Hamdani, secrétaire général adjoint à la présidence, est nommé secrétaire général du gouvernement en remplacement de M. Abdelkader Hadj Ali, qui était à ce poste depuis l'indépendance. M. Abdelmajid Allahoum, directeur du protocole à la présidence, devient secrétaire général de la présidence de la République, à la place du docteur Amir, nommé la semaine dernière ministre du travail et de la formation professionnelle. Enfin, la direction générale de la fonction publique, qui dépendait du ministère de l'intérieur, est rattachée à la présidence de la République.

Un fort pourcentage d'anciens de l'UGEMA

Le cabinet comprend 25 ministères — y compris celui de la défense — contre 20 dans le précédent et 3 secrétaires d'Etat au lieu de 2. D'une façon générale, le choix de M. Boumedienne s'est porté sur des hommes qui ont fait preuve de dynamisme et

remporté des succès dans les secteurs dont ils étaient chargés.

Le gouvernement compte 17 membres, les deux secrétaires d'Etat à l'Agriculture et à l'Industrie, pour la plupart, des diplomates comme MM. Redha Malek, Djamel Rouhou et Abdellatif Rahal, respectivement ambassadeurs à Moscou, au Caire et à l'ONU, ou des hauts fonctionnaires comme M. Mohamed Liasine (Industrie lourde), qui fut le premier polytechnicien d'Algérie, ou Sid Ahmed Ghosali (Energie et pétrochimie), sorti de l'Ecole centrale de Paris. Une bonne dizaine de membres du cabinet sont ou ont été membres de l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens), fondée par M. Belaid Abdesselam, qui ont fait leurs études en France et ont initié pour l'indépendance de l'Algérie.

Cela signifie que le chef de l'Etat a procédé à un certain nombre de promotions et formé un gouvernement de « ministères gestionnaires ». En outre, ces hommes ont, pour la plupart, été choisis en fonction de leurs compétences, de leur valeur et de leur ouverture sur l'avenir et non en raison de leur passé ou de leur appartenance à l'U.L.N. (Armée de libération nationale), ce qui avait été le cas de plusieurs membres des précédents cabinets et des membres du Conseil de la révolution.

Une dizaine de colonels

Le cabinet compte une dizaine de colonels. Il convient toutefois de noter que la plupart d'entre eux avaient, depuis des années, des activités civiles, comme le médecin-colonel Amir, le colonel Allahoum ou le colonel Aouchiche, qui, à la tête de la D.N.G.-A.N.P. (direction nationale des coopératives par-militaire, comme les colonels Draï, directeur général de la sûreté ; Bencherif, directeur de la gendarmerie. En fait, leur entrée dans le gouvernement marque moins une « militarisation » de ce dernier que leur propre « démilitarisation ». De plus, l'intégration dans le cabinet de plus de la moitié de dix membres du Conseil de la révolution facilitera la dissolution de cet organisme lors de la réunion du congrès du P.L.N.

Enfin, sur le plan des structures, on remarque que plusieurs ministères, qui couvraient des domaines trop vastes ou n'avaient pas donné les résultats escomptés, ont été scindés ou réorganisés pour leur permettre de mieux maîtriser les problèmes et de gagner la bataille de la production et de la justice. C'est le cas notamment de l'Industrie, de l'Habitat et de l'Hydraulique — deux secteurs particulièrement délaissés — de la formation professionnelle et de l'Agriculture.

Les modifications au niveau des directions de la fonction publique, de la sûreté nationale et de la gendarmerie ont aussi pour résultat de renforcer les attributions présidentielles. Les promotions et les mutations qui ont eu lieu dans différents secteurs et l'important mouvement diplomatique en préparation contribueront à assurer une certaine relève au sein de la classe politique, amorcée au cours des élections à l'Assemblée nationale populaire.

PAUL BALTA.

Zaire

LA PRESSE COMMENTE AVEC ENTHOUSIASME LA « VICTOIRE » DU SHABA

Kinshasa. — « Le Zaire et ceux qui ont épousé sa juste cause voient le diable se retirer, être banni et la queue entre les pattes. » Cet extrait d'un éditorial d'*Itimba*, le quotidien du soir de Kinshasa, reflète assez fidèlement les accents joyeux et sarcastiques avec lesquels la presse zairoise salue la « victoire ». Le régime, revigoré, se pose en procureur, le gouvernement angolais étant, aux yeux des journaux, l'accusé numéro un : « *Néto*, le grand panthère de Luanda, sœur de la psychose de la peur. Obsédé par ses nombreux crimes et l'impuissance de son gouvernement, il parcourt le monde en quête d'armes. (...) Agent patibulaire du communisme international, il est au service de la subversion rouge. (...) Minotaur, le M.P.L.A. ne s'est imposé que grâce à l'immersion racocubaine dont a été victime le peuple frère d'Angola. »

On est loin des accords de Brazzaville qui, en février 1976, laissaient espérer la possibilité d'une réconciliation entre Luanda et Kinshasa. Quant aux rebelles, ils sont traités « d'horde de mercenaires », tandis que les « forces du mal ».

L'homme de la rue accueille l'effacement de la rébellion avec un soulagement mêlé parfois d'une vague inquiétude : « J'ai peur de la suite, nous dit un chauffeur de taxi. Pourquoi le gouvernement angolais refuse-t-il toujours notre président ? » Notre interlocuteur, en effet, écoute régulièrement les émissions de Radio-Luanda en kikongo, langue parlée par l'armée bangaloise, implantée dans deux côtés de la frontière. D'autres oscillent entre l'indifférence et l'agacement. « Qu'ils nous laissent tranquilles », est une réflexion souvent entendue.

Les dirigeants zairois veulent donner leur succès militaire le plus large écho. L'écho de ses adversaires permet au président Mobutu de parfaire son image d'artisan de l'unité nationale. Exploitant la vieille peur, ancrée au sein de la population, du retour à la violence et à l'anarchie des années 60, le chef de l'Etat apparaît à la faveur de cette crise comme le rassembleur suprême. La rébellion des gendarmes est présentée en outre comme la « seconde aventure entreprise par l'Union soviétique depuis l'accession de notre pays à la souveraineté territoriale pour le faire banquier dans son camp. » Le rôle de Moscou dans le Congo des premières années de l'indépendance est ainsi remis en mémoire.

Après les « manifestations grandioses » de soutien au régime, la presse katangaise montre en épilogue les messages de l'Afrique adressés au président par « les travailleurs, les cadres du parti, les jeunes et les mameux ». La débacle de l'armée zairoise aux premiers jours de la rébellion angolaise devient « la brève période d'attention qui a décollé de l'effet de surprise mais a aussitôt été suivie d'une réplique impitoyable ».

Enfin, Kinshasa, non sans raison, attribue à la victoire du Shaba une signification idéologique : l'échec de l'Afrique pour l'entière. Satisfait d'avoir accablé involontairement une prise de conscience des dirigeants africains modérés minuscule à tous moments d'être « déstabilisée » par l'action de Moscou et de La Havane, le gouvernement zairois constate « le silence brusqué, gênant, décevant, de l'impérialisme occidental » depuis que les forces saïro-marocaines ont redressé la situation.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement algérien :

● NOMINATIONS ANNONCÉES LE 27 AVRIL :

Ministre conseiller du président de la République : M. Ahmed Taleb Ibrahim (\*).

Ministre auprès de la présidence chargée des affaires religieuses : M. Moulay Kassin (\*).

Tourisme : M. Abdelghani Ochi.

Justice : M. Abdelmalek Benhabyles.

Agriculture et réforme agraire : M. Tayebi Larbi (\*).

Secrétaire général de la présidence : M. Abdelmajid Allahoum.

Secrétaire général du gouvernement : M. Smail Hamdani.

● NOMINATIONS ANNONCÉES LE 21 AVRIL :

Industries légères : M. Belaid Abdesselam (\*\*).

Industrie lourde : M. Mohamed Liasine.

Energie et pétrochimie : M. Mohamed Ghosali.

Environnement, bonification des terres et hydraulique : colonel Ahmed Ben Cherif.

Transports : colonel Ahmed Draï.

Information et culture : M. Redha Malek.

Commerce : M. El Hadj Yalla.

Finances : M. Mohamed Ben Yahia (\*\*).

Travaux publics : M. Boualem Ben Hamouda (\*\*).

Habitat et construction : lieutenant-colonel Mohamed Aouchiche.

Postes et télécommunications : colonel Mohamed Zerguini.

Santé : M. Ali Messaoudène (\*\*).

Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Abdelatif Rahal.

Enseignements fondamental et secondaire : M. Mustapha Lacheraf.

Travail et formation professionnelle : M. Mohamed Amir.

Jeunesse et sports : M. Reda Houhou.

Moudjahidines (anciens combattants) : M. Mohamed Said Mazoud (\*\*).

● RESTENT EN PLACE :

Affaires étrangères : M. Abdelaziz Bouteflika.

Intérieur : M. Mohamed Ben Ahmed Abdelkhalil.

Secrétaire d'Etat au plan : M. Kamel Abdallah-Khodja.

Le président Boumedienne conserve le portefeuille de la défense.

(\*) Ministres conservant leur portefeuille, mais qui voient leurs attributions limitées.

(\*\*) Ministres membres de l'ancien gouvernement et qui changent de portefeuille.

L'éclatement du ministère de l'énergie et de l'industrie

M. Abdesselam avait bâti un empire difficile à gérer

De notre correspondant

Alger. — La division du ministère de l'Industrie et de l'énergie en trois secteurs distincts et l'attribution du portefeuille de la seule industrie légère à M. Belaid Abdesselam, qui dirigeait l'ensemble, marquent-elles « la fin d'un règne » ? La réalité semble en fait beaucoup plus nuancée.

Le dynamisme du ministre, qui a acquis une stature internationale, crée la Sonatrach après l'indépendance, gagnée la bataille de la nationalisation des hydrocarbures en 1971, et constitué la cheville ouvrière de l'industrie algérienne depuis 1965, lui a permis, en une décennie, de bâtir un « empire » difficile à gérer. Ses adversaires — et il en a — lui reprochent d'avoir constitué des usines qui ne tournent qu'à 25 % ou 30 % de leur capacité. M. Abdesselam, qui tient à tout contrôler par lui-même, n'hésite pas à répondre vigoureusement à ses détracteurs. « Nous faisons de l'industrialisation avec des paysans », se plaît-il à répéter. Il admet que quelques usines fonctionnent mal, « comme dans les autres pays du tiers-monde », il n'accepte pas que l'on oublie toutes celles, « et elles sont nombreuses », qui tournent à 100 % — c'est le cas des unités de liquéfaction de gaz naturel de Skikda, — à 80 % ou même à 60 %.

Depuis le débat sur la Charte nationale, le pouvoir envisageait — en accord avec M. Abdesselam — de réorganiser les sociétés nationales trop lourdes à gérer et de créer un ministère

de l'énergie et de la pétrochimie. Celui-ci a été attribué à M. Sid Ahmed Ghosali, un ancien de l'UGEMA, qui a succédé à M. Abdesselam à la tête de la Sonatrach, en 1965, et qui était depuis considéré comme l'un de ses plus proches collaborateurs et un ami. En revanche, la formation d'un ministère de l'Industrie lourde, confié à M. Liasine, a surpris. Normalement, ce dernier doit trouver dans ses attributions le complexe sidérurgique d'Annaba, qui fonctionne depuis quelques années, et les projets du complexe qui traitera, dans l'ouest du pays, le minerai de fer de Gara-Djebilet.

Si l'on s'en tient à la terminologie courante, le secteur confié à M. Abdesselam représente la plus grande partie de l'industrie algérienne. Sous réserve des arbitrages que rendra le chef de l'Etat pour la répartition des attributions, le domaine de M. Abdesselam devrait aller des industries alimentaires existantes aux usines d'appareils ménagers, de postes de télévision, etc., en construction, sans oublier le projet d'usine de voitures d'Oran, qui devrait produire cent mille unités et employer quinze mille personnes. S'il se confirme que M. Abdesselam est appelé à s'occuper du « tissu industriel » de l'Algérie, il sera difficile de parler de « disjonction » ou d'« éclatement » à propos d'un homme qui personnifie un type de développement volontariste, dans lequel nombre de pays du tiers-monde voient un modèle.

P. B.

République Sud-Africaine

Nouvelles manifestations à Soweto après la hausse des loyers

De notre correspondant

Johannesburg. — L'administration chargée de la gestion des cités noires à l'ouest de Johannesburg, a décidé d'augmenter de 80 % en moyenne, à partir du 1<sup>er</sup> mai, les loyers des maisons africaines.

Mardi 27 avril, de 5 000 à 10 000 lycéens et étudiants ont manifesté à Soweto, l'immense cité-dortoir de la grande banlieue de Johannesburg, en criant : « *Baisses les loyers* », « *Libérez les prisonniers* », « *Route à l'éducation blanche* ». En fin de journée on décomptait quatre blessés (trois manifestants et un policier), quarante-neuf arrestations, des débris de boîtes détruites, une dizaine de véhicules et quelques bus incendiés.

Le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd si la police, innovant une nouvelle tactique, ne s'était montrée cette fois décidée à éviter le pire. Elle était cependant l'arme sur le pied de guerre, équipée de sa panoplie habituelle de lance-grenades, fusils à chevrotine et armes automatiques, et, pour la pre-

mière fois, de casques et de boucliers.

Outre, les africains, unanimes, l'opposition et les Blancs « éclairés », accusent l'administration bantoue d'avoir provoqué les troubles par une « hausse insupportable » des loyers s'ajoutant à celle, récente et très importante, des produits de base de l'alimentation africaine, des tarifs du chemin de fer et des bus, du prix du charbon (seul moyen de chauffage), alors que le chômage, qui n'est pas indéniable, ne cesse de s'étendre.

M. Kruger, s'est montré très préoccupé par le fait que « cette sorte de choses (les manifestations) arrive quand les délégués de cinq pays occidentaux sont en Afrique du Sud ». Des représentants de la France, des Etats-Unis, du Canada, de la République fédérale d'Allemagne et de la Grande-Bretagne sont en effet, depuis mercredi, les dirigeants sud-africains pour leur demander d'adopter un règlement en Namibie (le Monde du 27 avril). — C. G.

**puf**  
psychanalyse

J. LAPLANCHE  
J. B. PONTALIS  
VOCABULAIRE DE LA PSYCHANALYSE  
548 P. 140 F

D. ANZIEU  
L'AUTO-ANALYSE DE FREUD  
Collection "Bibliothèque de Psychanalyse"  
T 1 400 P. 85 F  
T 1 472 P. 85 F

P. CASTORIADIS-AULAGNIER  
LA VIOLENCE DE L'INTERPRETATION  
Collection "Le Fil rouge"  
368 P. 75 F

R. CALASSO  
LE FOU IMPUR  
L'histoire secrète du président Schreber  
Collection "Perspectives critiques"  
144 P. 42 F

A. GREEN  
LE DISCOURS VIVANT  
Collection "Le Fil rouge"  
368 P. 52 F

R. JACCARD  
FREUD. JUGEMENTS ET TEMOIGNAGES  
Collection "Perspectives critiques"  
280 P. 49 F

H.A. ROSENFELD  
ETATS PSYCHOTIQUES  
Essais psychanalytiques  
Collection "Le Fil rouge"  
344 P. 65 F



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Les trois membres du groupe Bader sont condamnés à la prison à vie

Le tribunal de Stuttgart, qui jugait le « noyau dur » de la fraction Armée rouge, a rendu son verdict jeudi matin 28 avril. Les trois accusés, Andreas Bader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Basten, ont été condamnés à la prison à vie.

Dès mercredi soir, deux mille personnes ont manifesté sans incident dans le centre de Francfort contre ce procès.

Les avocats choisis par les trois accusés ont fait le bilan de deux années de procédure au cours d'une conférence de presse tenue dans un hôtel de Stuttgart.

M. Bolling, porte-parole du gouvernement fédéral, a critiqué cette « étrange attitude ». Il n'est pas du devoir d'un avocat, a-t-il dit, de plaider dans un hôtel et non dans une salle de tribunal.

De notre envoyé spécial

Stuttgart. — Sans attendre le verdict, les avocats ayant la confiance des accusés ont annoncé, mercredi, qu'ils avaient l'intention de se pourvoir en cassation car les estimations des avocats comme d'office que les garanties constitutionnelles et judiciaires auxquelles devaient avoir droit tout inculpé, n'ont pas été accordées à leurs clients. En refusant de plaider dans la salle du tribunal, où ils n'ont plus paru depuis l'affaire des écoutes, ils n'ont pas voulu, ont-ils dit, contredire à servir d'alibi à une procédure ayant perdu toute légitimité.

Les avocats ont d'abord mis l'accent sur les conditions de détention de leurs clients : « Toute défense devient absurde si elle n'est pas en mesure de sauvegarder la vie qu'il convient justement de défendre », a proclamé M. Otto Schilly. Le premier devoir de la défense est d'obtenir la fin de l'isolement des accusés, notamment au rapport des experts médicaux désignés par le tribunal. Dès avant la grève de la faim observée depuis quatre semaines par les accusés, les experts avaient indiqué que leur état de santé s'était aggravé à la suite des conditions de détention. Cette aggravation, disaient les experts, pourrait conduire à une « incapacité à la détention », ce qui signifierait un relâchement immédiat des détenus.

En ce qui concerne l'accusation, M. Schilly a déclaré que tel ou tel des trois accusés ait commis tel ou tel crime, les défenseurs n'ont pas mis en cause les faits incontestés, dont, d'ailleurs, Bader, Ensslin et Basten ont revendiqué la responsabilité. M. Schilly s'est efforcé de mettre en évidence le caractère politique des « attentats commis par le groupe ». S'attachant essentiellement aux deux attentats de Francfort et de Heidelberg contre les forces armées

américaines, en mai 1972, il les a qualifiés d'actes de « résistance » contre le génocide américain au Vietnam, et d'« assistance à personne en danger ».

Selon M. Schilly, une partie des faits des 23-24 sur le Vietnam était dirigée à partir de la R.F.A. Ces attentats avaient fait quatre morts et plusieurs blessés.

Sans doute, le débat sur le groupe Bader-Ensslin, sur le « terrorisme », ses causes et sa signification, n'a pas été mené à Stuttgart, mais il pouvait-il l'être ? La justice et les avocats se sont trouvés placés devant le même dilemme : la première condamnation politique de ces accusés « ordinaires », les seconds défendant par des arguments juridiques des accusés qu'ils considéraient essentiellement politiques.

DANIEL VERNET.

M. Egon Sahr, secrétaire général du S.P.D., a prié le président des Jeunes socialistes (JUBOS), M. Klaus-Uwe Benneter, de quitter la partie ou de revenir sur des déclarations faites au mensuel de gauche Konkrete. M. Benneter avait estimé notamment que si les communistes sont des « adversaires politiques », les chrétiens-démocrates sont des « ennemis de classe ». — (A.F.P.)

## Turquie

### M. ECEVIT, CHEF DE L'OPPOSITION ÉCHAPPE À DEUX AGRESSIONS

(De notre correspondant.) Ankara. — Avant les élections législatives du 5 juin, la tension monte en Turquie. En tournée dans plusieurs villes de l'Anatolie du nord-est, M. Ecevit, chef du Parti républicain du peuple, principale formation de l'opposition, social-démocrate, et ses amis ont été victimes par deux fois en quarante-huit heures d'attaques armées.

Le car transportant l'ancien premier ministre turc a été pris dans un guet-apens mardi 26 avril à Nizak, une bourgade du district de Tokat, et criblé de balles. M. Ecevit et son groupe, comprenant également des journalistes, n'ont eu la vie sauve que grâce à leur présence d'esprit : ils se sont apaisés au fond du car, les forces de l'ordre, en nombre dérisoire, ont été incapables d'intervenir efficacement.

Le lendemain 27 avril, le convoi du Parti républicain a été également victime d'actions armées à Siran, petite bourgade du département voisin de Gumushane. Au cours de l'agression, les militants locaux du Parti républicain, armés de bâtons et de pierres, durent se battre pratiquement au corps à corps contre des groupes d'extrême droite, des commandos de choc mobiles et armés. Là encore les forces de l'ordre étaient en nombre insuffisant.

Le bilan provisoire de ces deux journées s'élève à une vingtaine de blessés, dont cinq gravement atteints. Les dégâts matériels sont importants : plusieurs voitures et immeubles ont été endommagés.

ARTUN UNSAL.

## TUNISIE

Meeting unitaire sur les libertés au sein de l'Assemblée législative par le Parti Communiste Tunisien, le Mouvement d'Unité Populaire, l'Organisation El Halki.

Vendredi 29 avril 1977 à 20 heures

Musée Pasteur (S)

Boulevard Pasteur

(Métro : Maubert-Muséum)

(Magasin : Macédo, Amérique latine)

Animation artistique

## Italie

### La démocratie chrétienne propose aux autres partis l'établissement d'un programme d'urgence

De notre correspondant

Rome. — Mercredi 27 avril la démocratie chrétienne a donné mandat à son secrétaire général, M. Zaccagnini, de négocier avec les autres partis — notamment le P.C. — pour établir un programme de gouvernement limité à quelques questions urgentes, comme l'ordre public et l'économie. La D.C. ne veut néanmoins entendre parler ni d'un gouvernement d'union nationale ni d'une majorité qui comprendrait les communistes.

« Il ne paraît pas possible pendant cette législature de constituer une majorité au sens traditionnel, que ce soit autour de la D.C. ou du P.C., avait déclaré M. Zaccagnini dans son rapport introduit. La recherche à tout prix nous conduirait à des élections anticipées. C'est une menace très claire qui prend d'autant plus de poids que le secrétaire général du parti gouvernemental a semblé être approuvé par la quasi-totalité des dirigeants de son mouvement. Communistes et socialistes devront en tenir compte.

De Cagliari, où il prononçait un discours pour le quarantième anniversaire de la mort de Gramsci, fondateur du P.C.I., M. Berlinguer n'a pas cherché à enfoncer davantage le clou. Il s'est contenté de réclamer un gouvernement « avec la base la plus large de consensus et de confiance », en affirmant que « la population n'en peut plus ».

La participation des partis de la classe ouvrière à la direction du pays a été devenue la condition même du salut de l'Italie.

On commence à se demander à Rome si le secrétaire général du

P.C.I. cherche vraiment, comme il l'affirme depuis plusieurs semaines, à entrer dans la majorité. Cette nouvelle étape n'aurait-elle pas, au contraire, aux difficultés qu'il rencontre avec la gauche de son parti ? Un accord limité, comme le souhaite la démocratie chrétienne, lui laisserait les mains plus libres pour le moment.

Des négociations entre les six partis « constitutionnels » (démocratie chrétienne, communiste, socialiste, républicain, social-démocrate et libéral) vont donc prendre un tour plus général ; elles risquent d'être difficiles.

Du côté syndical, on note avec satisfaction que l'interdiction de manifester à Rome — prise après les affrontements entre étudiants et policiers, — a été levée pour le 1<sup>er</sup> mai. C'était le seul moyen d'éviter des incidents puisque des groupes d'extrême gauche se montraient déterminés à descendre coûte que coûte dans la rue.

ROBERT SOLÉ.

## Irlande du Nord

### La menace de grève protestante

#### L'ARMÉE POURRAIT PRENDRE LE CONTRÔLE DES SERVICES PUBLICS

Belfast (A.F.P.). — Le Conseil d'action des unionistes mis le Monde du 17 avril, mis sur pied par le pasteur Paisley et les loyalistes « dura », a de nouveau annoncé mercredi 27 avril de déclencher le 3 mai une grève générale similaire à celle qui avait provoqué, en mai 1974, la chute de l'unité gouvernementale de M. Brian Faulkner.

Les extrémistes protestants veulent que M. Mason, le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande, lance immédiatement une offensive des forces de sécurité contre l'I.R.A. « provisoire ». Ils exigent aussi que les « businessmen » de la province par Westminster soit remplacé par un régime à majorité protestante.

Cet ultimatum est inacceptable pour les autorités britanniques, qui ont refusé de le prendre en compte. Elles ont cependant promis de négocier avec l'I.R.A. sous réserve que celle-ci cesse d'être une armée clandestine républicaine en

quelques jours. D'autre part l'objectif de Londres reste le partage des pouvoirs entre la majorité protestante et la minorité catholique.

Toutes les permissions ont été suspendues dans la police. L'armée prendra, si nécessaire, le contrôle des centrales électriques et des services publics essentiels.

M. Mason a trouvé un renfort instantané dans six des dix députés unionistes à Westminster, dont M. Enoch Powell, qui se sont désolidarisés de leur collègue, le pasteur Paisley, et ont condamné le projet de grève.

Ces désordres interviendraient au plus mauvais moment pour l'Irlande du Nord alors que le gouvernement de Londres a entrepris une campagne pour attirer les investissements étrangers, notamment américains. Mais dans les principales villes de la province les élections, dont ont commencé à stocker les denrées alimentaires.

## Espagne

### La candidature de M. Suarez trouble les manœuvres des formations politiques

De notre correspondant

Madrid. — Les déclarations faites par M. Suarez au Mexique et aux Etats-Unis, et qui sont considérées à Madrid comme un habile début de campagne électorale, ont littéralement paralysé les manœuvres des partis espagnols (le Monde du 28 avril).

Avant de prendre l'avion le conduisant de Mexico à New-York, M. Suarez a dit : « Si la gauche gagne les élections, nous lui remettrons le pouvoir ».

Cette affirmation aggrave les difficultés des partis du centre, la Fédération démocratique-chrétienne de MM. Ruiz Gimenez et Gil Robles fils ayant, en outre, décidé de ne pas s'associer au Centre démocratique, qui semble avoir la faveur de M. Suarez.

L'Alliance populaire (A.P.), dirigée par MM. Fraga Iribarne et Lopez Rodó, et quatre autres anciens ministres de Franco, perd de son élan à la suite de la candidature de M. Suarez. Plusieurs leaders provinciaux de l'A.P. ont remis leur démission, et les jeunesses de l'A.P.

### Le poète Alberti se présente pour le P.C.E.

Le 1<sup>er</sup> mai, des manifestations ouvrières auront lieu dans toutes les villes d'Espagne. Les réunions se dérouleront dans des locaux fermés, et les syndicalistes se sont engagés à fournir le service d'ordre. La C.N.T. (anarcho-sindicaliste) a, cependant, refusé, estimant qu'un service d'ordre « va contre la liberté de l'individu ».

Mme Federica Montseny, dirigeante anarcho-sindicaliste pendant la guerre civile et ministre de la santé du gouvernement républicain, est rentrée à Barcelone mercredi, après de longues années d'exil en France. Rafael Alberti, l'un des grands poètes de la génération de 1927, rentré lui aussi d'exil mercredi, a dit : « Je suis parti d'Espagne le poing serré, je reviens aujourd'hui le main ouverte. » Il se présentera à la députation pour le parti communiste à Cadix.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

M. ADOLFO SUAREZ, premier ministre, a quitté mercredi 27 avril à New-York, deux conventions des Nations unies sur les droits de l'homme, l'une sur les droits civils et politiques, l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels.

LES TRENTA-QUATRE DERNIERS PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES encore détenus en Espagne ont demandé à tous les partis politiques démocratiques de boycotter les élections, dont ont commencé à stocker les denrées alimentaires.

## PROCHE-ORIENT

### Les pays arabes n'hésiteront pas à recourir à la force si la conférence de Genève n'a pas lieu déclare le président syrien

Damas. — « La Syrie, l'Egypte, la Jordanie et tous les pays arabes, n'hésiteront pas à recourir à la force pour récupérer leurs territoires occupés », a déclaré le président Hafez Assad, mardi 27 avril le président Assad de Syrie.

S'adressant à la presse à l'issue de son entretien avec M. Owen, secrétaire britannique au Foreign Office, en visite à Damas, le chef de l'Etat a poursuivi : « Nous sommes en faveur de la conférence de Genève en tant que réunion permettant des négociations de paix dans la région, mais cela ne signifie pas que nous sommes prêts de cette conférence. Nous ne sommes pas prêts d'éprouver de Genève que les Israéliens. Nous n'avons pas de concessions à faire. Je ne veux pas faire preuve d'un optimisme excessif, mais je ne veux pas être pessimiste à l'extrême ».

Le président a affirmé que la Syrie pourrait obtenir des armes atomiques dans le cas où Israël aurait en sa possession de telles armes. « Nous ne pouvons pas exclure cette éventualité, mais elle n'est pas dans l'intérêt d'Israël, car nous en obtiendrions aussi (des armes atomiques) et cela lui serait fatal ».

Il a réaffirmé que la Syrie et l'Union soviétique ont l'intention de retrouver leur compréhension mutuelle, tout en admettant que les relations arabo-soviétiques avaient « manqué d'ardeur », à la suite des événements du Liban. « Nos points de vue ont été divergents sur cette question, mais nous sommes tombés d'accord, à Moscou, sur la nécessité de restaurer nos relations d'amitié et de coopération d'avant la crise libanaise ».

Le secrétaire au Foreign Office, M. Owen, a quitté Damas, mercredi en fin de soirée, pour regagner Londres, au terme d'un voyage qui avait successivement conduit en Egypte et en Syrie. Au cours de sa brève visite à Damas, il s'est entretenu avec le président Assad et M. Shaddad, ministre des affai-

(Publié)

Sous le haut patronage de Son Excellence l'ambassadeur d'Iraki

Le Cercle Bernard-Lassere organise un

Grand Gala

A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance d'Irak

Réalisé de Herbert PARANI avec la participation du violoniste ILYA GUTILIS

(au piano)

Alexandre BABINOVITCH

Allocation du professeur Vladimir JANKELÉVITCH

LE JEUDI 5 MAI à 20 h. 30

au Centre Rashi

30, bd de Port-Royal - 75005 Paris

Réserve au Cercle Bernard Lassere

Tél. : 878-43-06

17, rue de la Victoire - 75006 Paris

## TROIS REV.

### Les intellectuels consultés

Les revues qui possèdent des listes de noms de intellectuels ont été consultées pour connaître les opinions des intellectuels sur la situation en Espagne. Les revues ont été consultées pour connaître les opinions des intellectuels sur la situation en Espagne. Les revues ont été consultées pour connaître les opinions des intellectuels sur la situation en Espagne.

Piano-hall  
Richard



Pianos & orgues

118 rue de Courcelles

PARIS XVII

## chuchotez lui des noms qui font rêver.

Ils détestent tous faire du "shopping".

Pourtant l'homme très occupé que vous êtes acceptera de fonder son magasin avec Pierre Cardin, Ted Lapidus, Louis Féraud, et Louis aux Boniques de Paris.

Pour ça, vous avez la réputation d'un homme élégant ne lui défilait pas.

(à l'usage des hommes)

80 boutiques sur 2 étages

## Boutiques de Paris

Palais des Congrès - Paris

فكرنا من الأصل



Espagne

# Le candidature de M. Suarez à la manœuvre des formations politiques

De notre correspondant

M. Suarez, le candidat à la manœuvre des formations politiques, a été élu dimanche 27 avril, à la présidence du conseil régional de Catalogne. Il a obtenu 51,5 % des voix, contre 48,5 % à son adversaire, M. Gual. M. Suarez, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la banque de Catalogne, et a été élu député du PSC (Parti Socialiste de Catalogne) en 1974. Il a été élu président du conseil régional de Catalogne en 1976, et a été élu député du PSC en 1977.

Le candidat à la manœuvre des formations politiques, M. Suarez, a été élu dimanche 27 avril, à la présidence du conseil régional de Catalogne. Il a obtenu 51,5 % des voix, contre 48,5 % à son adversaire, M. Gual. M. Suarez, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la banque de Catalogne, et a été élu député du PSC (Parti Socialiste de Catalogne) en 1974. Il a été élu président du conseil régional de Catalogne en 1976, et a été élu député du PSC en 1977.

## Nord

### Le candidat à la manœuvre des formations politiques

Le candidat à la manœuvre des formations politiques, M. Suarez, a été élu dimanche 27 avril, à la présidence du conseil régional de Catalogne. Il a obtenu 51,5 % des voix, contre 48,5 % à son adversaire, M. Gual. M. Suarez, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la banque de Catalogne, et a été élu député du PSC (Parti Socialiste de Catalogne) en 1974. Il a été élu président du conseil régional de Catalogne en 1976, et a été élu député du PSC en 1977.

## PROCHE-ORIENT

### Les pays arabes n'ont pas encore la force si la conférence de Genève

Le candidat à la manœuvre des formations politiques, M. Suarez, a été élu dimanche 27 avril, à la présidence du conseil régional de Catalogne. Il a obtenu 51,5 % des voix, contre 48,5 % à son adversaire, M. Gual. M. Suarez, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la banque de Catalogne, et a été élu député du PSC (Parti Socialiste de Catalogne) en 1974. Il a été élu président du conseil régional de Catalogne en 1976, et a été élu député du PSC en 1977.

Le candidat à la manœuvre des formations politiques, M. Suarez, a été élu dimanche 27 avril, à la présidence du conseil régional de Catalogne. Il a obtenu 51,5 % des voix, contre 48,5 % à son adversaire, M. Gual. M. Suarez, 52 ans, est un homme d'affaires, ancien directeur de la banque de Catalogne, et a été élu député du PSC (Parti Socialiste de Catalogne) en 1974. Il a été élu président du conseil régional de Catalogne en 1976, et a été élu député du PSC en 1977.

## POLITIQUE

### TROIS REVUES S'INTERROGENT

# Les intellectuels constituent-ils une classe totalitaire ?

Une revue qui possède déjà ses titres de noblesse, « Esprit », une revue confirmée, « Faire », et une revue débutante, « Libre », ont organisé mardi 26 avril, 44, rue de Rennes, une confrontation sur le thème : « Les intellectuels et leur pouvoir ». Les trois revues se réunissent, a expliqué M. Jacques Julliard, d'un socialisme autogestionnaire, « Libre », animée par M. Claude Lefort, se veut notamment l'héritière de « Socialisme et barbarie ».

M. Paul Thibaud, nouveau directeur d'Esprit, a rappelé que, selon Gramsci, on est l'intellectuel de quelque chose, d'un groupe, d'une classe sociale. Les intellectuels ont donc une certaine

liberté d'affiliation sociale. Il s'est demandé si l'intelligentsia n'est pas en définitive la classe totalitaire, en soulignant, par exemple, la complicité des intellectuels dans la justification du totalitarisme. Il a également dénoncé « le pouvoir de la complicité » qui a pour conséquence le développement d'une « idéologie immanente de la gestion de la société moderne se référant à la science ». Face à cette situation, l'intelligentsia française lui paraît être « en état d'inconscience » et régie par une « idéologie maoïste ». Il s'est ainsi écrié aussi haut contre la « marxisation » superficielle de groupes comme les chrétiens de Vie nouvelle ou les intellectuels qui se réfugient dans la « haute théorie » et jugent l'expérience concrète par définition partielle et réformiste.

M. Paul Thibaud s'est enfin étonné de l'incapacité de l'intelligentsia à proposer, par exemple, un dépassement de la situation qui existe dans les pays d'Europe de l'Est, comme si ces pays constituaient « une zone morte de la carte du monde ». Il a conclu en recommandant la définition de nouveaux rapports entre l'expérience et la théorie.

M. Claude Lefort a prolongé cette analyse par une critique particulièrement poussée de l'intelligentsia. Selon lui, elle ne s'intéresse ni à la structure de la vie sociale ni au gouvernement des hommes. Elle se contente de projeter une société idéale et s'acharne, en outre, à détruire les valeurs humanistes, et donc la liberté. « Il y a toujours croyance en la révolution, a-t-il noté, et donc en la cité idéale, mais cette croyance ne nourrit plus la pensée et n'est qu'une réminiscence creuse ».

Pour M. Claude Lefort, également, le discours intellectuel se place à présent — et ce depuis les années 60 — sous le signe de

la « scientificité ». Il est, de ce fait, anti-philosophique et anti-historique. Il rompt avec la prise en charge des problèmes de la société et de la politique. Ces problèmes, il ne les retrouve que d'une façon marginale par l'affirmation d'une foi dans le socialisme. Au passage, le responsable de la revue Libre critique, sans ménagement, toutes les modes intellectuelles des vingt dernières années, qu'il range des théories du philosophe communiste Louis Althusser, du structuralisme ou des thèses d'André Glucksmann, par exemple.

A ses yeux, le phénomène fondamental qui doit être analysé est celui du totalitarisme. C'est pourquoi il s'indigne de constater que, si le totalitarisme n'est plus nié, les formes démocratiques qui régnaient dans nos sociétés occidentales sont souvent présentées comme un avatar de ce phénomène. « Il ne s'agit pas de défendre nos sociétés, a-t-il expliqué, mais d'examiner sur les mécanismes démocratiques qui rendent possible un dépassement est le dernier né, la dernière trahison de la haute intelligentsia ».

M. Pierre Rosanvallon, qui parlait au nom de la revue Faire, s'est, pour sa part, attaché à proposer de nouveaux liens entre la théorie et la pratique. Le travail théorique, aujourd'hui, lui paraît en effet servir plus souvent à juger une pratique qu'à la fonder. La menace du réformisme brandie par les « grands intellectuels » lui semble stériliser l'action des militants. Il a donc plaidé en faveur d'une réhabilitation du réalisme, « ce qui ne signifie pas, a-t-il précisé, modération ». Abandonner vivement au passage les « nouveaux dandies », parmi lesquels il situe M. André Glucksmann, il a dénoncé également la responsabilité de l'intelligentsia parisienne qui a « trompé et séduisit bien des militants du tiers-monde » et créé chez eux un lien de « dépendance intellectuelle de type colonial ».

Le public, trop nombreux pour

la salle, a ensuite participé au débat. Parmi les interventions, celle de M. André Glucksmann fut particulièrement remarquée. En accord sur ce point avec les organisateurs de la soirée, l'auteur de la Cuisinière et le Mangeur d'hommes a estimé que les intellectuels ont exporté l'aveuglement à l'égard du totalitarisme. Il a cité à ce propos le Cambodge. Puis, il s'est demandé dans quel sens entraîne le programme commun de la gauche et les nationalisations. « Les nationalisations comme ouverte vers le socialisme, ce n'est plus une évidence », a-t-il notamment déclaré en exprimant l'inquiétude que fait naître chez lui la perspective d'un gouvernement des partis de gauche. Il a également déploré que les intellectuels entre eux jugent nécessaire de « se guillotiner les uns les autres » et a pris comme exemple les exposés des organisateurs. Si cette pratique lui paraît relever d'une croyance, en la toute-puissance de la pensée, elle lui semble aussi correspondre à la politique du « détoi de la que je m'y mets ». « Vous êtes en train de tendre le cou à une corde », a-t-il conclu.

Le débat a ainsi fait apparaître le manque d'enthousiasme — et c'est un euphémisme — d'une importante fraction de l'intelligentsia de gauche parisienne face à la perspective d'une victoire électorale de l'union de la gauche. Même les organisateurs, soucieux de plaider le réalisme, n'ont pu éviter de s'interroger. En réponse à M. André Glucksmann, on a, par exemple, pu entendre M. Claude Lefort expliquer qu'il y a « dans le parti socialiste une bureaucratie en mal de pouvoir et en passe de le saisir ».

La crainte du « totalitarisme », qui relevait hier encore du vocabulaire de la droite, est en passe d'être un argument majeur de la gauche intellectuelle, à la fois contre certaines formes de transition au socialisme et contre elle-même. — T. P.

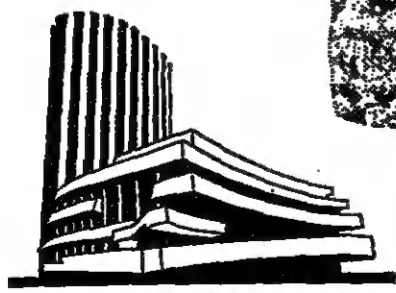
## Piano-hall richard



Pianos-orgues  
178 rue de courcelles  
PARIS XVII Parking  
227.13.55

# chuchotez lui des noms qui font rêver...

Ils détestent tous faire du « shopping »...  
Pourtant l'homme très occupé  
que vous aimez  
acceptera ce rendez-vous  
avec Pierre Cardin, Ted Lapidus,  
Louis Féraud, et Lanvin  
aux Boutiques de Paris.  
Parce que, avoir  
la réputation d'un homme élégant  
ne lui déplaît pas...  
(et à vous non plus).



80 boutiques sur 2 niveaux - parking 1500 places.  
**Boutiques de Paris**  
Palais des Congrès - Porte Maillot



# Avec TWA, 10 jours aux U.S.A. en toute liberté: avion, voiture, hôtels. 2945 F.

C'est l'un des nombreux forfaits de groupe spéciaux que vous propose TWA pour vous permettre de découvrir les Etats-Unis; il comprend le billet aller-retour économie TWA, la voiture de location et 426 hôtels au choix.  
Et vous voyagez toujours sur un vol régulier de la TWA; jamais sur un charter.  
Pour bénéficier des meilleurs tarifs, préparez dès maintenant vos vacances aux U.S.A. : demandez à votre Agent de Voyages le programme détaillé des circuits et séjours TWA, ou retournez le coupon ci-dessous.

TWA, 101 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.  
(Tél. 720.62.11)  
Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Mon Agent de Voyages est : \_\_\_\_\_

**N°1 sur l'Atlantique.**  
**TWA**  
TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.







21, rue d'Astorg  
75008 Paris  
266.36.36

# LA PAGE COGEDIM

21, rue d'Astorg  
75008 Paris  
266.36.36

"Le métier de construire au service du bonheur de vivre"

## Editorial

# Renaissance de la Rive Droite.

Depuis toujours pôle de la vie anarcho-sociale à Paris, la Rive Droite vit son âge d'or au XVIII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Cent ans plus tard, hélas, le développement anarchique des Halles la soude peu à peu en deux îlots et la gargarise.

Partout ailleurs l'expansion continue, mais c'est la Rive Gauche qui, provisoirement, a pris le relais et capte pour un temps les fonctions de la vie publique. La Rive Droite, traditionnelle, déçue et dégoûtée, n'attend plus, dans l'écrou de ses hôtels historiques, que de nouvelles façades.

Depuis dix ans une prise de conscience s'opère, mais, s'abaisse redonné à ce quartier l'impulsion d'une nouvelle jeunesse conforme à son originalité et à son passé.

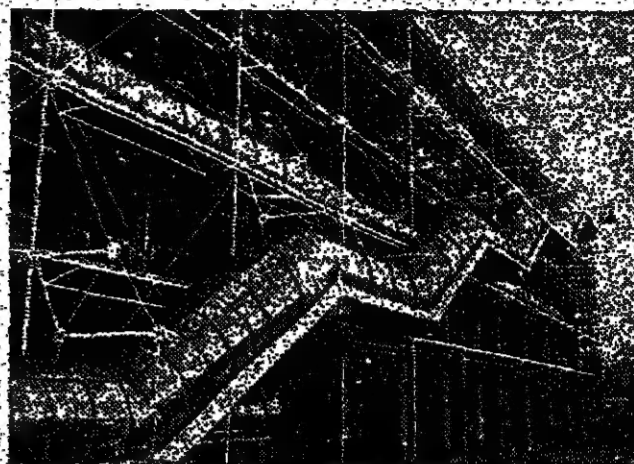
1<sup>re</sup> action : constitution du Secteur sauvegardé du

Marais, permet la restauration de tous les hôtels historiques et la conservation du caractère traditionnel de ce quartier.

2<sup>e</sup> action : aux Halles, reconstitution de l'entre-deux de Paris, crissée du R.E.R., vaste centre commercial souterrain (Le Forum), grand jardin public.

3<sup>e</sup> action : entre le Marais et les Halles, au cœur de Paris, le Centre Beaubourg. Phare de la Rive Droite, le centre culturel contemporain, grand navire, gréé d'une présence irradieuse polaire tous les regards et tous les esprits, il rayonne sur la ville.

La Renaissance de la Rive Droite s'accomplit. Le Marais se restaure, les Halles se préparent, Beaubourg s'est envolé... Dans ce cadre renoué et privilégié, en bordure du Centre Beaubourg, s'élève le Quartier de l'Horloge.



Facade du Centre Beaubourg, rue du Quartier de l'Horloge

## Le Guide Cogedim

**PARIS**  
1<sup>er</sup> arrondissement  
87 rue de la Harpe  
2 pièces  
ex. 1<sup>er</sup> étage, vue sur la Seine, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

10<sup>e</sup> arrondissement  
22/28 rue d'Angoulême  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

11<sup>e</sup> arrondissement  
19/23 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

12<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

13<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

14<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

15<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

16<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

17<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

18<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

19<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

20<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

**REGION PARISIENNE**  
1<sup>er</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

2<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

3<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

4<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

5<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

6<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

7<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

8<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

9<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

10<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

11<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

12<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

13<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

14<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

15<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

16<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

17<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

18<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

19<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

20<sup>e</sup> arrondissement  
11 rue de la Harpe  
4 pièces, 3 pièces, livraison immédiate  
prix moyen : 230 000 F - 100 m<sup>2</sup> et caveau  
div. 1<sup>er</sup> 1<sup>er</sup> 78

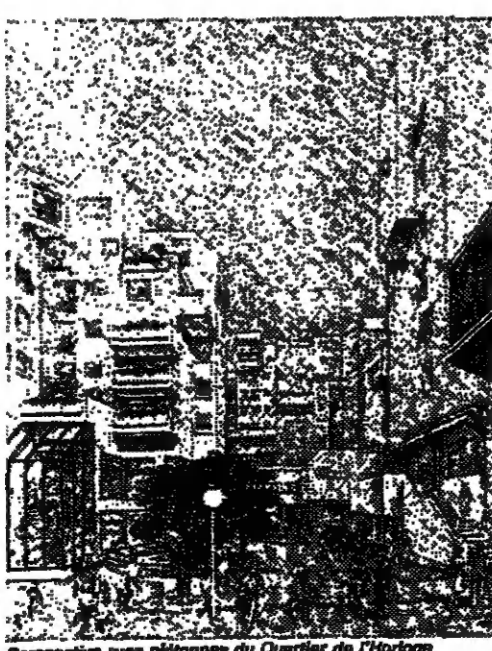
## Le Quartier de l'Horloge

### Un vrai quartier dans la ville.

Au cœur de la grande ville ténébreuse mais aussi au cœur de la Renaissance de Paris, sur la Rive Droite, un vrai quartier naît. Entre Marais, Temple, Halles et Beaubourg, le Quartier de l'Horloge a su trouver une dimension chaleureuse et humaine. Une grande horloge à automates lui donne son nom et son symbole, comme dans les villes antiques. Le Quartier de l'Horloge offre à ses habitants la complexité de ses rues, le charme d'un monde clos et cependant ouvert. C'est presque un village avec sa boutique, ses commerces, la densité d'une vie en commun qui rythment les automates de l'horloge.

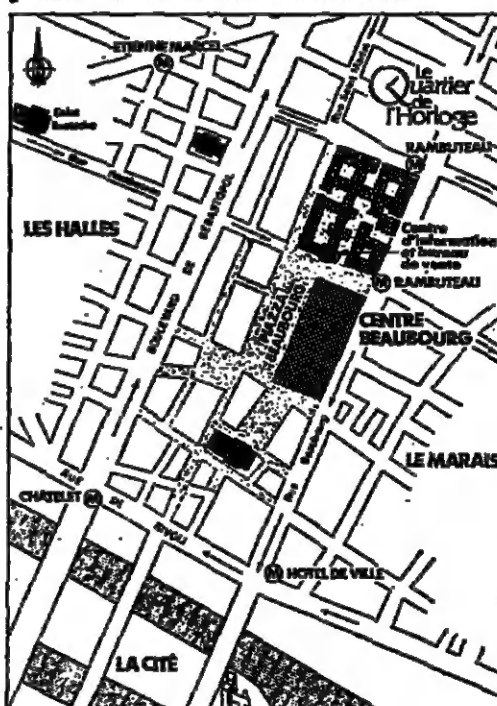
### Face à Beaubourg, une situation qui ne doit rien au hasard.

Le Centre Beaubourg n'est pas le fruit du hasard, le Quartier de l'Horloge non plus. Il est né d'un parti pris d'intégration harmonieuse dans le tissu urbain traditionnel environnant : une réalisation contemporaine qui cristallise les besoins et la sensibilité d'une époque. Ainsi il en épouse les rythmes et les formes par un jeu d'interprétation et de subtils influences réciproques. Dans cet esprit, quatre immeubles de la rue Beaubourg et onze façades de la rue Saint-Martin ont été conservées. En accord avec les Associations de population (ADAPAC) et sous le contrôle de la Ville de Paris (SEMAM), COGEDIM réalise dans le Quartier de l'Horloge un programme correspondant au nombre de logements et d'activités qu'existaient auparavant. Une école maternelle, une crèche et un dispensaire y ont été ajoutés.



Perspective rue Saint-Martin du Quartier de l'Horloge

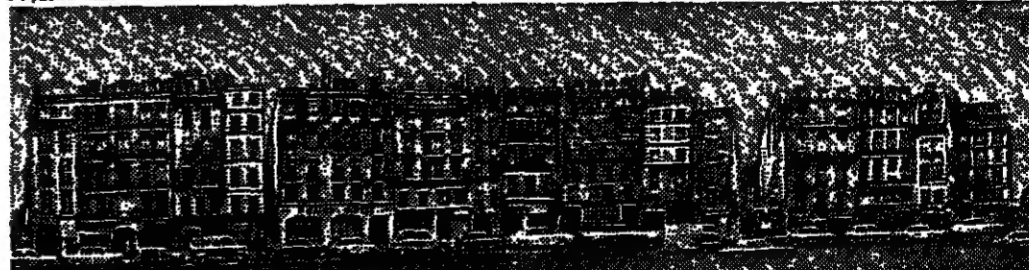
### Rues piétonnes, placettes et jardins pour recréer la communication...



### Des boutiques de qualité, mais aussi des appartements, des parkings...

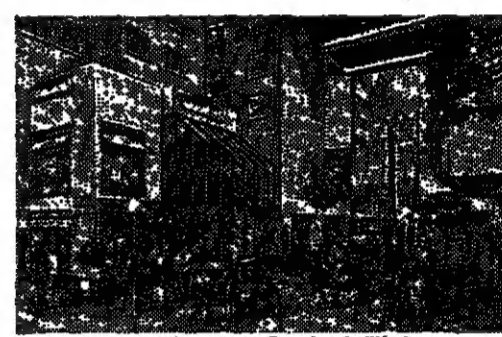
Le Quartier de l'Horloge veut séduire ses visiteurs mais aussi ses futurs habitants. COGEDIM réalise et vend : des appartements : c'est d'abord l'immeuble exceptionnel du 181, rue Saint-Martin. Le XVIII<sup>e</sup> siècle lui a donné sa façade, le XX<sup>e</sup> siècle l'a restaurée. Les appartements y sont luxueux. C'est aussi l'immeuble Brantôme situé au centre du Quartier de l'Horloge et dont la réalisation marque un souci de confort et de personnalité. des boutiques : multiples, à partir de 50 m<sup>2</sup>, sur rues piétonnes (au rez-de-chaussée des immeubles) ou le long de passages couverts. des parkings : nombreux emplacements de stationnement, et boxes fermés. Bureau de vente sur place : 52, rue Rambuteau 75003 ouvert de 10 h 30 à 19 h 30 (sauf mardi et mercredi). Renseignements et ventes : Appartements : Tél. : 278 77-33 - 278 52-39 Boutiques : Tél. : 278 55-49 - 278 29-19

Facades actuelles de la rue Saint-Martin (11 façades seront conservées)



### Une sélection de boutiques de qualité.

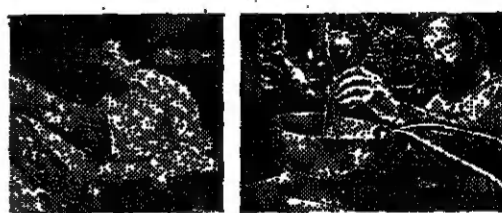
Vieux quartier de boutiques et de marchands, le Quartier de l'Horloge renoue aujourd'hui avec son visage d'antan : boutiques où se crée la mode, cafés et restaurants, librairies, galeries d'art, antiquaires qui côtoient les écoliers du marché aux fleurs, du traiteur, du boulanger, du fromager, etc. COGEDIM recherche des commerçants de premier ordre. Son critère de sélection : la qualité, l'alliance de la tradition et de l'avant-garde.



Perspective rue piétonne du Quartier de l'Horloge

Jean-Claude Bernard, l'architecte Jacques Monestier, le créateur de l'Horloge. Le talent et la passion.

Gérer une architecture nouvelle sur un quartier chargé de passé est une tâche délicate. La réalisation d'un programme aussi exceptionnel exigeait un architecte de grand talent : Jean-Claude Bernard, premier grand prix de Rome, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.



Jean-Claude Bernard Jacques Monestier Technique et poésie alimentent la passion de Jacques Monestier, lauréat de la Fondation de la vocation. Son « défenseur du temps », inspiré dans la tradition des grandes horloges à automates, en sera le lyrisme témoin.

LIVRABLE  
JUN  
1977

## Le Marais Thorigny

Si vous aimez le MARAIS, ses vieux hôtels du 17<sup>e</sup> siècle et son atmosphère chargée d'histoire, nous avons trouvé pour vous l'axe de ses petites rues secrètes et pleines de charme. Nous y avons construit « LE MARAIS THORIGNY », un immeuble contemporain qui s'inscrit dans la tradition, qui est que chaque appartement est différent des autres : les uns donnent sur la rue, les autres sur le jardin, d'autres encore bénéficient du spectacle de la rue ; certains ont des terrasses, d'autres des balcons, d'autres encore sont en duplex. Nous attendons votre visite au « MARAIS THORIGNY ». C'est à côté de l'Hotel de la Ville, actuellement le Musée PICASSO.

Bureau de vente 13, rue de Thorigny, ouvert tous les jours (sauf samedi et dimanche) de 10 h 30 à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Téléphone : 277 72-54.

**COGEDIM 266.36.36**  
S.A. au capital de 60 000 000 F

Vous pouvez vous procurer une documentation complète sur les réalisations suivantes :  
☐ Quartier de l'Horloge ☐ appartements ☐ boutiques ☐ parkings  
☐ Le Marais Thorigny  
 Vous pouvez aussi vous procurer dans le Guide :

Nom : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
 Ville : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_ N° de Tél. : \_\_\_\_\_  
 Disposez-vous d'un véhicule personnel ? oui ☐ non ☐  
 Adresse postale : \_\_\_\_\_







D'ACTION DU GOUVERNEMENT

doutera plus de son commandement

L'ancien premier ministre. Il ne le pense pas. Mais, homme politique, embarqué sur le même bateau, pouvait-il tenir un autre langage ? Il a, lui, Michel Debré, la volonté politique de vaincre. Mais il n'est pas les moyens. Aussi a-t-il semblé, mercredi au Palais-Bourbon, rédiger l'épilogue d'un pouvoir défunt. Il n'a pas été ce qu'il aurait dû être.

Ce qu'il veut, ce qu'il est, M. Barre aura encore une fois l'occasion de le dire, jeudi, aux députés. La veille, ainsi que l'a observé M. Paul Duraffour (rad. g.), il a, tel un saint Sébastien percé de flèches, mais impavide et serain, subi le martyre du plus habile et talentueux tireur de la majorité.

PATRICK FRANCÈS.

puté, à « négligés » ; d'autre part, « la vie quotidienne des citoyens dans les communes ». M. Bonnet se prononce contre la tutelle des préfets, qu'il déclare « insupportable ». Il déplore que les dispositions prises par le premier ministre n'aient comporté aucune mesure en faveur des collectivités locales.

M. RIGOUT (P.C., Haute-Vienne) ouvre qu'il s'agit de la situation dans ce secteur d'activité. D'abord, celui des calamités naturelles : il souhaite que soit mis sur pied un véritable fonds de garantie des prix et du revenu. Il ouvre ensuite le dossier de l'Europe pour dénoncer la domination du capital nord-américain, dont l'ambition est, selon lui, « de s'assurer la maîtrise absolue du marché agricole mondial ».

M. ROBEL (R.I., Finistère) se déclare convaincu de la justice de l'action menée par le gouvernement, mais regrette que « le courage du premier ministre a fait presque tout, mais conduit à un effort plus radical en faveur de la famille ».

M. Pierre JOXE (P.S., Saône-et-Loire), après avoir relevé la silence du premier ministre sur plusieurs aspects importants de la politique étrangère de la France, dénonce, dans les mesures annoncées, un « soupçon d'aveuglement ». Les exhortations de collégialité sociale patronales jusqu'en juillet 1978, affirme-t-il, c'est la politique de l'indécision, c'est la recherche d'un compromis pour le prochain printemps. Les mesures annoncées par le premier ministre et s'arrêtent en particulier sur celle qui concerne les travailleurs immigrés, dont il estime « qu'elle porte en elle le risque de réactions racistes, autorisera les pires fraudes et sera contestée par des gouvernements amis ». Revenant sur le chômage, le député socialiste déclare : « On dit : à qui profite le crime ? L'interrogé : à qui profite le chômage ? Nul ne répondra, à personne, car nous sommes tous gagnants à l'égard de ce chômage ». Les députés socialistes ont les intérêts au capitalisme ont triomphé avec l'appui du chômage, de sa présence ou de sa menace. Il prouve aussi la défense du programme commun face aux critiques caricaturales qui lui ont été adressées. Comme en 1936, déclare-t-il, comme chaque fois qu'un pouvoir se défend, la classe dirigeante se présente comme suicidaire pour la nation.

Pour M. ACHILLE-FOUILLÉ (app. rad., Gironde) : « Le combat entre les deux camps qui sont majorité et opposition cède souvent le pas à la guerre des clans au sein de la majorité elle-même. Nos querelles sont dérivées, jugées comme telles par ce pays qui nous regarde. » Aussi l'ancien secrétaire d'Etat estime-t-il nécessaire « d'organiser dans le pluralisme notre diversité, de la faire s'affronter et de la subir ». Mais il faut aussi « solliciter la

confiance des Français à travers un mode de scrutin qu'ils connaissent et qu'ils apprécient ». M. ALFRED VIVIER (P.S., Seine-et-Marne) regrette que les mesures annoncées par le premier ministre ne tiennent pas compte de l'outre-mer et dénonce les difficultés qui entravent les investissements dans les DOM et les TOM.

M. RALATTE (P.C., Seine-Saint-Denis) ironise sur le « séminaire » qui a réuni le gouvernement à Rambouillet les 15 et 16 avril, puis conclut par une citation du général de Gaulle : « Quand une situation est grave, il faut prendre des décisions, et pour cela regarder vers les sommets. Là, au moins, il n'y a pas d'ombrement ». « C'est de que nous faisons », ajoute M. Ralatte. Vous, non, et cela explique que vos propositions aient tant manqué de taille.

M. DURAFFOUR (rad. de gauche, Saône-et-Loire) évoque les difficultés de l'artisanat et du commerce.

M. COMMENAY (app. rad., Landes) regrette l'absence dans le plan du gouvernement de « fortifiants à jorts d'ose » pour la famille.

M. CHEVÈNEMENT (P.S., Territoire de Belfort) qualifie les mesures annoncées d'« habbit d'arrogance » et affirme qu'elles ne s'inscrivent « dans aucun grand dessein ». Le député ajoute : « Le président Pompidou parlait d'industrialisation. Celle-ci est aujourd'hui en panne. L'industrialisation en profondeur de notre pays est en retard. »

Evocant l'archaïsme des structures économiques françaises, M. Chevènement déclare : « Tandis que s'étiole le tissu industriel ancien de la France, notre pays se révèle incapable de mener à bien, dans les secteurs de pointe, les grands programmes de l'ère gauloise. Nous cherchons à composer avec le géant américain et les opérations de restructuration, encouragées par les pouvoirs publics, sont les chevaux de Troie de la pénétration étrangère. La concentration, aujourd'hui, s'opère au profit des multinationales. Le libéralisme, c'est le démantèlement de l'industrie française, et nous tentons les cordons du poêle ». M. ZELLER (N.I., Bas-Rhin) reconnaît l'efficacité des mesures destinées à réduire le chômage, mais il regrette que le mot de réforme ne soit pas apparu une seule fois dans le discours du premier ministre. Il relève, dans la politique exposée, « un certain aspect d'improvisation pré et post-électorale ».

M. FRANCESCOI (P.S., Val-

de-Marne) estime qu'aucune des dispositions prévues n'est de nature à satisfaire les personnes âgées. Il déclare notamment : « Il n'est pas possible de traiter différemment les vieux travailleurs selon qu'ils sont nés avant ou après le 1<sup>er</sup> janvier 1907. Vous semblez également ignorer la problématique réelle de la situation des retraités à l'égard de la fiscalité. » Et il conclut en accusant le gouvernement de « la raillerie de personnes âgées comme d'un levrier sentimental, tout en leur accordant trop peu ».

M. COMBRISSON (P.C., Essonne) affirme : bien limitation de l'évolution des salaires est la pièce maîtresse de ce que vous appelez l'exercice de la solidarité nationale. Fuis le mot en doute le bilan favorable du commerce extérieur présenté par M. Barre : « L'Etat s'endette, le franc se déprécie, les capitaux s'expatrient, les structures se déforment, les conditions, à une diminution durable du déficit du commerce extérieur ».

M. GANTIER (R.I., Paris) estime que « les mesures de solidarité peuvent être considérées comme des mesures de relance », mais qu'elles « semblent bien timides ». Quant à la balance de l'investissement privé, « l'effort, dit-il, ne représente que 3,4 % des dépenses en capital des services privés en 1977, ce qui est bien modeste, d'autant plus que le progrès de l'investissement privé reste limité : on devrait tout faire valoir en 1977 le niveau de 1973. On ne peut pas attendre à plus d'émulation ».

M. Gantier se prononce pour l'indexation de l'emprunt annoncé par le premier ministre. M. JOSEPHIN (P.S., Côtes-du-Nord) estime que les ressources locales doivent être mieux utilisées. Il conclut par une allusion au discours de M. Debré : « Les électeurs », dit-il, auront bien qu'entre eux, sur les bancs de la majorité, et ceux qui sont censés ne pas en faire, il y a cependant un point commun : ils ont fait longtemps, et encore maintenant, la même politique ».

M. DOUSSET (app. R.I., Eure-et-Loire) estime qu'il « a manqué à la majorité, peut-être à cause de sa stabilité, peut-être par manque d'ambition, la volonté de faire aboutir un mode de réforme qui prévoit, capable de recueillir l'assentiment du plus grand nombre ».

La séance est levée le jeudi 28 avril à 12 h 25.

Après la « communication » de M. Barre

LE PARTI RADICAL « NE SAURAIT CAUTIONNER CETTE CARENCE »

Le parti radical, que préside M. Gabriel Péronnet, a publié mercredi 27 avril une déclaration dans laquelle il estime que les mesures économiques et sociales présentées la veille à l'Assemblée nationale par M. Barre, « pour utiles qu'elles soient, demeurent mineures et ponctuelles ». Le parti radical, « ne pouvant y voir la grande œuvre annoncée, et que le pays attend, ne saurait cautionner cette carence ».

Le Centre indépendant (majorité présidentielle) : « Les efforts du premier ministre pour redresser l'économie et résorber le chômage sont dans un sens que nous saluons. Mais le R.P.R. porte la lourde responsabilité d'ajouter une crise politique à la crise socio-économique dans le pays du mal à se relever : il joue le vilain jeu des partis, et mise sur la stratégie de la peur après l'échec du plan Barre qui eût dû provoquer, il faut dire que ceux qui envisageaient contre le mouvement gauchiste un réajustement de la majorité furent les premiers à jouer ce jeu. Nous sommes en pleine IV<sup>e</sup> République ».

M. Jacques Pelletier, sénateur socialiste, déclare : « Après une préparation psychologique qui laissait augurer de profondes réformes structurelles, l'annonce du nouveau plan suscite une grande déception. (...) Ce n'est pas avec un tel catalogue électoral que le gouvernement retrouvera la confiance du pays ».

M. Eric Hiltnermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates : « Le deuxième plan Barre n'est pas un plan, ni un programme de réformes des structures de l'économie, encore moins un projet de société. Il s'agit d'un ensemble de mesures sectorielles, positives mais limitées, dans la mesure où elles ne s'attaquent pas aux causes de la crise économique, seulement à ses conséquences. De son côté, l'alliance socialiste - communiste annonce un programme de réformes de structure de l'industrie, qui aurait pour résultat d'ajouter une crise économique à la récession actuelle. La troisième mesure est une déception : la détermination d'une alternance au pouvoir, normale dans une démocratie. Acceptez-vous que le gouvernement prenne en charge la remise en état des locaux ? ».

M. BONNET, ministre de l'Intérieur, répond : « L'émotion des Français, grevée par la déception par le gouvernement et par la majorité tout entière. Les violences que vous qualifiez de stupides, le gouvernement les tient pour criminelles. Les juges judiciaires en ont eu et j'ai donné des instructions afin que soient retrouvées, dans les plus brefs

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

QUESTIONS D'ACTUALITÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Chaban-Delmas : à Bordeaux, l'esprit de la loi sur les communautés urbaines est trahi

Mercredi 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement, M. CHABAN-DELMAS, député R.P.R. de la Gironde, maire de Bordeaux, évoque le problème de la répartition des sièges au conseil de la communauté urbaine de Bordeaux (le Monde du 28 avril). Il déclare : « Ma ville est menacée d'un mauvais coup. Je voudrais appeler votre attention sur les conséquences de la loi du 31 décembre 1966, laquelle est interprétée abusivement. Cette loi, nous l'avons appliquée en 1967 et en 1971, dans sa lettre et dans son esprit, en vue d'adapter la représentation des communes à l'évolution démographique. Aujourd'hui, à la suite des élections municipales, les municipalités de gauche veulent revenir sur l'accord ancien. C'est leur droit. Mais elles veulent en profiter pour écraser Bordeaux, qui a eu dix-huit postes sur soixante-dix alors qu'elle compte 10 % de la population et jouit d'un droit de 50 % des recettes. Voilà comment on trahit l'esprit de la loi (...) Ce mauvais coup est d'autant plus surprenant qu'il ne ressemble pas aux hommes que nous avons connus. J'ai administré la communauté. Ils n'ont pas changé, il faut donc qu'ils aient eu tous la pression, le menace. Quoi qu'il en soit, je déclare solennellement que je ne laisserai pas asservir la ville dont j'ai la responsabilité. Etant en

état de légitime défense, j'emploierai tous les moyens, à commencer par la procédure, pour empêcher un abus de pouvoir. »

S'adressant au ministre de l'Intérieur, il demande : « Avec-vous la volonté de proposer une modification de la loi ? Laisserons-nous plus de vingt-cinq ans après son vote, Bordeaux prendre le maquis ? »

M. BONNET, ministre de l'Intérieur, répond : « Selon la loi, la répartition entre les communes des sièges au conseil de communauté s'effectue par accord entre les conseils municipaux. A défaut d'accord, la répartition se fait à la représentation proportionnelle. L'accord est entériné par arrêté du préfet, qui doit constater que les conditions de répartition et le nombre de sièges sont de soi que l'accord doit respecter, au-delà de la lettre, l'esprit de la loi, et tenir compte de l'importance de la population de chaque commune. Si l'en coraire au point de ne pas garantir le bon fonctionnement de la Communauté, le devoir du préfet serait, dans l'intérêt de l'institution, de ne pas l'accepter et de faire procéder, sous réserve de l'approbation du gouvernement, à une répartition compétente, à une répartition à la proportionnelle. »

« C'est une extension de l'article 161 », s'exclame M. BOULLOCHES, député socialiste du Doubs.

L'attentat contre la Bourse du travail de Grenoble

Mercredi 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement, M. DUBEDOUT (P.S., Isère) évoque l'attentat à la bombe contre la bourse du travail de Grenoble et déclare : « Les violences témoignent d'un dévergondage des esprits que certains, à la veille des élections locales, encouragent. Afin de limiter, dans la mesure où elles ne s'attaquent pas aux causes de la crise économique, seulement à ses conséquences. De son côté, l'alliance socialiste - communiste annonce un programme de réformes de structure de l'industrie, qui aurait pour résultat d'ajouter une crise économique à la récession actuelle. La troisième mesure est une déception : la détermination d'une alternance au pouvoir, normale dans une démocratie. Acceptez-vous que le gouvernement prenne en charge la remise en état des locaux ? ».

M. BONNET, ministre de l'Intérieur, répond : « L'émotion des Français, grevée par la déception par le gouvernement et par la majorité tout entière. Les violences que vous qualifiez de stupides, le gouvernement les tient pour criminelles. Les juges judiciaires en ont eu et j'ai donné des instructions afin que soient retrouvées, dans les plus brefs

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

« Les Associations familiales catholiques » sont déçues de la déclaration gouvernementale sur les allocations familiales, car elles attendaient du gouvernement la mise en œuvre, dès 1977, de la politique familiale globale, et surtout promise, et du statut social de la femme. C'est un programme bien modeste en face des mesures de salut public qu'il y avait à prendre pour les familles ».

« L'Union des femmes françaises » dénonce l'insuffisance des mesures, face aux difficultés actuelles des familles avec à la hausse continue des prix, au chômage, (...) Pour une amélioration immédiate des conditions de vie des familles, l'U.F.F. appelle les femmes à agir pour obtenir une augmentation de 50 % des allocations familiales et leur attribution dès le premier enfant ».

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale » affirme, dans une déclaration remise à la presse mercredi 27 avril, que le cumul, par M. Jacques Chirac, des mandats de président du conseil général de la Corrèze et de président du Conseil de Paris « est contraire à la légalité républicaine ». Les députés communistes précisent : « Des recours devant les tribunaux administratifs de Limoges et de Paris sont en cours. Il est donc inadmissible que le ministre de l'Intérieur, en développant l'interprétation gouvernementale des textes législatifs, tente de faire pression sur le fonctionnement normal de la justice ».

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis, mercredi 27 avril, la médaille d'or de la Ville de Paris à M. Jean Taulieu, ancien préfet de Paris. M. Chirac a fait l'éloge du dernier préfet à constituer la capitale en ces termes : « J'ai eu l'occasion d'apprécier en vous deux traits de caractère : celui du courage et celui du cœur ».

Le Conseil de Paris se réunira, lundi 3 mai, en conseil municipal. L'ordre du jour sera le suivant : désignation de repré-

« L'Union nationale des associations familiales (UNAF) : « certains éléments » du dispositif gouvernemental « répondent pour partie à l'inquiétude des parents ». Constatant que la jonction des allocations familiales est supérieure à la hausse des prix, l'UNAF demande « quelle serait la signification durable de cette mesure si les familles doivent encore attendre un an la prochaine augmentation ». Seules deux majorités annuelles, comme pour les prestations vieillesse, répondraient à ce souci ».

Le malaise

(Suite de la première page.)

L'ancien premier ministre agit-il une fois de plus en enfant terrible du gaullisme, incontrôlable et isolé ? Il ne semble plus que ce soit le cas puisque mercredi soir, sur les antennes de FR3, M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., a fait une analyse identique



# PRESSE

## BELGRADE : les moyens d'information et la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki

Belgrade. — A l'initiative de l'Union des journalistes yougoslaves et du Club européen des journalistes, quatre-vingt-dix représentants de la presse d'Europe, des Etats-Unis et du Canada ont étudié, les 25 et 26 avril, à Belgrade, le rôle de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision dans la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Helsinki. Cette réunion peut être considérée comme un prélude à la conférence de Belgrade qui doit commencer ses travaux le 15 juin.

Elle a été ouverte par M. Mitja Gorup, président de l'Union des journalistes yougoslaves, qui a réaffirmé l'opposition de son pays au fait que la détente soit limitée aux deux blocs qui divisent l'Europe. Pour éviter ce danger, la presse devrait, selon lui, créer une atmosphère favorable à une évolution positive de la sécurité et de la coopération pour enrayer les polémiques et les controverses, car, même si certains points de controverse sont importants, aucun d'eux ne peut prévaloir sur l'ensemble du document d'Helsinki.

Succédant à M. Gorup, Jean Schwob (le Monde) a présenté aux congressistes le Club européen des journalistes, qu'il préside et qui s'est constitué à Paris en décembre. Il a rappelé que ce club, qui réunit un spécialiste des affaires étrangères, et bientôt trois, de la plupart des pays signataires de l'acte final d'Helsinki, vise essentiellement à créer entre ses membres un climat d'amitié tel qu'il leur permette de mieux se comprendre et de lutter en commun contre les méfiances profondes qui dominent les relations diplomatiques internationales et qui rendent si malaisé le renforcement de la détente. Aux termes de ses statuts, a-t-il ajouté, le Club européen des journalistes a essentiellement pour but d'offrir à ses membres la possibilité : — d'améliorer la connaissance

De notre correspondant

des dispositions contenues dans l'acte final d'Helsinki ; — de faire connaître et soutenir les initiatives qui visent à démocratiser et à améliorer les rapports intereuropéens ; — de contribuer à ce que l'Europe d'Helsinki, qui est l'Europe des pays industrialisés du Nord et de l'Est, s'ouvre largement sur le tiers-monde en acceptant de participer à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial.

Une cinquantaine d'orateurs ont pris la parole au cours des deux jours de débats. Ainsi bien ceux de l'Est que ceux de l'Ouest se sont déclarés en faveur de la poursuite de la détente et de la coopération. Aucun n'a mis en cause le document final d'Helsinki, bien que les journalistes de l'Est se soient penchés sur ses aspects sociaux et économiques, et ceux de l'Ouest sur la nécessité d'un plus grand respect des droits de l'homme et de la liberté de la presse.

Les reproches que les uns et les autres se sont adressés l'un à l'autre en termes courtois. Néanmoins des étonnements ont jailli à plusieurs reprises. M. Gellier, du Washington Post, fut dur à l'égard du système soviétique et tchécoslovaque qui « maltraite » les correspondants étrangers. Le représentant de la Pravda, M. Rastvorov, dans une intervention très polémique, a fait état du danger que constituerait l'évolution du Parlement européen vers une structure supranationale et a demandé qu'un terme soit mis à « l'hygiène » de certains journaux occidentaux qui « annoncent le danger d'une prétendue attaque soviétique ».

Plusieurs orateurs ayant critiqué le comportement des autorités tchécoslovaques, le représentant de Rudé Právo, de Prague, M. Kubín, a exprimé son « indignation » devant les « déformations » propagées en Occident contre son pays. Les journalistes étrangers, a-t-il dit notamment, recherchent des contacts avec des « groupuscules qui ne représen-

sent rien, au lieu de s'adresser aux sources sérieuses d'information qui sont à leur disposition ».

Il y eut ainsi une passe d'armes entre les journalistes de l'Ouest et de l'Est sur les origines des événements tragiques survenus dans l'Est. Les deux parties ont toutefois exprimé le vœu de voir ce vaste problème réglé le plus tôt possible.

Bien que les débats n'aient pas revêtu, dans leur ensemble, un caractère politique, les participants n'ont pu se mettre d'accord sur un communiqué exprimant leur souhait que la prochaine conférence de Belgrade renforce la détente et la coopération entre eux dans tous les domaines. Plusieurs d'entre eux, généralement des Occidentaux, ont estimé, en revanche, qu'une telle proposition était de nature politique et n'aurait pas dans leur mission. Néanmoins ils se sont félicités des messages qui leur ont été adressés par les présidents Tito et Brejnev, ainsi que par le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim.

PAUL YANKOVITCH.

## LONDRES : les pourparlers pour la vente de l'« Evening Standard » traduisent les difficultés de l'« empire » Beaverbrook

La fusion probable cette semaine des deux journaux du soir londoniens, l'« Evening Standard » et l'« Evening News », a provoqué, le 27 avril, de vifs remous dans Fleet Street.

La majorité des journalistes de l'« Evening News » ont cessé le travail dans la matinée, mais le journal a pu sortir normalement à midi, sans photos. Les journalistes des deux quotidiens, qui affirment ne pas avoir été consultés sur cette fusion — qui pourrait être annoncée le 29 avril — par les deux groupes de presse priétaires, Beaverbrook Newspapers (« Evening Standard ») et Associated Newspapers (« Evening News »), ont menacé de se mettre en grève.

La disparition de l'un des deux journaux du soir entraînera de nombreux licenciements dans les deux entreprises.

Cette fusion est la conséquence des difficultés du groupe Beaverbrook. Le tirage de son titre le plus important, le « Daily Express », connaît un déclin régulier depuis son apogée dans le courant des années 50.

De notre correspondant

Londres pour la somme de 25 000 livres. Deux ans plus tard, 15 000 livres lui suffiront pour lancer le « Daily Mail », qui était à la tête de la liste de votes de son entreprise de presse.

La grande bataille de Fleet Street ne s'engagea qu'en 1977, lorsque Max Aitken, un millionnaire canadien — qui deviendra lord Beaverbrook — acheta le « Daily Express », dont le tirage était alors de 230 000 exemplaires. Cette acquisition coûta 17 000 livres au futur « baron de la presse ». A son apogée durant les années 50, le journal allait tirer à plus de 4 millions d'exemplaires.

La légende veut que, lors de l'arrivée du très dynamique Canadien à Londres, lord Northcliffe l'ait mis en garde contre les chaussetrapes du journalisme. « Vous perdrez, dit-il, tous vos millions à Fleet Street ». La prophétie a longtemps été démentie de façon éclatante. Aujourd'hui, cependant, elle semble se vérifier, puisque le groupe Beaverbrook est en proie à des difficultés financières.

Lord Beaverbrook, qui fut l'un des amis intimes de Churchill, et qui organisa avec succès la production aéronautique de la Grande-Bretagne pendant la dernière guerre, n'aurait pas vu la chute de son empire. Depuis sa mort, en 1954, le groupe est dirigé par son fils, Sir Max Aitken, âgé de soixante-huit ans, et victime tout récemment d'une attaque cardiaque.

News du groupe Harnsworth enregistre un déficit annuel de 4 millions de livres. C'est néanmoins le groupe dont fait partie l'« Evening News » qui se propose d'acquiescer le Standard.

Du point de vue de la qualité, l'« Evening Standard » se situe bien au-dessus de l'« Evening News ». Il est vrai que le journal du soir a toujours bénéficié d'une place à part dans l'esprit de lord Beaverbrook. Il ne servait du « Daily Express » et du « Standard » pour mener sa campagne électorale, mais il a fait preuve de beaucoup de fantaisie dans la conduite du Standard. Deux de ses rédacteurs en chef ont été des socialistes convaincus, dont M. Michael Foot, actuellement lord-président du conseil dans le gouvernement de M. Callaghan.

Cette relative indépendance a permis à l'« Evening Standard » de devenir l'un des rares exemples de journaux populaires — il tire encore à plus de 400 000 exemplaires — qui puisse s'engouffrer d'offrir les meilleures chroniques sur la vie londonienne ainsi que de remarquables pages littéraires et artistiques.

La faiblesse de l'« Evening Standard » est que non seulement les habitants de la capitale achètent beaucoup moins les journaux du soir, mais que la clientèle s'est transformée. Ainsi M. Vere Harnsworth, oncle de lord Beaverbrook, annonça-t-il que le mariage des deux journaux du soir aboutirait à la création d'un journal entièrement nouveau qui associerait les meilleurs aspects de l'un et de l'autre. Il s'agit là toutefois d'un objectif qui ne sera pas facile à atteindre. Au surplus, bien des rumeurs suggèrent que, dans ce cas, d'autres, notamment le magnat australien Robert Murdoch, propriétaire du Sun et de l'« hebdomadaire News of the World », pourrait à son tour entrer en lice et combattre le monopole dont rêve l'héritier de lord Northcliffe. La bataille ne ferait que commencer.

JEAN WETZ.

### « Faire de la propagande »

A certains égards, le déclin de l'entreprise, qui édite le « Daily Express », le « Sunday Express » et l'« Evening Standard », reflète l'évolution politique et sociale du pays depuis un demi-siècle. Avec un aplomb imperturbable, lord Beaverbrook a toujours affirmé qu'il ne dirigeait pas des journaux pour gagner de l'argent, mais « pour faire de la propagande ». Celle-ci s'est manifestée à deux niveaux : la défense vigoureuse par le « Daily Express » de la « cause de l'empire », même après que celui-ci eût perdu ; l'optimisme systématique.

Si, dans sa bataille contre la dynastie Northcliffe-Harnsworth, lord Beaverbrook a pu s'engouffrer d'être le vainqueur, ses héritiers se voient aujourd'hui accusés à une déroute humiliante. Depuis plusieurs semaines, des négociations ont été conduites secrètement en vue de la vente de l'« Evening Standard » au groupe Associated Newspapers, qui est présidé par M. Vere Harnsworth, le petit-neveu de lord Northcliffe. Depuis le début de la semaine, Fleet Street s'étend chaque jour à apprendre que l'affaire est conclue. Mais il est possible que certaines interventions extérieures viennent encore faire obstacle à cette cession.

Le gouvernement peut opposer un veto au moins provisoire en renvoyant l'affaire devant la « commission des monopoles ». Celle-ci pourrait interdire une fusion qui ne laisserait plus aux Londoniens le choix entre deux journaux du soir. D'autre part, il n'est pas entièrement exclu qu'un acheteur nouveau se mette sur les rangs pour assurer la survie de l'« Evening Standard ». La seule certitude est que le groupe Beaverbrook se voit contraint de sacrifier le Standard afin de s'assurer les ressources indépendantes pour sauver le « Daily Express ».

### Force et faiblesse du « Standard »

Depuis quelques années, le « Daily Express » a connu un déclin régulier. Au début de 1976, alors que son tirage était tombé à 2 500 000, il a tenté une renaissance en adoptant le format tabloïd, qui est désormais celui de tous les journaux populaires en Grande-Bretagne. Cette métamorphose cependant n'a pas réussi.

Les menaces qui pèsent sur le journal sont d'autant plus sérieuses que le groupe Beaverbrook, contrairement à Associated Newspapers, ne peut pas compter sur le revenu d'investissements extra-journalistiques (télévision et pétrole de la mer du Nord). Ainal s'explique une situation tout à fait paradoxale.

Après avoir subi des pertes sensibles (jusqu'à 2 millions de livres par an), les responsables de l'« Evening Standard » affirment que l'exploitation de leur journal est redevenue satisfaisante, tandis que l'« Evening

### A Amiens

LES JOURNALISTES DU « COURRIER PICARD » REFUSENT LES PROPOSITIONS DE LA C.G.T.

Le nouveau conseil d'administration du Courrier Picard (le Monde du 22 avril) s'est réuni lundi 25 avril afin d'entendre les conclusions d'une première séance effectuée par son conseiller technique, M. Bulcourt, membre de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. Celui-ci a proposé de faire voter à bulletin secret l'ensemble du personnel sur un plan en sept points concernant les salaires, l'organisation du travail et l'implantation de matériel moderne.

A la suite de cette proposition, la section du Syndicat national des journalistes (autonome) du Courrier Picard a diffusé le communiqué suivant : « Il n'est du pouvoir de personne de faire voter tout le monde. Il n'est du pouvoir de personne de faire oublier le passé et la gestion désastreuse des catégories majoritaires. Les journalistes S.N.J. disent non à une politique de démocratie proposée par ceux qui sont toujours restés sourds à toutes les mises en garde et qui après avoir profité du système corporatiste réclament aujourd'hui l'égalité dans les sacrifices. Partout les syndicats C.G.T., quand une maison se trouve en difficulté, affirment que les salariés ne peuvent en aucun cas faire les frais de l'incurie du patronat. Nous attendons de la C.G.T. confédérale (car la C.G.T. journaliste s'est rangée du bon côté, celui des victimes) une indispensable clarification. »

Après les démissions au conseil d'administration du Courrier Picard, cinq postes restaient à pourvoir. Le conseil pouvait, la loi l'autorise, continuer à siéger à sept. Il pouvait aussi provoquer une nouvelle assemblée générale du personnel pour procéder à l'élection. Il a préféré une troisième solution, tout aussi légale : la cooptation. Trois membres de la C.G.T. ont ainsi été cooptés. Deux autres sièges ont été laissés vacants dans l'espoir qu'ils seront occupés par deux membres de la rédaction (il n'y en avait qu'un dans les précédents conseils). Cependant, ce geste apparaît aujourd'hui bien tardif aux yeux de ceux des journalistes qui refusent de cautionner les actuelles initiatives du conseil d'administration.

**habitez au bord de la seine...**



**vivez face à Paris...**



**à BELLERIVE, à gauche du pont de Neuilly**



**invitez vos amis...**



**et offrez leur la vue**

Choisissez cette situation exceptionnelle qui vous permettra de recevoir vos amis dans un grand appartement, bien plus grand que ceux que peuvent vous proposer les 16<sup>es</sup> arrondissements ou Neuilly pour le même prix.

A Bellerive, vos amis viendront facilement. Il leur suffit de passer le Pont de Neuilly et de garer leur voiture, sans problèmes.

Bellerive : une résidence dans la grande tradition Manera et Tiffen.

Appartements modèles tous les jours (sauf mercredi) de 10 h 30 à 19 h ; dimanche de 14 h à 19 h.

**BELLERIVE**

34, quai National - Puteaux/Bogalatte 776 4115

**MANERA S.A.** TEL : 723 7227

**TIFFEN** TEL : 766 04 66

**Bien en main  
Bien en bouche  
Bien à vous**

**PANTER MIGNON**

Le cigare du juste milieu



مكتبة من الأصل











# L'anthropologie française en crise

Toutefois, pour que l'anthropologie puisse se développer de manière conforme aux résultats de la biologie dans leur pays, nos amis de l'étranger ont un effort considérable à s'imposer pour provoquer l'implantation de l'anthropologie dans les institutions publiques et universitaires collectives et complémentaires.

(3) En France, traditionnellement, le terme d'anthropologie désigne l'étude physique de l'homme. Les sciences humaines, les sciences sociales, l'art, sont regroupées sous le vocable d'ethnologie. Les anglosaxons, en anthropologie, englobent tout ainsi que ce qui a trait à l'étude de l'homme. Les auteurs de l'article et les organisateurs du colloque ont une anthropologie plus large.

(N.D.L.R.)

## POINT DE VUE

## Répondre aux jeunes

par GÉRALD ANTOINE (\*)

Un obstacle se toujours  
vient maintenant ajouter un  
autre, imputable au visage, ou plutôt

au [ ] de visage [ ] la  
 quète [ ] jeu[ ]. Prenons l'exemple  
 l'école. Autrefois c'était, pour  
 qui [ ] le privilège [ ]  
 fréquent, une [ ]  
 ses disciples, les premiers dispen-  
 savoir, [ ] aussi, on [ ]  
 explicite [ ] famille, [ ] part  
 d'éducation, des conseils, [ ]  
 . Alors [ ]  
 il, une dégrée, guidé, dirigé, orienté  
 vers la vie. Aujourd'hui, [ ] n'  
 plus une société ; [ ] un système.  
 [ ] de [ ] plans [ ]  
 [ ] traduisait-il [ ] inquiète  
 [ ] son [ ]  
 [ ] [ ] du [ ]

Le mal pousse loin. Dans son univers à ses lycéens, son cité, Valéry Trépolet peut le prédire : « C'est au fait des hommes. Je me crois pas que le travail y gagnera. » Il ne croit pas que la culture n'y a pu gagner, mais l'argent a perdu peu à peu de son prestige et la foi des jeunes — et les moins jeunes —

Par un ~~effort~~ ~~de~~ déplorable ~~con-~~  
gion, les organismes périscolaires  
~~ont~~ ~~été~~ ~~mis~~ ~~à~~ ~~charge~~  
ce qui ~~augmente~~ l'enseignement  
proprement ~~dit~~ ~~de~~ l'école. L'effort  
quotidienne — l'éducation du citoyen,  
l'exercice ~~des~~ responsabilités sociales,  
l'information ~~et~~ l'éducation profes-  
sionnelle, l'usage ~~des~~ loisirs —  
sont ~~à~~ leur ~~part~~ ~~de~~ ~~charge~~  
qui s'attache ~~à~~ ~~la~~ pédagogie.

Hélas ! il est bien vrai qu'il arrive  
à nos hommes de se laisser entraîner  
par « l'esprit du système », par la

tyrannie livresque et catégorielle, par  
ouvrir un **point** plutôt qu'un dialo  
que ; diffusé en style  
froid plutôt que s'exposer flam  
surprises **réel** ; flam  
riences. Or attitude est impu  
point **sux**  
exigeantes qu'à un apparei  
lis cont. en général, les pre  
leur structures contrast  
souple et **multiforme**

... contribue  
 ... de ... problème ...  
 ... ans, le Centre  
 d'information ... documentaire  
 jeunesse — alias le C.I.D.J., le fonc-  
 tionnaire du patronage du secré-  
 tariat à la jeunesse — et  
 sports, ... association  
 non un ... change  
 ... tout, ... nul en  
 ... puisse s'en  
 Chacun, en ... reçoit ...  
 ... qu'est la ...  
 d'innover, ... d'expérimen-  
 ... dans la coopération avec  
 les organismes publics ... privés  
 ayant ... répondra à un mo-  
 ... ou l'autre appels  
 jeunes ... mel  
 ... ordres  
 ... touchant, ... qui  
 ...  
 présentement,

Nul ~~homme~~ de ~~la~~ ~~ville~~ jalousement gardé, ~~un~~ effort permanent pour accueillir ~~un~~ ~~plus~~ possible ~~des~~ qui viennent, les traiter ~~comme~~ ~~des~~ ~~amis~~ ~~et~~ ~~non~~ ~~comme~~ ~~des~~ ~~spé-~~

mens [ ] d'une série : respecter  
leur personnalité et leur liberté ; [ ]  
rer au [ ] la [ ]  
[ ] anglaises : [ ] ainsi cha-  
cun [ ] devenir l'agent principal  
de [ ] information, à trouver et  
[ ] trouver son chemin [ ] la  
direction qu'il (elle) souhaite. [ ]  
[ ] la place majeure que [ ]  
tenir [ ] [ ] [ ] l'ini-  
tiation à la [ ] au [ ]  
des [ ] utiles, [ ] prise [ ]  
[ ] vrai [ ]

questions conduisent à affaiblir la précision du réseau de plus en plus correspondants choisis parmi des d'information, documentation et diffusion dans divers domaines de l'activité nationale. Il n'en va pas tout à fait ainsi qui puisse sentir étranger questions jeunes, quelques-uns ont, leur égard, priorité de pouvoir des devoirs : ainsi l'éducation, la culture, la coopération, le travail, les cultures, l'environnement. Pourquoi ne citer encore l'agriculture, la recherche, les affaires sociales, etc. ? L'aurait-il fallu, pour finir, que nous nous d'un monde de jeunes qui, entre le C.A.D., il n'est pas reconnaître qu'il y a un phénomène à creuser, à explorer. Pourtant quelques-uns plus jeunes que nous nous soucient de l'y avoir mal-même, j'ose dire, sans premiers pas.

(\*) Forum de la Jeunesse d'information et de documentation (C.I.D.J.).

**XIV<sup>e</sup>**  
METRO  
PLAISANCE

**"les jardins  
de Gergovie"**

73 RUE DE GERGOVIE

petit immeuble de haute qualité  
donnant sur grand jardin

**STUDIOS : 5 PIECES**

**PRIX FERME ET DEFINITIF - LIVRAISON 3<sup>e</sup> TRIM. 77**


Réalisation **FONCIMMO** 

Renseignements et vente :

**GEFICO**  **924.83.96**

Visite appartement témoin tous les après-midi  
**TEL. 542.67.13**

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**  
**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
 727.64.64 + 553.28.51 +  
 Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • ~~Matras~~  
 Toutes marques étrangères



Finition exportation  
 1000 km/métriage  
 Garantie usine  
 Toutes possibilités  
 de crédit-leasing

**EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE H H 19 H.**  
**DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE**

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30  
18 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

**partez avec vos amis en Renault 15**



Le premier des loisirs, c'est d'être détendu. Volant: Asseyez-vous dans le siège "pétale" de la RENAULT 15. Il réalise l'alliance parfaite du dessin et de la fonction: les huit éléments modulaires - dont six réglables - offrent un confort exceptionnel. Pour les passagers arrière

la RENAULT 15 est tout aussi généreuse, c'est une vraie quatre places.  
Une ligne sportive et bien profilée, une très large surface vitrée, un moteur 1300 cm<sup>3</sup> accrocheur et sobre, une boîte à vitesses précise donnent à la RENAULT 15 sa véritable vocation de loisir automobile.

4 places - 7 CV - Moteur 1289 cm<sup>3</sup> - 60 ch DIN à 5500 tr/mn - Traction avant - 6,8 l aux 100 km à vitesse stabilisée de 90 km/h - 9,3 l à 120 km/h et 10,6 l sur essai type urbain. **Prix** en main, **Frais** 15 GTL: 30 000 F. (modèle présenté, Renault TL: 28 500 F. au 1/1/84).

## Renault préconise **elt**



Après l'éclatement, en 1974, de la communion Boquen, qui a suivi le départ de son amateur principal, Bernard Besret, et l'expulsion, plus tard, de l'équipe de permanents de l'abbaye, on murait un partout : « Boquen, fini. »

Il a compté sur la ténacité d'un moine de Lérins, hongrois d'origine, et la ténacité de son expérience par dom Albert Frenay, puis développée par Marcel Grosse : Guy Luzzenszky, grâce à qui l'« *Organisation* » continue ou prend plutôt un nouveau départ.

Demièrement, ~~est venue~~ la première messe générale du Boquen « ~~aux~~ ~~les~~ murs ». Une centaine ~~de personnes~~ y ont ~~participé~~ à Saint-Brieuc pour le point ~~de~~ la communion, définir celle-ci à partir d'un ~~document~~ Boquen », réalisée par Guy Luzzenszky ~~et~~ ~~de~~ Toullec, ~~et~~ se prononcer sur la réinstallation de la communion dans un nouveau lieu.

Aujourd'hui, lit-on dans ce document, « une communion excentrée, décentralisée, permanente, une communion spirituelle, une communion d'Eglise », une communion peut-elle exister en

elle-même le dynamisme. Le rassemblement du monde de collégiés qu'elle accueille. Tel est l'enjeu. Boquen, hors les murs.

Le principe de la réinstallation recueilli 132 ans sur 132 ans. Il s'agit de créer une maison, si possible dans le cadre de l'abbaye de Boquen, et de lui donner la nouvelle expérience peut fonctionner permanents.

structures, les dirigeants, les  
s'explique, les  
le rôle de l'État, joué par  
Bernard Baudry, au passé,  
la crise provoquée par son  
départ. Par là même, Guy  
Luzzansky, différent de Ber-  
trand Besnot : renfermé, taciturne, il fuit la médiocrité. Mais  
un un des à la fois  
maintes fois éprouvée par  
ses amis, il est bien indispen-  
sable pour alimenter la  
communauté. Il cherche, qui  
commence à se révéler  
un un comme  
Guy Luzzansky, le  
livre passionnant qu'il vient  
publier (!), - qui  
s'ouvre, qui invite ; sans  
un il mène, un  
d'Abraham, d'Israël, -

\* A. W.

(1) Boquen : chronique d'un espoir. Stock, 1964, p. 32 F.

**L**y a sept ans déjà, le communisme a été déclaré mort. Talzé annonçait l'organisation d'un concile des jeunes. La jeunesse n'est plus changeante. Les jeunes ne sont plus rebelles. Pourquoi la première surprise — quand on revient à Paris après quelques années de fréquentation des journaux littéraires — est de constater que les jeunes ne sont plus rebelles. Ils étaient mûrs.

dit, moi, qui par qu'après  
près vingt mille  
espagnols allemands,  
naus faut-il parler  
quand chacun  
ait plus qu'embrigué ou plus  
consillé ? Pèques était  
bourgeois et froidure.  
fois dépassé je vignes.  
rien n'attire extérieurement  
colline doucement Et pour  
ment à la qui piétinent calme-

me frappe d'abord les oreilles et  
se répand dans la salle par terre qui  
résonne le cri de l'églogue. Alors  
régulé un instant que au plus  
forte impulsion se réveille en moi  
un million d'hommes. Tels et  
sans pour ce moment  
m'en sommes qu'à quelques milliers  
de jeunes. Mais la plus étrange est  
celle-ci : cette propagation du silence,  
qui à presque rien fait liturgie.  
Quelques réponses qui s'élevaient  
sur tel ou tel point de l'am-  
pleur ne la font octogonale, quelques  
autres rectangulaires, quelques  
bibliques sur la parole et même pas  
longue se termine, nous avons accouté, au  
long de la semaine, l'argumentation  
rétorique et métaphorique au saint  
Paul aux Corinthiens, I, 75, sur la  
résurrection des morts), la toujours  
ni prostrée, ni prosternée ne  
bus par une telle simplicité  
et de son caractère à côté.


















Quelle \_\_\_\_\_ trouve ce-  
pendant \_\_\_\_\_ pour \_\_\_\_\_  
meux \_\_\_\_\_ des jeunes ne soit \_\_\_\_\_  
la danse du scalp \_\_\_\_\_ contre  
Eglises, les adultes \_\_\_\_\_  
tâmes, ni l'un beau feu de camp  
pour adolescents qui se serrent  
coudes \_\_\_\_\_ se \_\_\_\_\_ ? On  
qu'il y \_\_\_\_\_ le doublet  
deux mots : lutte et contemplan-  
tion, l'un marquant l'engagement dans  
les \_\_\_\_\_ l'autre la  
rencontre \_\_\_\_\_ sa face  
lumières. Je \_\_\_\_\_

(\*) Pasteur, théologien protestant.

## Une colline de silence

[illegible]

ponts ~~de~~ mélodramatiques. - L'autre  
d'une jeune Allemande; - Les  
qui peut-être  
notre Allemagne  
de l'Allemagne  
d'une part plans : isolement  
d'une part, les pays. C'est  
est dû à la politique.  
économique particulière. Il s'agit  
d'une autre répliquent sur  
nous-mêmes, une position  
laquelle nous sommes  
culpabilités, nous  
compensés  
marque : « Nous avons le  
« per nos », ou par  
trême, par la philanthropie, isolement  
d'une part, de chaque  
Accompli performant

mais plus nombreux  à  
 partager  ailleurs (2)  
 d'accueil, qui paraît inen-  
 sabie, peut-être surtout  l'it-  
 gle où le  montre  
 le partage  l'homme.  
 Les que l'écuménisme entre les  
 Eglises chrétiennes  les  
 nations, quel  leur régime, a  
 plutôt  diminuer qu'à  
 temps du  On pour-  
 rait  partager que  
 ragement ou  illusions, ce qui  
 revient au même.  pourant  
 du  la croix que chaque  
 nation, pour  les gé-  
 nérations  la lumière  
 Plaque et le feu  le  
 Il m'a  que  
 continuait d'offrir la chance  
 mille partages,

III Un e... occu-  
nique... à J...  
... à quelques  
... à de jeunes  
... à... ans  
... plusieurs jours  
...  
IV Le prieur lui-même, ...  
... à l'automne quelque temps  
... à partager la vie des  
... aux portes de la Chine  
... de Hongkong, respectant  
... l'intérieur, ... frontières  
chinoises afin d'y prier pour une  
réconciliation entre tous les hommes  
de bonne volonté ».

Bruno Lagrange et Marc Orlan-son, auteurs du livre *Les Français méconnus*, ont mille fois raconté au dire que les gens toujours sérieux ne sont pas... sérieux. Quelqu'un qui ne sait pas rire ne peut rire, qui ne comprend pas l'humour, manque généralement de jugement. Mais encore qu'il soit sérieux, mais pie, il est dangereux. Marc Orlan-son dirait peut-être : « Il nous manque l'air ! »

- Un saint triste est un être saint - selon la science. Cela veut pour lui peiné et les gros pécheurs, c'est-à-dire pour lui le monde. Il y a plus de saint que de pécheurs ou Farnel qui est les - prophètes de malheur - stigmatisés par Jean XXIII. Ce saint pour qui saint précède : - Nous n'avons pas mal de toi, parce à Dieu, ni mal.

Ils peuvent être des mots, lutte et contemplation, représentant-ils encore trop une transcription mécanique des fameux *lectures* : politique et mystique, temporel et spirituel, dont un *sacrament* il est servi aux chrétiens, et ces lectures en général, à compartiment stérilement les uns vis-à-vis des autres.

Aussi voit-on apparaître dans les récentes *lectures* de Paul un seul nouveau : la prière. Et toute pensée qui ne se réalise pas pourrit au point comme la d'une prière sans fruits. C'est pourquoi Talz, sa grande théorie explicative ou annonciatrice, cherche à provoquer au travers du monde des hommes la situation.

Ayant décidé de ne pas débiter de toute subvention, toute donation, tout héritage, pour vivre de son seul travail, Talbot n'est pas riche, mais la foule des hommes qu'il attire. Il ne peut donc partager que ce qu'il a. On fait tout

## **RIESL TERRE D'ÉVANGILE**

Tullio Vinay, qui a passé l'été dernier en Italie, a été élu député depuis. Grâce à son action, malgré les menaces de la Mafia, la ville a obtenu un nouveau collège. Il a découvert la mafia, mais il n'est pas le chantage. Le maire, Tullio Vinay, a réussi à persuader la population de prendre elle-même en main son avenir. Le maire Claude Richard-Molard préface un ouvrage qui a un double objectif : retracer l'histoire de la ville, entreprendre, ses idées et ses actions, et proposer une réflexion d'une sorte d'économie politique qui cherche à incarner les principes de la Francade. Cette deuxième partie, écrite par le maire, est dédiée à la Francade. Le maire des Amb, Francis de Riel, se trouve 116 avenue de la Paix, 92320 Châtillon. Le maire, Mme Claude Richard-Molard.

★ **Etien ou la force de l'Agape,**  
Tullio Vinay et Richard  
Molard, ~~Editeur~~ Buchet -  
18, rue de Condé, 75006 Paris, 34,85 F.  
Les droits d'auteur sont réservés

**IPEC**  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
633.81.23 / 033.45.87.  
(au cœur du Quartier Latin)  
documentation

Plusieurs cycles  
de préparation  
pour entrée en Année  
Fréquentative et 2<sup>e</sup> année  
de l'IEP.  
Petits groupes.  
Coursiers fréquents.  
sur demande

# 4, Rue Soyer, Neuilly-sur-Seine : pas seulement une adresse, une opportunité.

**LE QUARTIER :** Rue Soyer (métro Pont-de-Neuilly). Rue calme ■■■ Neuilly, à proximité immédiate des transports en commun, des écoles et lycées, commerçants et administrations.

**L'IMMEUBLE :** ■ étages, façades en pierre de taille. Hall d'entrée et paliers luxueusement décorés. Isolation thermique et phonique.

**LES APPARTEMENTS :** 13 appartements du 3 au 5 pièces, tous prolongés de larges balcons ou de jardins privés en rez-de-chaussée.

**LES PRESTATIONS :** Chauffage électrique intégré, moquette de laine, dans les pièces à vivre, larges placards, ■■■■■ équipées (avec lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateur congélateur, four électrique, etc.), salles de bains luxueusement aménagées (dalles de marbre et moquette, miroir, bandeau lumineux, etc.).

Téléphone installé ■■■■■ appartements.

**LES PRIX :** Moins de 7600 F le m<sup>2</sup> (balcon non compris). Vérifier et comparez : le 4, Rue Soyer est réellement une opportunité.

Pour recevoir une documentation gratuite, remplissez et adressez ce bon à :

**EODA**

4, rue Marbeuf, 75008 Paris  
225.37.79 et 45.37

BON pour une documentation gratuite "4, Rue Soyer".

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

هكذا من الأرض

**POLL**

Après les sanctions contre un officier de l'armée, les organisations dénoncent les abus de la réforme des structures

[illegible]

Le Parti communiste des syndicats et le Parti national C.F.D.T. ont tenu, à Paris, le 27 mai, une conférence pour la manifestation de solidarité des syndicats de France devant les procès de deux agents du national indépendant, qui ont eu au C.F.S. syndical et au C.F.D.T. des représentants. Le C.F.C.C. et le Centre démocratique, ligues des droits humains, Interco-C.F.D.T.

---

# Tou

Quand on s'ennuie d'être gâté par l'assistance. Au Diners Club, pas de problèmes. Les affaires comme les loisirs, c'est facile. La carte du Diners vous permet de disposer des 100 plus grandes chaînes de milliers d'hôtels, de restaurants, de grandes chaînes de location de voitures.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



# JUSTICE

Acceptée dans 143 pays

A retourner au Diners Club.  
Service adhésions 18-20 rue François I<sup>er</sup> 75380 Paris Cedex 08

Acceptée dans 143 pays















romans

# Une découverte de Joseph Kessel

**M<sup>e</sup> Joolas un homme étrange. Paru qu'il fait toujours ce qu'il croit devoir faire.**

Le livre de Joseph Kessel, *M<sup>e</sup> Joolas*, est un roman qui, par sa simplicité, son humour et sa maîtrise, nous fait découvrir un homme étrange, un homme qui fait toujours ce qu'il croit devoir faire.

Georges Drouillard vendait des journaux dans un kiosque. Il avait comme client Joseph Kessel. Un jour, il lui glisse un mince volume en s'excusant : « C'est un compte d'auteur. Mais il faut bien jeter un coup d'œil... » Joseph Kessel est embarrassé. Il ne sait pas lire. Mais il va devoir changer de kiosque. Malgré cela, il lit et tout de suite il est conquis. Il y a là un ton, une atmosphère, une maîtrise qui ne sont pas le lot habituel. Ce sont des choses. Il faudrait que l'auteur écrive un roman.

Ce roman, le voilà ! Il s'intitule *Le Gabin*. Rien à voir avec le célèbre acteur.

**Un ton, un son, neufs**

Joseph Kessel écrit au juste. Il y a là en effet un ton, une manière personnelle de percevoir et de dire. Rien qui s'apparente à l'épate ou à l'émulation. Simplement un art de distinguer le juste et le plus rare, qui se fait le respect de la race et lui confère sa marque.

Une maîtrise de romancier qui nous fait découvrir un ton étrange comme celui par rapport à la vie et à ses connaissances. Elle nous fait découvrir et cependant simplice, fait qu'après elle nous ne pouvons plus les choses comme avant.

L'histoire est pourtant des plus simples. Elle pourrait être celle d'une famille française et bourgeoise dans les années qui ont précédé l'immédiat après-guerre. Mais elle est celle d'un homme étrange, d'un homme qui fait toujours ce qu'il croit devoir faire. Elle est simple, elle est claire, elle est directe. Elle est la seule magie de l'écriture.

**Un homme juste dans un monde injuste**

Tous les jours, il va à la ville. Il est juste. Il est simple. Il est direct. Il est la seule magie de l'écriture.

M<sup>e</sup> Joolas est un homme juste dans un monde injuste. Un homme qui fait toujours ce qu'il croit devoir faire. Un homme qui est simple, direct, et qui est la seule magie de l'écriture.

Tout autour de lui, se fait et se défait dans le vacarme des armes. Son fils — le Gabin — qui est trop beau pour une virilité trop faible, part à la guerre et ne revient pas. Disparu comme un être de rêve. Dans le silence trop ardent. Sa fille Rose est happée, comme un trop

jeu objet, par la machine à broyer. Les domestiques meurent. Les résistants tombent. Seul, M<sup>e</sup> Joolas reste égal à lui-même, présent au monde et cependant comme absent à ses fureurs, comme retiré de lui.

On songe à la manière retenue de Flaubert, cette violence intérieure qui ne s'exprime qu'en sagesse trouée d'éclats. Et aussi à la faculté de Faulkner d'arrêter le temps qui passe et de lui rendre le mouvement par la seule magie de l'écriture.

La manière de Georges Drouillard à la transparence fragile de la porcelaine et la fluidité du sable qui coule entre les doigts. Elle est difficile à saisir comme est difficile à retenir l'eau que l'on prend dans ses mains. Elle est limpide et elle est cependant trouble. Elle donne une impression à la fois d'une très grande simplicité et d'une très grande maîtrise.

Où, un début plus que prometteur. Une découverte. Et avec le recul du temps, peut-être un coup de maître.

PAUL MORELLE  
★ LE GABIN, de Georges Drouillard, Gallimard, 192 p., 25 F.

## Georges Conchon

(Suite de la page 17.)

Un homme qui partira, avec ses coups de chapeau à Bérêt, le président de la Gauche de liquidation et ses coups de poignard à Graciano, le magnat du sucre. Un tantinet agaçant aussi, avec ses collantes raoul-trous producteurs de cinéma.

Mais quelle belle leçon d'économie appliquée ! Les personnes aléchées par les offres de placement des remises et des commissionnaires qui circulent à nouveau actuellement dans le livre de la Suède avant de passer à la prévision. Tous les « préconisés » qui nous ont écrit ou téléphoné nous ont « Avis aux spéculateurs » (1) le devraient aussi, pour y voir clair.

Un beau pied de nez pour finir ! Au diable le bourgeois égaré-compromis, au diable la société asseptisée-pasteurisée ! Adrien Courtot, l'ambassadeur des finances, le 15 et le 16 mars.

ALAIN GIRAUDO.

Dans le Monde du 19 avril, le « Avis aux spéculateurs », nous avons eu un étonnement contre le placement des remises et des commissionnaires qui circulent à nouveau actuellement dans le livre de la Suède avant de passer à la prévision. Tous les « préconisés » qui nous ont écrit ou téléphoné nous ont « Avis aux spéculateurs » (1) le devraient aussi, pour y voir clair.

# Un bonheur fou en Papouasie

**L'homme d'affaires et la « primitive » sous les cieux de Gauguin.**

Il y a cinquante ans, une fortune bien gérée. Elle, pas même dix-huit ans, la peau douce et fruitée, l'ignorance et la fraîcheur. Faut-il, dira-t-on, aller jusqu'en Nouvelle-Guinée pour trouver dans des épousailles disparates plutôt banale ? Pour Saint-Paul, homme d'affaires de Port-Moresby, et pour Aema, « primitive » de la fraîcheur, tout est hâsard et d'évidence, au fin fond de la Papouasie, leur histoire est le signe du bonheur.

En guettant l'un l'autre, ils se retrouvent. Ensemble ils respirent à l'aise. Sous le regard cependant, Aema pose sur son visage et les yeux, un

monde se découvre peu à peu : quelques missionnaires dans un coin perdu, puis la petite société coloniale de Port-Moresby, honnêtes crochets avec quelque dévotion mais sans plus. Alors que ne se qu'entrevoit, la nature semble se montrer, à fleur de sens, chez les amants, qui explorent et inventent coquillages, arbres, poissons, tous les trésors de la nature indépensable.

Plongée en bathyscaphe, l'amoureuse dans le nid d'un amour-éternel, les deux amoureux alternent avec les immobilités, qui sont des prétextes à célébrer Aema accroupie dans une gloriole, Aema la posture de l'homme de Gauguin. Pour Saint-Paul, Aema incarne le pays où il vit depuis toujours mais lui appartenir. Avec elle il oublie sa vie déserte, ses égocentriques d'esthète sportif et soigneur. Lui qui s'aspère d'égocentriques d'esthète sportif et soigneur. Lui qui s'aspère d'égocentriques d'esthète sportif et soigneur.

MONIQUE PETILLON.

★ Les Fruits de la passion, de Jacques Ferry. Albin Michel, 234 pages, 35 francs.

## humour

### EN CROISIÈRE AVEC MALKINE

**Pour se refaire une santé et un langage, une croisière de cent cinquante pages au pays de l'humour fou.**

GEORGES MALKINE ? De tous ceux qui firent acte, en 1924, de « surréalisme absolu », l'un des plus acrobatiquement oubliés, et tout cela dans des moins bien connus. Au point que Marguerite Bonnet, pourtant experte en la matière, le classe tantôt parmi les poètes, entre Lamour et Queneau, et tantôt parmi les peintres.

A vrai dire, peu importe. Mieux que beaucoup d'autres, qui n'ont pas fini de nous assourdir par un jour ils ont dit à Bérêt, Malkine a su jouer indifféremment de la plume et du pinceau. Pour les tableaux, on le savait un peu. Pour les textes, on le découvrait enfin, grâce à la très opportune initiative des éditions de la Différence.

Oh, bien sûr, les gens de goût feront la fine bouche. Dans le bord du « Violon-de-mer », qui date de 1949, aucune de ces parvenues flamboyantes et lugubres auxquelles se reconnaissent aujourd'hui, un peu de haché par-ci, quelques travestis par-là, les « dandys de l'an 2000 ». Des calamités, à défaut, mais qui se recommandent aussi par cette science grandiose qui nous fait savoir que l'écrit est un jeu.



Car il s'agit bien d'un voyage, et même d'un voyage « idiot » (c'est l'opinion du narrateur et rien n'interdit de la partager). Le Violon-de-mer, c'est une merveille pour un lecteur port brésilien, d'utagago, dont on s'aperçoit, pour finir, qu'il n'a jamais existé. Chez lui, faisant des incidents surviennent qui débouchent à chaque fois sur une petite saynète, le tout rapporté au présent et avec la plus grande équilibre sous la forme d'un journal de bord.

Le principe des incidents rappelle à s'y méprendre le premier Inconnu, celui de la Cambricole chausse : tout se déginge, les choses et les mots. Les passages du Violon-de-mer

JACQUES BERSANI.

★ A BORD DU « VIOLON-DE-MER », de Georges Malkine, éditions de la Différence, 125 p., 25 F.

**AM Les grandes traductions**

## Un évènement littéraire : Les deux Asturias les plus attendus.

**Son dernier livre : VENDREDI DES DOULEURS**  
roman traduit par Claude Couffon

**Miguel Angel Asturias**  
Vendredi des douleurs

**Son roman le plus célèbre : MONSIEUR LE PRÉSIDENT**  
nouvelle traduction par Georges Fillement et Dorinda Nouhand

**Miguel Angel Asturias**  
Monsieur le Président

**ALBIN MICHEL**

le « livre du mois » de **tf1**

**Vladimir Voinovitch**  
**LES AVENTURES SINGULIÈRES DU SOLDAT IVAN TCHONKINE**  
roman, Seuil

**Un roman satirique interdit en URSS**

« On comprend que l'Armée Rouge cache ce bousa, cet imbécile heureux, ce soldat Chevki qui ne comprend rien à l'idéologie stalinienne ». (Le Point)

« Un livre drôle, sacrilège et courageux ». (L'Express)

Traduit du russe par A. Préchea et S. Rodov.  
272 pages 39 F.

**SEUIL**

**NICOLAS-CLAUDE PEIRESC**

**Au seuil du XVII<sup>e</sup> siècle, dans un ciel sombre, lourd de nuages, Peiresc grand érudit aixois, défenseur de Galilée, ami de Gassendi, des Dupuy, de Rubens**

Chez les meilleurs libraires : 20 FF/200  
Diffusion Nouveau Quartier Latin  
78, boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS







critique littéraire

# André Stil et le plaisir d'écrire

■ **Elu le mois dernier**  
■ **l'Académie Goncourt**  
■ **présenté comme écrivain militant, André Stil,**  
■ **membre du parti communiste, nous précise ici**  
■ **son esthétique qui relève**  
■ **moins du combat que**  
■ **du plaisir du texte.**

**A**PPELER « écrivain militant » quelqu'un qui ne se livre pas à la littérature pour le plaisir, mais pour le combat, c'est une erreur. Le militantisme n'est pas une posture, c'est une attitude. André Stil, élu le mois dernier à l'Académie Goncourt, en est la preuve. Membre du parti communiste, il nous précise ici son esthétique qui relève moins du combat que du plaisir du texte.

Le roman est une forme littéraire qui a évolué au cours des siècles. Il est devenu un moyen de connaissance, un moyen de communication. André Stil, qui a écrit de nombreux romans, en est un exemple. Son œuvre est marquée par son engagement politique, mais elle est aussi marquée par son amour de la littérature. Il ne cherche pas à imposer une doctrine, mais à partager son plaisir d'écrire.

Il ne cherche pas à imposer une doctrine, mais à partager son plaisir d'écrire. Son œuvre est marquée par son engagement politique, mais elle est aussi marquée par son amour de la littérature. Il ne cherche pas à imposer une doctrine, mais à partager son plaisir d'écrire.

vous peut être loin du vrai. L'écrivain qui ose écrire se dit « réaliste », on le dirait « réaliste », on le dirait « réaliste ». Mais ce n'est pas le cas. L'écrivain qui ose écrire se dit « réaliste », on le dirait « réaliste », on le dirait « réaliste ».

André Stil, élu le mois dernier à l'Académie Goncourt, en est la preuve. Membre du parti communiste, il nous précise ici son esthétique qui relève moins du combat que du plaisir du texte.

## Les moniteurs de la liberté

■ **Une histoire littéraire qui rompt avec le confort des manuels de littérature.**

**L'**EXPRESSION est de Pierre Abraham. « Les moniteurs de la liberté » est une histoire littéraire qui rompt avec le confort des manuels de littérature. Elle est écrite par Pierre Abraham, un écrivain engagé, qui a écrit de nombreux romans et essais. Son œuvre est marquée par son engagement politique, mais elle est aussi marquée par son amour de la littérature.

### La joie industrielle du siècle

« **Les moniteurs de la liberté** rompt avec le confort des manuels de littérature. Elle est écrite par Pierre Abraham, un écrivain engagé, qui a écrit de nombreux romans et essais. Son œuvre est marquée par son engagement politique, mais elle est aussi marquée par son amour de la littérature.

ches en couleurs, créent un dialogue permanent entre la littérature et ce qui la « visualise » dans le travail des hommes. Ici, la « salle de papeterie » d'une planche de l'Encyclopédie ou les métiers à tisser d'El Greco parlent de la joie industrielle du siècle ; là, le regard perdu d'une petite fille de Grèce ou le blottissement de la Princesse de Clèves, son arrière-mémoire, et tout cela marche effectivement vers la liberté.



RAYMOND JAHAN.

## Alceste dans la nuit de Silésie

**V**OUS connaissez mieux Mme Bovary que votre voisine, la bien que la croisant tous les jours, vous ne savez rien de la nuit de Silésie, qui a été la nuit de la liberté. C'est ce que raconte François Bott, dans son roman « Alceste dans la nuit de Silésie ». Le personnage principal, Alceste, est un jeune homme qui cherche à comprendre le monde et à trouver sa place. Il est marqué par son engagement politique, mais il est aussi marqué par son amour de la littérature.

enfin en librairie une nouvelle édition.

## MEMOIRES DE SAINT-SIMON 1691-1694

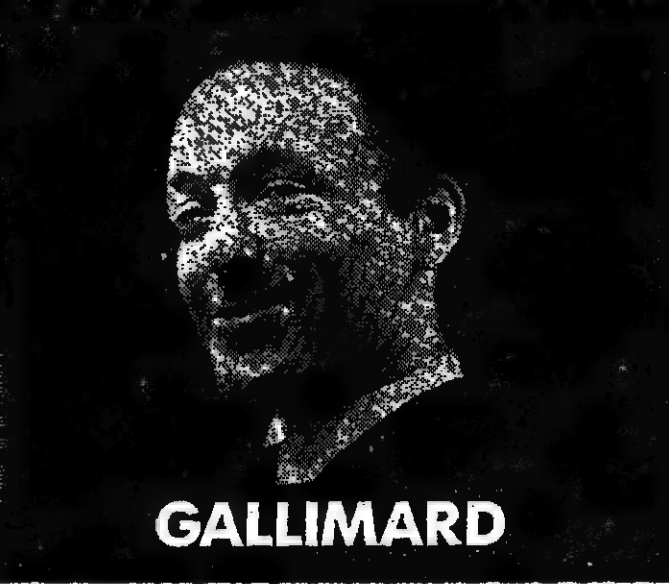
présentation de François-Régis BASTIDE  
édition Boislève  
notes inédites

Prix : 40 F  
340 pages

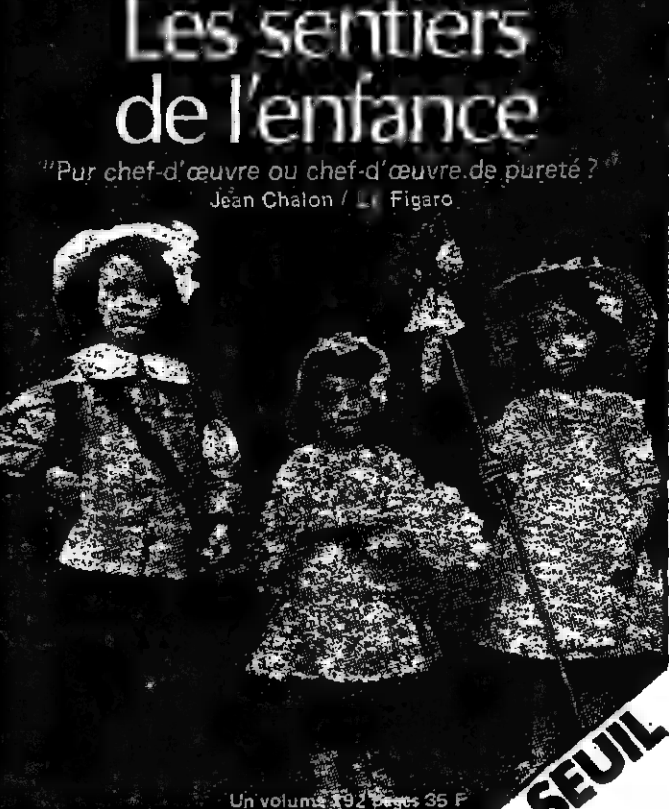
Editions Ramsay

## BOURSE DER NISTOR (Pinkhas Kaganovitch)

## DIDIER MARTIN Il serait une fois...



## Michel Dard Les sentiers de l'enfance



## UNE LIBRAIRIE A DOMICILE inter-livres

Commandez tous vos livres par...  
38-40 av. des Gobelins - 75013 PARIS - Tél. 535.08.46



# JOEL LUGUERN

## "Quel âge as tu, Giao?"

L'histoire vraie d'une petite fille dans le Vietnam en guerre

Mercure de France

### géographie

#### Les redécouvertes d'Armand Frémont

Il y a région et région parce qu'il y a espace et espace.

Le renouvellement contemporain de la géographie régionale a fait de celle-ci une discipline à part entière, celle-ci apparaît comme une discipline autonome, celle-ci a ses propres méthodes, celle-ci a ses propres problèmes.

On ne peut pas dire que la géographie régionale ait été négligée pendant longtemps. Elle a toujours été présente, mais elle n'a pas toujours été prise en compte de manière adéquate. C'est ce que l'on peut constater en lisant les ouvrages d'Armand Frémont.

base concrète, sans aucune théorie, sans aucune méthode, sans aucune discipline. L'être humain se meut dans des espaces différenciés et l'on ne peut pas dire que la géographie régionale ait été négligée pendant longtemps.

PAUL CLAVAL

LA REGION, ESPACE VECU, Armand Frémont, Paris, PUF, 223 p., 40 F.

### Un portrait de la Bretagne

La géographie française a toujours été soucieuse de la diversité régionale. Elle a toujours été soucieuse de la diversité régionale.

La Bretagne a été l'objet de nombreuses études géographiques. Elle a été l'objet de nombreuses études géographiques.

La Bretagne a été l'objet de nombreuses études géographiques. Elle a été l'objet de nombreuses études géographiques.

### Quand on a la santé

Comment se porte le Midi.

L'intérêt renait pour la géographie médicale. Henri Ficheral s'attache à analyser la situation du Midi français. Il s'attache à analyser la situation du Midi français.

Il y a une génération, le poids du Midi se faisait sentir. Il y a une génération, le poids du Midi se faisait sentir.

La tuberculose a été l'objet de nombreuses études géographiques. Elle a été l'objet de nombreuses études géographiques.

La tuberculose a été l'objet de nombreuses études géographiques. Elle a été l'objet de nombreuses études géographiques.

### Nouveau regard sur l'inégal développement

Yves Lacoste ré-écoute la croissance et ses crises.

Yves Lacoste a écrit un livre qui a été l'objet de nombreuses études géographiques. Il a écrit un livre qui a été l'objet de nombreuses études géographiques.

Yves Lacoste a écrit un livre qui a été l'objet de nombreuses études géographiques. Il a écrit un livre qui a été l'objet de nombreuses études géographiques.

### sous-verre instantané...

avec les 3 modèles ENCADRIX, montage facile des photos, dessins, graphiques, gravures, etc. (toutes tailles).

ENCADRIX

Liste des distributeurs : CROCHET 2, 37, rue d'Angoulême - 75001 Paris

### relecture

#### Marcel Aymé dans la t...

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

### L'humour, vertu d...

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

Disons-nous de lire avant d'être forcé de pleurer.

### TOPOR : un imaginaire à illustrer

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

Je ne puis pas qu'il y ait un monde à l'œuvre.

**Annales**

Au sommaire du n° 1 - 1977

- Paléodémographie : une révision, J.-P. BOQUET
- Grecs et indigènes : l'acclimatation des élites, B. F. AGRESTI
- Tyrannie et mariage en Grèce, D. ASHERI
- Détroit en 1880 : espace et ségrégation, O. ZUNZ
- L'urbanisation russe à la fin du XIXe siècle, D. BROWER
- L'urbanisme utopique en U.R.S.S. (1928-1931), S. S. S.

Les Amériques (XVe - XXe siècles)

**armand colin**

**LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES**

Ultra rapidement à des prix imbattables

Modèles vivants

Étroits - larges - Hauts - Profonds

Superposables - juxtaposables

Combinaisons d'assemblages

Spécialité de Rustique

Meubles contemporains et de style

Catalogue illustré gratuit

**LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES**

75014 Paris, rue Froidevaux

Tél. 01.47.72.32

Horaires : mardi 10h à 18h

### Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

### FAUT-IL AVOIR PEUR DES TESTS ?

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

Les tests font peur. Leur caractère inéquitable. Leur caractère inéquitable.

avec les éditions sociales

une documentation scolaire exceptionnelle

enseignants, étudiants, lycéens, pour vos travaux

orthographe et grammaire

2 tomes en 1 seul, 32.000 pages, 1 vol. 50F

Histoire

600 textes, 7 dossiers de l'antiquité à nos jours

Philosophie

l'ABC de la philosophie

Littérature française

une vision globale de la littérature en 6 volumes

HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

فكرنا من الأصل



**JACQUES GOIMARD.**











# SPORTS

## OMNISPORTS

### Jouer avec dix ballons

Mettant en pratique une méthode du football hardie, un jeune professeur d'éducation physique du lycée Janson-de-Sailly, de Paris, a fait jouer pendant une heure par semaine, pendant toute la dernière année scolaire.

Il s'agit de la méthode dite du "dix ballons", qui consiste à jouer avec dix ballons à la fois. Le professeur, M. Guy Misset, explique que cette méthode permet de développer la coordination, la vitesse et la précision. Les élèves jouent en équipes de dix, ce qui favorise la coopération et la communication.

En témoignage, M. Misset cite plusieurs exemples de réussite. Les élèves ont montré une grande motivation et une amélioration notable de leurs performances. Cette méthode est maintenant utilisée dans plusieurs autres écoles de Paris.

Pourquoi, d'autre part, cette méthode est-elle si efficace ? M. Misset explique que le fait de jouer avec dix ballons oblige les élèves à être plus attentifs et plus réactifs.

mauvaises conditions. Car, de plus, les conditions de jeu sont souvent défavorables, ce qui rend la tâche encore plus difficile.

### Filles et garçons

Les enseignements de sport (1). Il y a eu une évolution importante dans la façon de pratiquer le sport. Les filles et les garçons jouent maintenant ensemble, ce qui favorise l'égalité et la coopération.

Enfin, les filles jouent maintenant avec les mêmes ballons que les garçons. Cela permet de développer leur confiance et leur habileté.

RAYMOND POINTU.

## VENTES

### L'ÉQUIPE DE FRANCE SE PRÉPARE POUR LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

L'équipe de France de basket-ball, classée deuxième du tournoi de qualification, se prépare pour les championnats d'Europe. Les joueurs ont travaillé dur pendant les dernières semaines pour être prêts pour le tournoi.

### D'un sport à l'autre...

HOCKEY SUR GLACE. — Au cours de la sixième journée des championnats du monde, qui se disputent à Vienne, le Canada a battu la Finlande 5 à 2, et l'Allemagne fédérale a battu la Roumanie par 6 à 3. Le match s'est malheureusement terminé par des scènes de violence.

FOOTBALL. — C'est un succès français, M. Robert Wurtz, qui a été désigné pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, qui aura lieu à Madrid le 10 mai.

# VENTES

## Détours littéraires

La première partie de la vente de la « Bibliothèque d'un amateur », en décembre dernier, avait rapporté 2 800 000 francs pour 104 lots de livres anciens. Il était difficile d'évaluer par là le succès de la vente, mais les 127 lots de livres modernes dispersés le 22 avril à Drouot-Rive gauche (Maison Carrée) ont permis d'évaluer le succès de la vente.

Ce résultat est très intéressant, car il montre que les livres anciens et modernes sont très recherchés. Les lots de livres modernes ont été vendus à des prix élevés, ce qui est une bonne nouvelle pour les collectionneurs.

Il faut noter que la vente a été organisée avec beaucoup de soin et de professionnalisme. Les lots ont été présentés de manière attractive et les enchères ont été animées.

Mais le meilleur témoignage de la réussite de la vente est sans doute le fait que les lots ont été vendus très rapidement.

La tentation de la fin de la vente de la « Bibliothèque d'un amateur » était l'œuvre de la vente de la « Bibliothèque d'un amateur », en décembre dernier, avait rapporté 2 800 000 francs pour 104 lots de livres anciens.

Il faut noter que la vente a été organisée avec beaucoup de soin et de professionnalisme. Les lots ont été présentés de manière attractive et les enchères ont été animées.

Mais le meilleur témoignage de la réussite de la vente est sans doute le fait que les lots ont été vendus très rapidement.

Après la vente de la « Bibliothèque d'un amateur », la vente de la « Bibliothèque d'un amateur », en décembre dernier, avait rapporté 2 800 000 francs pour 104 lots de livres anciens.

JEAN-MARIE GUILLAUME.

## JEUNESSE

### LES ÉTUDIANTS COMMUNISTES VONT TRANSFORMER LEUR MENSUEL

Le 15 avril, à Champigny (Val-de-Marne), pour leur réunion nationale, trois cents délégués de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.) ont décidé de transformer leur mensuel en revue. Cette décision a été prise à l'unanimité.

# LA VOITURE ET SON A

## L'ombre de l'Amérique

Pas de révolution, mais des évolutions. L'automobile de demain ne sera pas vraiment différente de celle que nous connaissons. Les progrès techniques seront importants, mais ils ne changeront pas fondamentalement la nature de la voiture.

## L'électronique et ses dangers

Les progrès de l'électronique ont permis de réaliser des machines plus puissantes et plus rapides. Cependant, il y a des dangers à ne pas sous-estimer. L'électronique peut être utilisée à des fins militaires ou pour surveiller les citoyens.

## Progrès en

Ces progrès ont permis de réaliser des machines plus puissantes et plus rapides. Cependant, il y a des dangers à ne pas sous-estimer. L'électronique peut être utilisée à des fins militaires ou pour surveiller les citoyens.

## La banalisation des organes

L'électronique ne concerne pas seulement la voiture. Elle est utilisée dans de nombreux domaines, y compris la médecine et l'industrie. Cela permet de réaliser des progrès importants.

## La banalisation des organes

L'électronique ne concerne pas seulement la voiture. Elle est utilisée dans de nombreux domaines, y compris la médecine et l'industrie. Cela permet de réaliser des progrès importants.



# Green Water, vif et vert comme l'océan.

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, mousse à raser, déodorants spray et stick, savon.

JACQUES FATH - PARIS

فكترا من الأصل



# AUTOMOBILE

**Déjà mise en pratique  
en Belgique et en Suisse**

**TOYOTA LANCE EN FRANCE  
UNE ASSISTANCE  
MULTIGARANTIE**

M. François de Vries, président du **Comité de la SIDAT** (Société d'importation et de distribution des **Automobiles Toyota**), a annoncé, mercredi 21 avril, à **Cherbourg**, la mise en œuvre d'une multibranche commerciale à partir du 1<sup>er</sup> mai à tout acheteur d'un véhicule de la marque importé en France par la SIDAT et régulièrement entretenu par un garage de la firme.

Cette **place** **garantie** technique, selon les **normes** du constructeur, pendant **12** mois sans limite de **kilomètres** **et** sans supplément de **prix**. En cas de panne, le **garant** jusqu'à **100** km du **garage** Toyota le plus proche ou, à défaut, jusqu'à **réparer** le **garage** proche. **Le** **garage** également pris en charge jusqu'à concurrence de **400** F, lorsque le véhicule ne peut être réparé sur place dans un délai de **24** heures, elle **couvre** les frais **rapatriement** Toyota le plus proche de **l'endroit** du **pro-**

Travaux de cas où la voiture peut être réparée sur place ou être ramenée à l'étranger, pour couvrir les frais de rapatriement des passagers du véhicule jusqu'à leur domicile (maximum 1.000 F par personne), ainsi que les frais de séjour à l'hôtel ou monastère.

complète pendant sept jours à  
Paris. Elle est également le  
seul véhicule à la fois capable  
d'exploiter les rails de la ligne  
et de franchir les ponts sur place.  
Enfin, si le véhicule ne peut être  
réparé, on pourra le faire  
remplacer par un autre du même  
type pour la poursuite du voyage.

Cette garantie est valable dans toute l'Europe et se transmet en cas de changement de propriétaire. Une assistance multigarantie analogue, mais valable pour trois ans, est appliquée depuis plusieurs mois en Belgique et en Suisse. Cette « super-garantie » a été mise sur pied par la SIDAAT, en collaboration avec le service inter-tour de la société suisse d'assurances Winterthur.

**Le Monde**  
Bureau des Abonnements  
4, rue des Nations  
75014 PARIS - CEDEX 14

C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - TOM.

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

ETRAN (GHE)

(par messagerie)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
133 F 280 F 365 F 480 F  
L. - TUNISIE  
173 F 475 F  
Par voie aérienne  
Text sur demande.  
Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois volets) ven-  
dront bien joindre de chaque 2

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Retour : la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les rems propres en espèces d'imprimerie.

**Le Monde**  
dossiers  
et documents  
NUMERO D'AVRIL

**L'INFORMATIQUE**  
**LES FONCTIONNAIRES**  
Le numéro 4 250 F.  
**LISEZ**  
**Le Monde**  
**des Philatélistes**

[illegible]

|   |                       |    |    |    |    |    |
|---|-----------------------|----|----|----|----|----|
| <b>LOTO</b>   | 6                     | 28 | 29 | 30 | 44 | 46 |
|   | NUMERO COMPLEMENTAIRE |    |    |    |    | 11 |
| TIRAGE No 17  |                       |    |    |    |    |    |
| PROGRAMME LE 5 MAI 1977 - VALIDATION JUSQU'AU 3 MAI 1977 ABBANDON |                       |    |    |    |    |    |

## Vie quotidienne

## LES FERMETURES DU 1<sup>er</sup> MAI

## LES FERMETURES DU 1<sup>ER</sup> MAI

|  |   |
|--|---|
| <b>P.B.C.</b> : service mail des abonnés.<br>C.H.A.P. : service réduit des abonnés.  | ses bureaux et services d'abonnement : 10-12-13, rue Voltaire-191, 6, rue de Valenciennes.                          |
| <b>BANQUE</b> : fermées du vendredi soir 29 avril au mardi matin 2 mai aux heures habituelles.   | Paris-13 <sup>e</sup> : 78, rue du Capitaine-Louis-Blaizot.   |
| <b>SECOURS POPULAIRE</b> : les caisses de secours à domicile sont fermées du vendredi 29 avril à 14 heures au lundi matin 2 mai.                         | Cette année, le 1 <sup>er</sup> Mai sera fêté à Paris, sous la présidence de M. Coustaut, avenue Foyatier (Mairie). |
| <b>ALLOCATIONS FAMILIALES</b> : la caisse départementale des allocations familiales est fermée du vendredi 29 avril à 12 heures au lundi 2 mai au matin. | Mantoux, parcourra l'itinéraire habituel du 1 <sup>er</sup> Mai, avec un arrêt à Mantoux.                           |
| La Majorité Régionale annonce que :  | du vendredi 29 avril à 12 heures au lundi 2 mai au matin.   |
|  | certaines écoles primaires et quelques cinémas resteront ouverts.   |

médaille de l'aéronautique, portant promotion et nomination dans l'ordre des palmes académiques; des armoiries portant nom et nom de famille; des armoiries de la commune; de la police française, accordant une récompense, pour actes de courage et de dévouement; - confiant la médaille de la gendarmerie nationale portant nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur; de la médaille de citoyen de l'ordre de l'armée; des décorations portant attribution de la médaille d'honneur du service de santé des armées; portant attribution de la médaille d'honneur de la marine; des médailles et de la robe.

● **Sévérité** — Pour cent des délinquants ont été remis à l'administration pénitentiaire, mais, par un permis de chasse qui s'est déroulé le 23 avril dans toute la France. Plus de 80 000 personnes ont participé à l'événement. Les résultats, portant sur quatre-vingt-dix départements, 64 238 chasseurs se sont présentés à la chasse. C'est un chiffre qui précède le ministère de l'environnement. Malgré le nombre de « croisés », les futurs chasseurs ont obtenu 240 permis plus nombreux qu'en 1976 ; 240 chasseurs avaient en effet été l'année dernière, soit 10 de

alles ; Partie d'une pièce. — X. Personnage pieux ou malin. Bien défini ; D'un caractère. — XI. Malade incurable.

**VERTICALIEN**

1. Allume ses deux bougies au même endroit : 2. Inconnu ; 3. Beau ; 4. Inconnu ; 5. Inconnu ; 6. Poète ; 7. Dénouement ; 8. Conche polonoise ; 9. Le étranger ; 10. Fran. par le Transsylvanien ; 11. Expédition en série ; 12. Ce qu'il y a de plus méprisable parmi les hommes ; Divinité ; 13. Particulis la comédie ; 14. L'épreuve ; 15. Pronom ; 16. Enfant de Bohême ; 17. Si bien entouré ; 18. Voyage au ralenti ; 19. Sont toujours bons à quelque chose ; 20. Inconnu ; 21. Inconnu ; 22. Inconnu ; 23. Inconnu ; 24. Inconnu ; 25. Inconnu ; 26. Inconnu ; 27. Inconnu ; 28. Inconnu ; 29. Inconnu ; 30. Inconnu ; 31. Inconnu ; 32. Inconnu ; 33. Inconnu ; 34. Inconnu ; 35. Inconnu ; 36. Inconnu ; 37. Inconnu ; 38. Inconnu ; 39. Inconnu ; 40. Inconnu ; 41. Inconnu ; 42. Inconnu ; 43. Inconnu ; 44. Inconnu ; 45. Inconnu ; 46. Inconnu ; 47. Inconnu ; 48. Inconnu ; 49. Inconnu ; 50. Inconnu ; 51. Inconnu ; 52. Inconnu ; 53. Inconnu ; 54. Inconnu ; 55. Inconnu ; 56. Inconnu ; 57. Inconnu ; 58. Inconnu ; 59. Inconnu ; 60. Inconnu ; 61. Inconnu ; 62. Inconnu ; 63. Inconnu ; 64. Inconnu ; 65. Inconnu ; 66. Inconnu ; 67. Inconnu ; 68. Inconnu ; 69. Inconnu ; 70. Inconnu ; 71. Inconnu ; 72. Inconnu ; 73. Inconnu ; 74. Inconnu ; 75. Inconnu ; 76. Inconnu ; 77. Inconnu ; 78. Inconnu ; 79. Inconnu ; 80. Inconnu ; 81. Inconnu ; 82. Inconnu ; 83. Inconnu ; 84. Inconnu ; 85. Inconnu ; 86. Inconnu ; 87. Inconnu ; 88. Inconnu ; 89. Inconnu ; 90. Inconnu ; 91. Inconnu ; 92. Inconnu ; 93. Inconnu ; 94. Inconnu ; 95. Inconnu ; 96. Inconnu ; 97. Inconnu ; 98. Inconnu ; 99. Inconnu ; 100. Inconnu ; 101. Inconnu ; 102. Inconnu ; 103. Inconnu ; 104. Inconnu ; 105. Inconnu ; 106. Inconnu ; 107. Inconnu ; 108. Inconnu ; 109. Inconnu ; 110. Inconnu ; 111. Inconnu ; 112. Inconnu ; 113. Inconnu ; 114. Inconnu ; 115. Inconnu ; 116. Inconnu ; 117. Inconnu ; 118. Inconnu ; 119. Inconnu ; 120. Inconnu ; 121. Inconnu ; 122. Inconnu ; 123. Inconnu ; 124. Inconnu ; 125. Inconnu ; 126. Inconnu ; 127. Inconnu ; 128. Inconnu ; 129. Inconnu ; 130. Inconnu ; 131. Inconnu ; 132. Inconnu ; 133. Inconnu ; 134. Inconnu ; 135. Inconnu ; 136. Inconnu ; 137. Inconnu ; 138. Inconnu ; 139. Inconnu ; 140. Inconnu ; 141. Inconnu ; 142. Inconnu ; 143. Inconnu ; 144. Inconnu ; 145. Inconnu ; 146. Inconnu ; 147. Inconnu ; 148. Inconnu ; 149. Inconnu ; 150. Inconnu ; 151. Inconnu ; 152. Inconnu ; 153. Inconnu ; 154. Inconnu ; 155. Inconnu ; 156. Inconnu ; 157. Inconnu ; 158. Inconnu ; 159. Inconnu ; 160. Inconnu ; 161. Inconnu ; 162. Inconnu ; 163. Inconnu ; 164. Inconnu ; 165. Inconnu ; 166. Inconnu ; 167. Inconnu ; 168. Inconnu ; 169. Inconnu ; 170. Inconnu ; 171. Inconnu ; 172. Inconnu ; 173. Inconnu ; 174. Inconnu ; 175. Inconnu ; 176. Inconnu ; 177. Inconnu ; 178. Inconnu ; 179. Inconnu ; 180. Inconnu ; 181. Inconnu ; 182. Inconnu ; 183. Inconnu ; 184. Inconnu ; 185. Inconnu ; 186. Inconnu ; 187. Inconnu ; 188. Inconnu ; 189. Inconnu ; 190. Inconnu ; 191. Inconnu ; 192. Inconnu ; 193. Inconnu ; 194. Inconnu ; 195. Inconnu ; 196. Inconnu ; 197. Inconnu ; 198. Inconnu ; 199. Inconnu ; 200. Inconnu ; 201. Inconnu ; 202. Inconnu ; 203. Inconnu ; 204. Inconnu ; 205. Inconnu ; 206. Inconnu ; 207. Inconnu ; 208. Inconnu ; 209. Inconnu ; 210. Inconnu ; 211. Inconnu ; 212. Inconnu ; 213. Inconnu ; 214. Inconnu ; 215. Inconnu ; 216. Inconnu ; 217. Inconnu ; 218. Inconnu ; 219. Inconnu ; 220. Inconnu ; 221. Inconnu ; 222. Inconnu ; 223. Inconnu ; 224. Inconnu ; 225. Inconnu ; 226. Inconnu ; 227. Inconnu ; 228. Inconnu ; 229. Inconnu ; 230. Inconnu ; 231. Inconnu ; 232. Inconnu ; 233. Inconnu ; 234. Inconnu ; 235. Inconnu ; 236. Inconnu ; 237. Inconnu ; 238. Inconnu ; 239. Inconnu ; 240. Inconnu ; 241. Inconnu ; 242. Inconnu ; 243. Inconnu ; 244. Inconnu ; 245. Inconnu ; 246. Inconnu ; 247. Inconnu ; 248. Inconnu ; 249. Inconnu ; 250. Inconnu ; 251. Inconnu ; 252. Inconnu ; 253. Inconnu ; 254. Inconnu ; 255. Inconnu ; 256. Inconnu ; 257. Inconnu ; 258. Inconnu ; 259. Inconnu ; 260. Inconnu ; 261. Inconnu ; 262. Inconnu ; 263. Inconnu ; 264. Inconnu ; 265. Inconnu ; 266. Inconnu ; 267. Inconnu ; 268. Inconnu ; 269. Inconnu ; 270. Inconnu ; 271. Inconnu ; 272. Inconnu ; 273. Inconnu ; 274. Inconnu ; 275. Inconnu ; 276. Inconnu ; 277. Inconnu ; 278. Inconnu ; 279. Inconnu ; 280. Inconnu ; 281. Inconnu ; 282. Inconnu ; 283. Inconnu ; 284. Inconnu ; 285. Inconnu ; 286. Inconnu ; 287. Inconnu ; 288. Inconnu ; 289. Inconnu ; 290. Inconnu ; 291. Inconnu ; 292. Inconnu ; 293. Inconnu ; 294. Inconnu ; 295. Inconnu ; 296. Inconnu ; 297. Inconnu ; 298. Inconnu ; 299. Inconnu ; 300. Inconnu ; 301. Inconnu ; 302. Inconnu ; 303. Inconnu ; 304. Inconnu ; 305. Inconnu ; 306. Inconnu ; 307. Inconnu ; 308. Inconnu ; 309. Inconnu ; 310. Inconnu ; 311. Inconnu ; 312. Inconnu ; 313. Inconnu ; 314. Inconnu ; 315. Inconnu ; 316. Inconnu ; 317. Inconnu ; 318. Inconnu ; 319. Inconnu ; 320. Inconnu ; 321. Inconnu ; 322. Inconnu ; 323. Inconnu ; 324. Inconnu ; 325. Inconnu ; 326. Inconnu ; 327. Inconnu ; 328. Inconnu ; 329. Inconnu ; 330. Inconnu ; 331. Inconnu ; 332. Inconnu ; 333. Inconnu ; 334. Inconnu ; 335. Inconnu ; 336. Inconnu ; 337. Inconnu ; 338. Inconnu ; 339. Inconnu ; 340. Inconnu ; 341. Inconnu ; 342. Inconnu ; 343. Inconnu ; 344. Inconnu ; 345. Inconnu ; 346. Inconnu ; 347. Inconnu ; 348. Inconnu ; 349. Inconnu ; 350. Inconnu ; 351. Inconnu ; 352. Inconnu ; 353. Inconnu ; 354. Inconnu ; 355. Inconnu ; 356. Inconnu ; 357. Inconnu ; 358. Inconnu ; 359. Inconnu ; 360. Inconnu ; 361. Inconnu ; 362. Inconnu ; 363. Inconnu ; 364. Inconnu ; 365. Inconnu ; 366. Inconnu ; 367. Inconnu ; 368. Inconnu ; 369. Inconnu ; 370. Inconnu ; 371. Inconnu ; 372. Inconnu ; 373. Inconnu ; 374. Inconnu ; 375. Inconnu ; 376. Inconnu ; 377. Inconnu ; 378. Inconnu ; 379. Inconnu ; 380. Inconnu ; 381. Inconnu ; 382. Inconnu ; 383. Inconnu ; 384. Inconnu ; 385. Inconnu ; 386. Inconnu ; 387. Inconnu ; 388. Inconnu ; 389. Inconnu ; 390. Inconnu ; 391. Inconnu ; 392. Inconnu ; 393. Inconnu ; 394. Inconnu ; 395. Inconnu ; 396. Inconnu ; 397. Inconnu ; 398. Inconnu ; 399. Inconnu ; 400. Inconnu ; 401. Inconnu ; 402. Inconnu ; 403. Inconnu ; 404. Inconnu ; 405. Inconnu ; 406. Inconnu ; 407. Inconnu ; 408. Inconnu ; 409. Inconnu ; 410. Inconnu ; 411. Inconnu ; 412. Inconnu ; 413. Inconnu ; 414. Inconnu ; 415. Inconnu ; 416. Inconnu ; 417. Inconnu ; 418. Inconnu ; 419. Inconnu ; 420. Inconnu ; 421. Inconnu ; 422. Inconnu ; 423. Inconnu ; 424. Inconnu ; 425. Inconnu ; 426. Inconnu ; 427. Inconnu ; 428. Inconnu ; 429. Inconnu ; 430. Inconnu ; 431. Inconnu ; 432. Inconnu ; 433. Inconnu ; 434. Inconnu ; 435. Inconnu ; 436. Inconnu ; 437. Inconnu ; 438. Inconnu ; 439. Inconnu ; 440. Inconnu ; 441. Inconnu ; 442. Inconnu ; 443. Inconnu ; 444. Inconnu ; 445. Inconnu ; 446. Inconnu ; 447. Inconnu ; 448. Inconnu ; 449. Inconnu ; 450. Inconnu ; 451. Inconnu ; 452. Inconnu ; 453. Inconnu ; 454. Inconnu ; 455. Inconnu ; 456. Inconnu ; 457. Inconnu ; 4

**Horizontalement**  
1. Cigale. — II. Idem. — Do.  
— EL. Génitif. — IV. Allée. — V.  
— V. Le. — St. — I. A. — VI. Pier-  
re. — VII. En. — VIII. R. — IX.  
— X. V. — XI. Enroulé. — XII. S.  
— XIII. A. — XIV. Usuel. — XV.  
— Ras. — SLP. — XI. En. — Potelé.

**Verticalement**  
1. Cigale. — Acre. — 2. Adèle.  
— EM. — Au. — 3. Dén. — Pneus.  
— 4. Émissions. — 5. Tétrars. — 6.  
— 7. L. — 8. R. — 9. R. — 10. R.  
— 11. — 12. — 13. — 14. — 15.  
— 16. — 17. — 18. — 19. — 20. — 21. — 22. — 23. — 24. — 25. — 26. — 27. — 28. — 29. — 30. — 31. — 32. — 33. — 34. — 35. — 36. — 37. — 38. — 39. — 40. — 41. — 42. — 43. — 44. — 45. — 46. — 47. — 48. — 49. — 50. — 51. — 52. — 53. — 54. — 55. — 56. — 57. — 58. — 59. — 60. — 61. — 62. — 63. — 64. — 65. — 66. — 67. — 68. — 69. — 70. — 71. — 72. — 73. — 74. — 75. — 76. — 77. — 78. — 79. — 80. — 81. — 82. — 83. — 84. — 85. — 86. — 87. — 88. — 89. — 90. — 91. — 92. — 93. — 94. — 95. — 96. — 97. — 98. — 99. — 100. — 101. — 102. — 103. — 104. — 105. — 106. — 107. — 108. — 109. — 110. — 111. — 112. — 113. — 114. — 115. — 116. — 117. — 118. — 119. — 120. — 121. — 122. — 123. — 124. — 125. — 126. — 127. — 128. — 129. — 130. — 131. — 132. — 133. — 134. — 135. — 136. — 137. — 138. — 139. — 140. — 141. — 142. — 143. — 144. — 145. — 146. — 147. — 148. — 149. — 150. — 151. — 152. — 153. — 154. — 155. — 156. — 157. — 158. — 159. — 160. — 161. — 162. — 163. — 164. — 165. — 166. — 167. — 168. — 169. — 170. — 171. — 172. — 173. — 174. — 175. — 176. — 177. — 178. — 179. — 180. — 181. — 182. — 183. — 184. — 185. — 186. — 187. — 188. — 189. — 190. — 191. — 192. — 193. — 194. — 195. — 196. — 197. — 198. — 199. — 200. — 201. — 202. — 203. — 204. — 205. — 206. — 207. — 208. — 209. — 210. — 211. — 212. — 213. — 214. — 215. — 216. — 217. — 218. — 219. — 220. — 221. — 222. — 223. — 224. — 225. — 226. — 227. — 228. — 229. — 230. — 231. — 232. — 233. — 234. — 235. — 236. — 237. — 238. — 239. — 240. — 241. — 242. — 243. — 244. — 245. — 246. — 247. — 248. — 249. — 250. — 251. — 252. — 253. — 254. — 255. — 256. — 257. — 258. — 259. — 260. — 261. — 262. — 263. — 264. — 265. — 266. — 267. — 268. — 269. — 270. — 271. — 272. — 273. — 274. — 275. — 276. — 277. — 278. — 279. — 280. — 281. — 282. — 283. — 284. — 285. — 286. — 287. — 288. — 289. — 290. — 291. — 292. — 293. — 294. — 295. — 296. — 297. — 298. — 299. — 300. — 301. — 302. — 303. — 304. — 305. — 306. — 307. — 308. — 309. — 310. — 311. — 312. — 313. — 314. — 315. — 316. — 317. — 318. — 319. — 320. — 321. — 322. — 323. — 324. — 325. — 326. — 327. — 328. — 329. — 330. — 331. — 332. — 333. — 334. — 335. — 336. — 337. — 338. — 339. — 340. — 341. — 342. — 343. — 344. — 345. — 346. — 347. — 348. — 349. — 350. — 351. — 352. — 353. — 354. — 355. — 356. — 357. — 358. — 359. — 360. — 361. — 362. — 363. — 364. — 365. — 366. — 367. — 368. — 369. — 370. — 371. — 372. — 373. — 374. — 375. — 376. — 377. — 378. — 379. — 380. — 381. — 382. — 383. — 384. — 385. — 386. — 387. — 388. — 389. — 390. — 391. — 392. — 393. — 394. — 395. — 396. — 397. — 398. — 399. — 400. — 401. — 402. — 403. — 404. — 405. — 406. — 407. — 408. — 409. — 410. — 411. — 412. — 413. — 414. — 415. — 416. — 417. — 418. — 419. — 420. — 421. — 422. — 423. — 424. — 425. — 426. — 427. — 428. — 429. — 430. — 431. — 432. — 433. — 434. — 435. — 436. — 437. — 438. — 439. — 440. — 441. — 442. — 443. — 444. — 445. — 446. — 447. — 448. — 449. — 450. — 451. — 452. — 453. — 454. — 455. — 456. — 457. — 458. — 459. — 460. — 461. — 462. — 463. — 464. — 465. — 466. — 467. — 468. — 469. — 470. — 471. — 472. — 473. — 474. — 475. — 476. — 477. — 478. — 479. — 480. — 481. — 482. — 483. — 484. — 485. — 486. — 487. — 488. — 489. — 490. — 491. — 492. — 493. — 494. — 495. — 496. — 497. — 498. — 499. — 500. — 501. — 502. — 503. — 504. — 505. — 506. — 507. — 508. — 509. — 510. — 511. — 512. — 513. — 514. — 515. — 516. — 517. — 518. — 519. — 520. — 521. — 522. — 523. — 524. — 525. — 526. — 527. — 528. — 529. — 530. — 531. — 532. — 533. — 534. — 535. — 536. — 537. — 538. — 539. — 540. — 541. — 542. — 543. — 544. — 545. — 546. — 547. — 548. — 549. — 550. — 551. — 552. — 553. — 554. — 555. — 556. — 557. — 558. — 559. — 560. — 561. — 562. — 563. — 564. — 565. — 566. — 567. — 568. — 569. — 570. — 571. — 572. — 573. — 574. — 575. — 576. — 577. — 578. — 579. — 580. — 581. — 582. — 583. — 584. — 585. — 586. — 587. — 588. — 589. — 590. — 591. — 592. — 593. — 594. — 595. — 596. — 597. — 598. — 599. — 600. — 601. — 602. — 603. — 604. — 605. — 606. — 607. — 608. — 609. — 610. — 611. — 612. — 613. — 614. — 615. — 616. — 617. — 618. — 619. — 620. — 621. — 622. — 623. — 624. — 625. — 626. — 627. — 628. — 629. — 630. — 631. — 632. — 633. — 634. — 635. — 636. — 637. — 638. — 639. — 640. — 641. — 642. — 643. — 644. — 645. — 646. — 647. — 648. — 649. — 650. — 651. — 652. — 653. — 654. — 655. — 656. — 657. — 658. — 659. — 660. — 661. — 662. — 663. — 664. — 665. — 666. — 667. — 668.

7



















|                          | La ligne 1 | La ligne 2 |
|--------------------------|------------|------------|
| OFFRES D'EMPLOI          | 40,00      | 45,76      |
| Placards encadrés 2 et + |            |            |
| (la ligne colonne)       | 42,00      | 48,04      |
| DEMANDES D'EMPLOI        | 9,00       | 10,29      |
| Placards encadrés 2 et + |            |            |
| (la ligne colonne)       | 70,00      | 80,08      |

## ANNONCES CLASSEES

|                     | La ligne 1 | La ligne 2 |
|---------------------|------------|------------|
| "Placards encadrés" | 28,00      | 32,03      |
| Double insertion    | 34,00      | 43,47      |
| "Placards encadrés" | 40,00      | 45,76      |
| L'AGENDA DU MOIS    | 28,00      | 32,03      |

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

**Vous êtes un professionnel** de l'assurance-vie, vous souhaitez participer à la révolution, qui a été initiée par la formation complètement son rôle de produits qui vont se substituer à ceux que vous avez pu connaître.

**QUATRE POSTES DE DÉLÉGUÉ COMMERCIAL**, à pourvoir pour la région parisienne dans notre réseau de vente.

Si vous possédez la qualification requise, contactez-nous sans plus tarder.

Téléphone : 01-27-76 243.

### offres d'emploi

#### GRUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ

##### AUDIT INTERNE

— ayant minimum 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction, — une entreprise, soit dans un secteur, — supérieure à l'expérience bancaire souhaitable.

Envoyer avec photo et prétentions à : **GRUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ**, 75009 Paris (8<sup>e</sup> arr.), 11, rue de Valenciennes.

### offres d'emploi

### offres d'emploi



### emplois régionaux

La filiale française d'un groupe industriel multinational, l'un des tout premiers dans sa branche, cherche son

## DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Un homme de prospective...

Ses responsabilités s'exerceront dans un double domaine :

— maintenance par un rôle de maintien en bon état de fonctionnement de l'outil de production, de l'outil de grande consommation, des machines à l'exception de la fonction réglage.

— prospective industrielle par un rôle de développement des techniques industrielles et de l'organisation, la maintenance et la mise au point d'équipements nouveaux, ainsi qu'une participation à l'élaboration du plan de développement industriel de la filiale.

Nous souhaitons rencontrer un Centralien, A. et M. ou équivalent d'environ 35 ans, parlant couramment l'Anglais et ayant une expérience technique dans l'industrie. Le candidat devra en outre avoir un potentiel et une personnalité tels qu'on puisse envisager ultérieurement son développement dans d'autres secteurs du groupe.

Ce poste est à pourvoir une grande université du Centre, la dimension et ses perspectives d'évolution justifient une rémunération à haut niveau. Envoyer votre dossier avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01** qui

Société de Transformation leader dans sa spécialité avec quatre usines en France

Recherche pour son usine de Paris

**UN COLLABORATEUR**

**TECHNIQUE-COMMERCIAL**

Allemand indispensable. Formation technique I.U.T. ou similaire, mais ayant qualité d'animateur confirmé par son expérience. Déplacements fréquents. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : **10274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01**

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'Administration P.T.T.

### le centre national d'études des télécommunications

recherche

### DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS

ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications.

Titulaire française exigée.

Rémunération : 3 800 F à 4 200 F par mois + diplôme

Postes à pourvoir

**C.N.E.T. région parisienne :**

**Communication**

Logiciel en commutation électronique. Électronisation des commutateurs électromécaniques. Logiciel pour le test de circuits électroniques. Étude de systèmes logiques programmables. Étude de réseaux pour la future plan de numérotage. Étude de systèmes de transfert de données. Logiciel pour la planification des grands réseaux. Étude technique des matériels. Infrastructure des systèmes de commutation électronique. Conception d'outils d'implémentation en commutation électronique.

**Transmission et distribution**

Étude de l'impact de l'électronique. Étude d'équipements adaptés aux nouveaux réseaux et aux nouveaux services.

**Transmission de données et d'images**

Applications informatiques en télécommunications de messages. Responsable d'un réseau expérimental de téléphonie. Étude de dispositifs pour réseaux de transmission de données.

**Recherche en composants**

Conception et réalisation de composants. Réalisation de prototypes.

**C.N.E.T. Lannion :**

**Transmission Numérique**

Mise en œuvre de matériels numériques. Études de systèmes numériques à haut débit.

**Acoustique et Services Spéciaux**

Ergonomie des services pour l'optimisation de l'enseignement téléphonique. Étude de perceptions auditives.

**Physique et Mesures**

Chimie des plastiques et des polymères pour les câbles de transmission. Étude de la mesure.

**Recherches en Communication Intégrée**

Évaluation de la qualité de service des réseaux de transmission. Intégration de la communication et de la transmission numérique.

**Informatique**

Études d'interfaces avec les utilisateurs.

Adresser C.V. et photo en indiquant le poste à pourvoir à : **C.N.E.T. - Département du Personnel**

38/40, av. du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

téléphone : 01-85-85-85

UNE Parisienne de Renovation Immobilière

recrute pour son siège à Paris : Deux Négociateurs Confirmés. Rémunération importante plus C.V. manuscrit avec photo, si possible. Disposition et réponse assurées. O.S.P. Service « A », 28, boulevard des Italiens, Paris, qui transmettra.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**COLLABORATEURS grand**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé professionnel. - Se présenter : 9 à 21, sente des Dardes, Paris, ou à Paris, au Panthéon.

**URGENT**

Importante Association Médicale Sociale recherche pour CENTRE CHIRURGICAL XIX<sup>e</sup>, les environs (Paris) D.E. 1 week-end sur 2, 40 h. hebdo. avantages sociaux, reprise passé











# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

## Énergie et indépendance nationale

par ROBERT LATTES (\*)

LES... au plan Carter sur l'énergie ne pas près s'éteindre. Les conséquences... : acquiescement fondamental, la nouvelle politique énergétique américaine... d'une... courageuse, d'une... guerre que... réclame... dans... à l'obliger, en effet, la... révisions de... politiques, ne serait-ce que pour... compte de... politique américaine.

Le président Carter... évoquant une catastrophe nationale, il est... l'enjeu. Comment... lors baptiser le risque — par définition plus important qu'une catastrophe — pour... qui ne disposent... richesses énergétiques... recèle le... américain? Au-delà d'un simple... méditation politique urgente pour la France, la... des nations européennes... la lecture... l'ensemble des décisions américaines... peut-être... aux premiers commentateurs, que... raisons ne... réjouir.

Si l'on se place, en effet, au point de vue de la France, le plan Carter... aspects positifs... aspects négatifs... mesures qui... véritables économies d'énergie... d'abord parce qu'elles réduiront les besoins mondiaux;... qu'on s'en inspire utilement en prenant simi-

Mais quand il y a des succès, l'indépendance... le prix, une unique... économique, les... technologie... embargo américain... d'équipement... On ne peut d'ailleurs pas... — une... — en fait... l'ampleur... humaine et financière à consentir, excessive pour un... du continent, l'impudence de l'Europe à construire au... que globale et... de... énergétique qui pourrait... permettre des positions de négociation, et... États-Unis.

En particulier pour la politique nucléaire : développement... coup d'arrêt des surrégénérateurs. Cela se traduit d'abord par... appro-

Cela signifierait... à... en perspective... — si l'on... les... surrégénérateurs, — une... (déjà... du seul fait de la position américaine) sur les approvisionnements et les prix de... traditionnelles; une... et approfondie, de l'O.C.D.E., suffit pour s'en convaincre, qui... l'accent sur les risques... productions... d'uranium...

Admettons... à... un... aux surrégénérateurs... tous arrière-pensées, indépendantes, par exemple, du... que... pays, comme la France, ont une avance, aujourd'hui technique, demain commerciale, ce domaine. Si les... du président Carter se trompent, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils ont le tort... que les surrégénérateurs... pour... la période-cris qui va au moins de 1980... pour... la... pouvoir et recourir... énergétiques (charbon, gaz, pétrole, uranium, etc.) du... Mais...

Il y a beaucoup de... dont... leur permettant de... tromper? L'U.R.S.S. a... coup... qui, pourtant, développe... technologie... surrégénérateurs. Il pourrait... position... d'insupportables... pour ceux qui ne peuvent peut-être... se... de cette voie.

Il n'est... inutile à ce point de se... que le nouveau... nement... d'une limitation du nucléaire un thème... confronté aux dures réalités. Il paraît abandonner... façon... progressive que... N'oublions... non plus qu'une opinion publique... peut-être... aussi... tromper. Il pourrait être dramatique... un jour... pu naître... rapport... dont les gouvernements... de l'avant... aucun... de... opinions publiques.

Mais... invoquées... le président Carter... les... gaullois; ne... danger la liberté d'agir, en tant... souveraine, dans les... internationales; réduire la vulnérabilité... embargo en puissance... recourir... d'intégration déséquilibrée du fait d'un volume trop... d'importations.

Il... imaginable que le président... un... pour le... en reprendre son compte de... objectifs, au demeurant... Su pose alors une question essentielle : quelle politique énergétique... la... France? Avant même d'y répondre on comprend déjà que les... appro- priées, parce qu'elles... tenir compte des... françaises et que la France... les États-Unis, passeront... par... de... en matière... seulement.

tout savoir sur  
**SC.PO**  
Préparation-Études.  
CEPES  
722.84.94

**alfa romeo**  
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF  
**GAP**  
122 R. VAILLANT-COUTURIER  
93130 NOISY-le-SEC  
PANTIN 845-97-67

**OPERATION POSE**  
Derniers Jours  
POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES  
1000F PASSES AVANT LE 30 AVRIL 1977

**MONDIAL MOQUETTE**  
LES PRIX  
LE CHOIX et LE STOCK

APPORTEZ VOS DIMENSIONS  
LE PLUS GRAND SOLDEUR

PARIS 13<sup>e</sup> : 114, rue Darnemoi  
Tél. : 606.65.73  
SAINT-DENIS : 73, rue de la République  
Tél. : 620.50.50  
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallien  
Tél. : 605.45.12  
Trappes : 123, rue d'Auteuil  
Tél. : 461.70.12  
Maisons-Alfort : 123, rue Jean-Jaures - R.N. 5  
Tél. : 388.44.70  
FOSSES-LES-MOULINOIS : Zone Industrielle  
Tél. : 471.03.44  
PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz  
Face gare d'Austerlitz  
Tél. : 331.72.38  
SARCELLES : 23, av. Division Leclerc - R.N. 16  
Tél. : 590.60.77  
PARIS 14<sup>e</sup> : 80, bd Jourdain  
50 m Porte d'Orléans  
Tél. : 539.38.62  
PARIS 18<sup>e</sup> : 144, bd de la Villette  
M<sup>o</sup> Cl Fabien et J. Jaures  
203.00.79

Pour le Golfe?  
**Gulf Air**  
...naturellement.

BAHRAIN - DHAHRAN - DOHA - ABU DHABI  
DUBAI - MUSCAT

Les lignes... Paris - Le Golfe, voyagez en TRISTAR Gulf Air, l'avion le plus luxueux du monde. Vous goûterez le charme de l'hospitalité arabe.

Fréquences hebdomadaires :  
Paris - M... Mercredi, Jeudi, Vendredi, Dimanche  
Paris - Dubaï : Lundi, Mercredi, Jeudi, Vendredi  
Paris - Abu Dhabi : Mardi, Jeudi, Vendredi, Dimanche  
Paris - Bahrain : Mardi, Jeudi  
Paris - Doha : Lundi, Vendredi  
en TRISTAR... jours, vols en VC 10.

Réservation passager UTA Agent général : (1) 776.41.52  
Fret : (1) 864.11.11  
Renseignements : (1) 261.53.16 et 17

Gulf Air, quand les voyages d'affaires deviennent détente.

**GULF AIR**  
75001 Paris, tél. : (1) 261.53.16 et 17, télex : 211639







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AGRICULTURE

### MONNAIES

#### Les « 24 » préconisent des emprunts groupés des pays les plus pauvres garantis par la Banque mondiale

Les ministres des finances composant le « comité intermédiaire » du Fonds monétaire international (F.M.I.) devaient ce jeudi 28 avril tenir à Washington leur session de travail prévue pour deux jours (le Monde du 27 avril). Le Comité de développement, organisme commun au F.M.I. et à la Banque mondiale, dont les membres sont souvent les mêmes que ceux du comité intermédiaire, s'est réuni mercredi. Son président, le ministre des finances des Philippines, M. Cesar Virata, a annoncé qu'un état mis d'accord sur certains moyens d'améliorer l'accès des pays pauvres au marché international des capitaux.

M. Virata a précisé que le Comité de développement avait examiné en particulier la possibilité, pour une dizaine de pays pauvres, d'obtenir des emprunts sur le marché international, de pouvoir émettre des obligations en obtenant une garantie partielle de la Banque mondiale.

Le groupe des « Vingt-Quatre » (représentant les pays en voie de développement) et le groupe des « Dix » (pays industrialisés) se

sont réunis chacun de son côté pour préparer la session du comité intermédiaire. C'est une augmentation de 100 % des quotes-parts du F.M.I. que réclame le groupe des Vingt-Quatre, et non pas de 75 % comme on le disait la veille à Washington. Dans la conférence de presse qu'il a donnée, le président du groupe, M. Robert Gardiner (Chana), a précisé que les Vingt-Quatre n'avaient pas discuté de la question d'un éventuel « moratoire » des dettes.

Le groupe des Dix, pour sa part, a consacré une partie de ses discussions au « fonds Kissinger », qui devait être créé dans le cadre de l'O.C.D.E. inutile de répéter ce projet, ont estimé les ministres présents, sauf au cas où la « facilité Witterveen » ne viendrait pas le jour. Les Dix ont des vues divergentes sur le pourcentage d'augmentation des quotes-parts du F.M.I. : certains pensent que 25 % seraient insuffisants, d'autres ont parlé de 50 %. En revanche, les Dix sont opposés à l'extension de droits de tirage spéciaux réclamés dans le communiqué publié par les Vingt-Quatre.

#### NOUVEAU EMPRUNT DU PORTUGAL AUPRÈS DU F.M.I.

Washington (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international a annoncé l'ouverture d'un nouveau crédit de 62,4 millions de dollars de tirage spécial (42,2 millions de dollars) au Portugal.

Ce crédit, annoncé peu après la visite à Washington, à la fin de la semaine dernière, du premier ministre portugais, a pour but de réduire le déficit de la balance des paiements intérieure et les importations, et en attendant les investissements et les exportations, déclare le F.M.I. dans son communiqué. Il ajoute que la dévaluation de l'escudo, en février 1977, a constitué l'un des éléments essentiels de ce programme.

Les emprunts du Portugal au F.M.I. totalisent actuellement 202,5 millions de D.T.S.

De son côté, le rapport annuel de la Bundesbank révèle que le total des prêts consentis au Portugal depuis le début de 1976 par la Banque de réglementation internationale et des banques centrales étrangères atteint 159 millions de dollars.

#### LA BUNDESBANK : les salaires ont progressé trop vite en Allemagne fédérale.

La Bundesbank dresse un bilan critique de la situation économique en R.F.A. dans son rapport annuel de 1976 publié mercredi 7 avril à Francfort. L'évolution des salaires depuis 1970 a conduit à une diminution considérable de la marge bénéficiaire des entreprises en R.F.A. et, indirectement, à une dégradation du marché du travail. La progression annuelle des revenus du travail a atteint en moyenne pour chaque salarié 10,5 % entre 1970 et 1976, tandis que, dans le même temps, la productivité des entreprises n'a augmenté que de 3,5 %.

La Bundesbank souligne les charges sociales ont, de leur côté, suivi une croissance régulière de 6,5 % par an depuis 1970. D'importants efforts de rationalisation doivent être faits dans l'industrie afin de pallier la détérioration des bénéfices des sociétés, poursuit la Bundesbank.

Si le rapport annuel de la Bundesbank est un bilan critique de la situation économique en R.F.A., il est aussi un bilan politique pour l'Allemagne fédérale. Le R.P.R. pourrait d'ailleurs se rappeler que la retraite à soixante ans (au taux envisagé de 40 %, il est vrai) n'est pas une mesure sociale, mais une mesure économique. L'histoire des relations sociales montre que des mesures de ce type sont rarement temporaires et que, par leur force persuasive, les syndicats persistent et conservent ce qu'ils appellent des avantages acquis.

Chacun sait aussi que le terme « temporaire » a été plus ou moins employé pour laisser une plus grande liberté aux négociations sociales se faire trop d'illusions. L'histoire de Maitland estime que ce pari vaut la peine d'être lancé : « même si l'on a des risques ».

En 1976, y aura-t-il, pour la politique sociale, une véritable rupture pour l'Allemagne fédérale ? Le R.P.R. pourrait d'ailleurs se rappeler que la retraite à soixante ans (au taux envisagé de 40 %, il est vrai) n'est pas une mesure sociale, mais une mesure économique. L'histoire des relations sociales montre que des mesures de ce type sont rarement temporaires et que, par leur force persuasive, les syndicats persistent et conservent ce qu'ils appellent des avantages acquis.

#### FORTE BAISSE A LA BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a réagi par une forte baisse à l'annonce d'une hausse de 0,8 % des prix des produits manufacturés en mars. Les investisseurs ont manifesté ainsi leur déception devant les mesures annoncées, qu'ils estiment trop timides, et ils ont exprimé leur inquiétude devant les réticences manifestées par la majorité présidentielle à l'égard de ces mesures.

L'annonce d'un grand emprunt avec garantie de change a également pesé sur les cours dans la mesure où un placement aussi privilégié présente des attraits réduits pour les investisseurs.

Cette baisse s'est accompagnée d'une forte augmentation des transactions, à 120 millions de francs contre 32 millions la veille. Une fois de plus, l'intervention massive de la Caisse des dépôts et consignations a permis d'éviter que ne se renouent les transferts en déroute.

#### BAISSE DU DOLLAR ET DU FRANCK

Le dollar a glissé sur tous les marchés des changes à la suite de l'annonce d'un déficit commercial record en mars. A Francfort, son cours est revenu de 2,37 DM à 2,35 DM. Le franc a accompagné le dollar dans sa baisse, de sorte que le cours du DM est monté à nouveau au-dessus de 2,10 F sur la place de Paris. La forte hausse de l'indice des prix français en mars a été mal accueillie par les marchés.

Un prêt de 140 millions de dollars a été consenti au Chili par des banques allemandes, argentines et brésiliennes, apprend-on à Santiago. Ce prêt est financé par des importations de biens d'équipement en provenance des trois pays. — (A.F.P.)

### SÉCURITÉ SOCIALE

#### Un premier pas vers la retraite à soixante ans ?

La vieille revendication des syndicats et des partis de gauche de la retraite — ou du droit à la retraite — a soixante ans vient-elle, par le biais d'une recommandation gouvernementale, d'être acceptée par les pouvoirs publics et le C.N.F.P.F. alors que, depuis des années, le patronat et la majorité multiplient les arguments économiques, financiers et humains pour s'opposer ? Il s'agit pour l'instant d'une simple annonce d'un mécanisme qui pourrait aboutir.

Apparemment, la chose est entendue : si l'accord de 1972 — qui institue une pré-retraite pour les salariés âgés de plus de soixante ans et mis au chômage pour cause économique — est étendu à tous ceux qui, volontairement, réclameront une pré-retraite, il s'agit de la reconnaissance de fait d'un droit à la retraite du chômage.

En effet, le montant de cette pré-retraite, appelée officiellement « garantie de ressources », représente 70 % du salaire antérieur, soit un peu plus que le montant de la pension cumulée (régime général et complémentaire) qui est accordée à soixante-cinq ans.

Pourtant rien n'est encore décidé : même si le patronat se déclare prêt aujourd'hui à ouvrir généreusement les vannes financières, plusieurs obstacles d'ordre technique se dressent sur la voie d'une véritable reconnaissance d'un droit à la retraite à soixante ans.

D'abord, le cadre légal dans le temps de la mesure. Officiellement, il s'agit de conclure un accord temporaire et conjoncturel visant à réduire la poussée prévisible du chômage. L'histoire des relations sociales montre que des mesures de ce type sont rarement temporaires et que, par leur force persuasive, les syndicats persistent et conservent ce qu'ils appellent des avantages acquis.

par un chemin détourné, aux mêmes résultats que ceux proposés par les confédérations ouvrières. Selon les indications données par M. Barre le contenu de l'accord proposé reste cependant imprécis et limité : il ne concernerait qu'une partie des personnes encore en activité au-delà de soixante ans. Des exceptions plus favorables pourraient cependant être prévues pour des secteurs en difficultés, comme la sidérurgie.

considérable, à l'ouverture d'un véritable droit à la pré-retraite à soixante ans pour tous : la limitation du champ couvert par le projet de négociation. La recommandation gouvernementale ne porte que sur le secteur privé. Si les salariés du secteur public, les plus récentes (enquête sur l'emploi de mars 1976), 547 000 personnes âgées de plus de soixante ans sont encore des salariés actifs, on a tendance à oublier trop facilement qu'il y a un peu plus de travailleurs indépendants (581 000) qui poursuivent leur activité au-delà de cet âge, et même pour la moitié d'entre eux, bien au-delà de soixante-cinq ans. Alors que les gouvernements successifs ont promis, entre l'alignement des régimes des travailleurs indépendants sur le régime général, la généralisation et l'harmonisation de la sécurité sociale à tous les Français en 1978, la recommandation de M. Barre, mardi, constitue une entorse sévère à la politique présidentielle de lutte contre les inégalités.

#### La voie de la négociation : huit fois moins chère

Les préoccupations économiques et financières ont pesé lourd dans le choix du gouvernement. La méthode qui a été adoptée de préférence, la voie de la négociation plutôt que celle de la législation permet de limiter aux seuls salariés le bénéfice de l'amélioration envisagée, elle permet aussi d'étudier le détail du problème du cumul de la retraite avec un salaire. Selon les textes législatifs qui régissent la Sécurité sociale, à tous les Français en 1978, la recommandation de M. Barre, mardi, constitue une entorse sévère à la politique présidentielle de lutte contre les inégalités.

Néanmoins, certes, un effort financier non négligeable, ces dernières solutions auraient au moins le mérite de tenir compte à la fois des impératifs économiques et des impératifs humains.

JEAN-PIERRE DUMONT.

● Honoraires médicaux : la C.S.M.F. réclame une double ronde gouvernement, médecine, Sécurité sociale pour négocier la fixation des honoraires médicaux. L'augmentation des honoraires médicaux est un problème de longue date. La C.S.M.F., qui a également vivement critiqué le rapport du C.S.R.C. sur l'évaluation des frais et des revenus du corps médical, a déclaré que les négociations tarifaires entre les caisses et l'autre syndicat (F.M.F.) dans la mesure où elle n'a pas signé l'avenant tarifaire de 1976.

### SALAIRES

#### Objet d'un long conflit LA PRIME DE BILAN EST INTÉGRALEMENT VERSÉE AUX EMPLOYÉS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

La prime du bilan 1976 sera intégralement versée aux employés de la Caisse d'épargne de Paris (C.E.P.) : c'est ce qu'a indiqué, dans un communiqué publié mercredi 27 avril, la direction de cet organisme.

On se souvient que l'annonce du non-versement intégral de cette prime avait été à l'origine d'un long conflit, démarré le 6 octobre 1976 et qui s'était achevé le 1er janvier dernier dans que les employés obtiennent satisfaction.

La direction de la C.E.P. indique que le paiement total de la prime a été rendu possible par l'effort de gestion. Mais elle ne commente pas le versement intégral de cette prime au non-paiement des journaux de grève. Dans quelle proportion ? Il semble qu'une polémique soit en train de s'engager entre la direction et les syndicats.

● Une trentaine de journalistes et de cadres de l'information ont fait irruption, le mardi 28 avril, dans les locaux de la direction départementale du travail, rue Montmartre à Paris, pour protester contre le retard qui affecte le paiement de leurs salaires.

Ces personnes ont depuis janvier un stage de « conversion » — c'est-à-dire pouvant éventuellement leur assurer un changement de profession — à l'université Paris-V-René-Descartes (le Monde du 10-11 avril). Ils sont salariés par la direction départementale du travail, mais selon un calcul qui ne convient pas aux intéressés, certains d'entre eux ne touchant que 80 % du S.M.I.C., soit 1 395 F, et avec des retards considérables. Ils attendent actuellement le paiement de leur deuxième mois de salaire.

M. Daniel Genot, président du Syndicat national des journalistes, et Noël Monier, secrétaire général du Syndicat des journalistes C.F.D.T., ont participé à cette manifestation.

● Les salaires des mineurs ont été augmentés de 1,5 % au 1er avril 1977, sur décision de la direction, « dans l'attente d'un accord de salaires », conformément aux directives gouvernementales dans le secteur public et national. Les rémunérations n'avaient pas été majorées depuis le relèvement de 2 % en date du 1er octobre dernier. Les syndicats protestent contre l'insuffisance de cette mesure.

### PRIX

#### La forte hausse de mars (0,9 %) correspond à la libération des tarifs industriels

Si la forte hausse des prix de détail enregistrée en mars par l'indice de l'INSEE (+0,90 %) n'est pas une surprise, elle n'en est pas moins une mauvaise nouvelle. Très mauvaise même si l'on songe au profond malaise qui empêche la majorité et qui tient notamment aux jugements différents portés sur la meilleure façon de conduire la politique économique à dix mois des élections législatives. Il est facile d'imaginer les commentaires qui seront faits à l'Assemblée nationale non seulement par l'opposition, mais aussi par les amis de M. Chirac et Laffont. La question qui se pose sera bel et bien celle de l'efficacité du plan Barre.

A plusieurs reprises, le premier ministre avait prévenu que les indices de mars, avril et mai seraient mauvais. Au cours de cette période de trois mois, avait expliqué M. Barre, seront appliquées des hausses inévitables, parce qu'elles dépendent de la remise en ordre et l'assainissement de l'économie française : tarifs publics, libération partielle d'un grand nombre de produits manufacturés, produits pétroliers. Ce n'est qu'à partir de l'été que le rythme de l'inflation se modérera du rythme durable tel est le schéma. Il aboutira à une hausse comprise entre 7,5 et 8 % en 1977 : un peu plus de 4 % au premier semestre, un peu moins de 3,5 % au second.

Ces prévisions — modestes plus ou moins — étaient — faisaient déjà apparaître un décalage sensible avec la « norme » de 6,5 % fixée par M. Barre. Elles apparaissent maintenant pas trop d'atteintes mais très difficiles à respecter.

● La hausse des prix des produits alimentaires a été de 1,2 % en mars. C'est une augmentation très forte, faisant suite à la flambée des cours survenus en janvier. Cette « retombée » est due au mode de calcul de l'INSEE, qui étale sur douze mois chaque résultat mensuel. Cette cause de hausse subsiste donc encore longtemps. Cela d'autant plus qu'au moindre écart de température, les cours s'emballent sur les marchés de gros pour des causes dont la spéculation n'est évidemment pas absente.

On le voit, lorsque, aux gelées récentes qui ont endommagé les carottes, a correspondu une montée des cours des carottes... importées. Ce fait, parmi bien d'autres, montre à quel point n'importe quel aléa peut se traduire par des hausses de prix. Toute prévision est donc forcément entachée d'erreur. C'est un facteur important dont il faut tenir compte, surtout dans une période de ralentissement des hausses de revenus : chaque catégorie sociale essaie, par les moyens qui lui sont propres, d'améliorer son pouvoir d'achat. Il faut noter qu'en mars, un tiers de l'augmentation des prix alimen-

taires s'explique par les hausses du café, du chocolat, de l'huile et du riz, vis-à-vis desquelles le gouvernement est en grande partie désarmé (ce sont des produits importés), sauf à réduire dans de fortes proportions les marges bénéficiaires des commerçants concernés. Mais ne risquons-nous pas alors de créer des pénuries, les commerçants ne vendant guère, l'expérience le prouve, les produits sur lesquels ils gagnent peu d'argent.

Les prix des services augmentent de 0,7 % en mars, ce qui correspond à un rythme annuel de 8,7 % nettement supérieur à la « norme » Barre de 6,5 %.

● Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,8 %. C'est une hausse nettement plus forte que celle des mois précédents : + 0,4 % en février, + 0,3 % en décembre (on parlait pas de la baisse de 0,2 % de janvier qui s'expliquait par l'opération T.V.A.). Cette accélération s'explique par la fin du blocage des prix, qui n'a pris effet qu'à partir du moment où les industriels ont signé avec l'administration des engagements de modération (en février avec début d'application en mars).

La marge est étroite pour le directeur des prix ministériel de l'économie et des finances, qui négocie avec les chefs d'entreprise les hausses autorisées. D'un côté, il est indispensable d'éviter des augmentations trop fortes, pour des raisons évidentes de lutte contre l'inflation ; mais, d'un autre côté, il est nécessaire de donner aux industriels la possibilité de reconstruire des marges bénéficiaires laminées par la récession de 1974-1975. Les investisseurs des mois à venir en dépendent.

La question qu'on peut se poser à l'annonce d'une hausse de 0,8 % des prix des produits manufacturés en mars est de savoir si M. Barre n'a pas un peu trop privilégié la nécessité d'une reconstitution des marges bénéficiaires. Il est vrai que dans la 0,8 % de mars figure 0,2 % au titre des augmentations de prix des produits pétroliers intervenues le 11 février. Tout compte fait, la sortie du blocage ne s'opère pas trop mal.

Si l'on fait la somme des éléments extérieurs sur lesquels le gouvernement n'a guère de prise (produits pétroliers, matières premières), on s'aperçoit qu'elle représente une hausse de 0,2 %. Ce qui revient à dire que la « composante inflationniste » propre à l'économie française demeure d'environ 0,7 % par mois, ce qui correspond à un rythme annuel un peu plus de 8,5 %.

Ces raisonnements compliqués s'orientent par les travailleurs et les consommateurs, auxquels le gouvernement demande d'accepter une pause de la hausse de leurs revenus ? Seront-ils également satisfaits par la R.P.R., qui, déjà en désaccord sur la politique à mener, ne voit guère poindre les effets positifs du plan Barre ?

ALAIN VERNHOLES.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

|           | Dollars | Deutschemarks | Fr. suisses | Fr. français |
|-----------|---------|---------------|-------------|--------------|
| 48 heures | 4 1/2   | 3 1/2         | 3 7/8       | 4 7/8        |
| 1 mois    | 4 5/8   | 3 1/8         | 4 1/2       | 5 1/8        |
| 3 mois    | 5 1/8   | 3 1/2         | 4 3/4       | 5 1/2        |
| 6 mois    | 5 1/4   | 3 1/4         | 4 5/8       | 5 3/4        |



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CODÉTEL**  
Protocole 1977 : 450 millions dont 275 millions financés par fonds propres

Dans le cadre de la convention renouvelée en 1976 pour une durée de cinq ans, CODÉTEL vient de conclure avec l'administration des P.T.T. un nouveau protocole portant sur 450 millions d'équipements téléphoniques.

Le financement de ces équipements sera assuré pour 175 millions par des fonds d'emprunts et pour 275 millions par autofinancement à l'aide des fonds dégagés au titre de l'amortissement des équipements en service financés avec le capital de la société.

Ce premier rempli de fonds propres au profit des P.T.T. correspond aux possibilités d'autofinancement de la société jusqu'en 1978.

**GROUPE FALUEL MARMONT SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION (S.I.C.A.V.)**

L'assemblée générale ordinaire, réunie le vendredi 22 avril 1977 sous la présidence de M. Roger Faluel-Marmont, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 (sous la forme de Société d'Investissement fermée) et fixé le montant global du dividende à 7,70 F par titre dont : coupons 6,53 F et impôts déjà payés au Trésor (avoirs fiscaux) 1,17 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 10 mai 1977.

Au cours de cette assemblée générale, la coprésidence de M. Raymond H. Bonham Carter comme administrateur, faite par le conseil d'administration, a été ratifiée, et M. Patrick de Corgnon a été réélu administrateur pour trois ans.

**COFIMEG**

Le conseil d'administration, réuni le 21 avril 1977, a examiné et approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 25 juin 1977, à 10 h. 30, au Royal Monceau, 38, avenue Hoche, à Paris (8<sup>e</sup>).

Les recettes ont atteint la somme de 32,68 millions de francs, progressant de 8,1 % par rapport à celles de l'exercice précédent : après dotation aux amortissements et provisions, la bénéfice s'établit à 60 millions de francs, supérieur de 10 % à celui de 1975 qui avait été de 54,5 millions.

Le conseil proposera à l'assemblée générale de fixer le dividende (qui avait été l'an dernier de 8,70 F par action) à 9,20 F, dont 2,20 F non déclarables à l'impôt sur le revenu.

**SIMCO**

Le conseil d'administration de SIMCO, qui s'est réuni le 21 avril 1977 sous la présidence de M. Maurice Contier, a pris connaissance de l'activité de la société et a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après amortissements et dotation de 1.300.000 F aux réserves de provisions et compte tenu des plus-values réalisées sur la vente d'appartements, un bénéfice net de 61.781.493,30 F contre 58 millions 308.627,47 F en 1975. Après affectation aux réserves le bénéfice par action ressort à 10,68 F. Il sera proposé à l'assemblée générale, prévue le 15 juin 1977, de distribuer un dividende de 10,10 F par action, en augmentation de 6,50 % sur celui de l'exercice précédent, et d'affecter 0,58 F par action au report à nouveau. Sur la dividende de 10,10 F par action, la part exonérée d'impôt sur le revenu s'élève à 3,30 F.

La société a décidé de réaliser une nouvelle opération — rue de Bagneux 120 à Paris (12<sup>e</sup>) — qui comprendra cinquante-deux appartements livrables à la fin de l'année 1978.

Les travaux en cours se poursuivent normalement, les conventions sont : — de l'immeuble d'habitation de la rue de Bagneux 120 (80 appartements environ livrables à la fin de 1978) ; — de l'immeuble de bureaux de la rue d'Haupont à Paris (19<sup>e</sup>) est achevé, l'immeuble d'habitation de la rue d'Haupont à Paris (19<sup>e</sup>) est achevé, les travaux d'habitation sont presque tous sous contrat.

Les Sociétés immobilières d'investissement ayant dénommées actées sous certaines conditions — aux prix spéculés ainsi qu'aux prix accordés au titre de la cession de la construction (1 % patronal), le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire — qui devra se tenir à l'issue de l'assemblée générale ordinaire en vue de la suppression de l'impôt sur le revenu, dernier alinéa qui exclut explicitement ces modes de financement.

**SOCIÉTÉ ANONYME DES GALERIES LAFAYETTE**  
RÉSULTATS PROVISOIRES DE L'EXERCICE 1976

Le chiffre d'affaires de la Société (magasin du boulevard Haussmann) s'est élevé à 1.171.063.000 F, toutes taxes comprises, écarts de change. En 1975, il était de 1.072.881.000 F. La progression est de 9 %.

Après 15.100.000 F d'amortissements, le bénéfice d'exploitation est de 84.677.000 F contre 107.653.000 F en 1975.

Les résultats des deux nouveaux magasins de Montpellier et de Lyon sont très fortement déficitaires. Le compte de pertes et profits enregistré de leur chef des provisions pour dépréciation de titres et de créances s'élevait à 32.589.000 F.

Compte tenu de diverses autres pertes ou provisions et, d'autre part, de la dépréciation de titres et de créances antérieurement constituées ainsi que d'une plus-value de 30.515.000 F, le résultat net s'élève à 13.994.000 F.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'augmenter le capital de 100 millions de francs en une ou plusieurs fois, étant précisé que le conseil d'administration n'a pas l'intention de demander d'augmentation de capital en numéraire et, d'autre part, en ce qui concerne une augmentation de capital par incorporation de réserves, il ne sera pas possible de procéder en 1976, en application des recommandations du plan Berra.

**ESSILOR**

Le conseil d'administration a arrêté, dans sa séance du 31 avril 1977, les comptes relatifs à l'exercice 1976, qui seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires du mardi 11 juin prochain.

Il est rappelé que, sur l'ensemble d'un précédent communiqué, la société a annoncé que :

Le résultat d'exploitation était passé de 40.118 à 40.583 ; le bénéfice net comptable était passé de 18.839 à 19.900 ; le résultat consolidé était passé de 32.903 à 37.171 (chiffres en millions de francs).

Le dividende proposé est de 12,75 F net par action, soit un revenu global de 15,17 F contre 13 F en 1975.

La mise en paiement se faisant à compter du 27 juin.

Il sera demandé aux actionnaires, réunis la même jour en assemblée générale extraordinaire, d'autoriser le conseil à porter éventuellement le capital social de 45 millions de francs à 100 millions de francs en une ou plusieurs fois, étant précisé que le conseil d'administration n'a pas l'intention de demander d'augmentation de capital en numéraire et, d'autre part, en ce qui concerne une augmentation de capital par incorporation de réserves, il ne sera pas possible de procéder en 1976, en application des recommandations du plan Berra.

**Société Générale de Banque**  
Generale Bankmaatschappij



La Société Générale de Banque vient de publier son rapport annuel qui a été présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires le 26 avril 1977

| (en Francs Belges)  | au 31/12/1975   | au 31/12/1976   | +/- %    |
|---|-----------------|-----------------|----------|
| Total du bilan  | 510.041.808.600 | 586.842.158.319 | + 15,1 % |
| Montant des dépôts et bords de caisse                                 | 309.342.753.489 | 389.389.276.095 | + 16,2 % |
| Dépôts des Banquiers  | 144.010.847.729 | 166.839.524.016 | + 15,9 % |
| Credits à décaissement et par signature utilisés par le secteur privé | 273.091.067.461 | 337.229.632.877 | + 23,5 % |
| Valeurs des effets et fonds publics                                   | 147.016.838.980 | 165.720.382.462 | + 12,7 % |
| Frais généraux hors impôt des sociétés                                | 13.549.576.762  | 15.910.251.946  | + 17,4 % |

Le cash flow brut atteint 4.429 millions contre 3.451 millions en 1975, soit 28,3 % d'augmentation. Après déduction de l'impôt des sociétés de 733 millions contre 625 millions en 1975 et de la dotation aux amortissements sur les immeubles, les valeurs mobilières et les créances qui passe de 1.464 millions à 2.247 millions, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1.454 millions contre 1.382 millions en 1975.

Le Conseil d'Administration a proposé à l'Assemblée Générale, le paiement d'un dividende de F189 net aux 4.995.477 actions existantes, contre F175 net l'année précédente aux 4.162.895 actions anciennes et F43,75 net aux 832.579 actions nouvelles.

## QUELQUES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 1976

- Commerce extérieur.**
- Participation à la conclusion, par des firmes belges, d'importants contrats d'exportation vers l'Arabie Saoudite et l'Irak.
  - Crédits de fourniture de biens d'équipement belges et de prestations d'ingénierie notamment en Algérie, en France, en Yougoslavie, en Corée du Sud et en URSS.
  - Direction ou co-direction d'importants crédits internationaux, notamment vers la Pologne, la Grèce, l'Irak et la Côte d'Ivoire.
- Emissions internationales.**
- Direction de trois emprunts représentant un total de 80 millions US dollars.
  - Co-direction de 42 syndicats d'émissions pour un montant total de 1,9 milliards US dollars.
  - Intervention dans le placement de 181 émissions représentant un total de 7,2 milliards US dollars.
- Filiales et représentations.**
- Activité soutenue des filiales et des bureaux de représentation sur les cinq continents et extension du réseau international par l'ouverture de nouvelles agences, notamment en France et au Brésil.
  - Ouverture d'un bureau de représentation à Téhéran.
- EBIC**
- Elargissement des moyens d'action de certaines de ses affiliations détenues avec ses partenaires de la European Banks International (EBIC) : European Asian Bank, Banque Européenne de Crédit (BEC), et Euro-Pacific Finance Corporation.
  - Elaboration, avec les autorités américaines, d'une procédure en vue de la restructuration des deux European American Banks of New York afin de regrouper les deux entités sous un seul holding bancaire.
  - Création à Londres de la European Arab Bank Ltd, filiale de la European Arab Holding.
- Techniques.**
- Participation active de la Banque à la mise sur pied du réseau de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) pour le traitement des données dans les relations avec les banques étrangères.

**UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS**  
UGIMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 23 avril 1977 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Les résultats de l'exercice ont été : chiffre d'affaires de 34.940.000 F à 33.254.116 F, ce dernier montant intégrant l'indemnité compensatrice de 250.000 F due par l'Etat au titre de la dégrèvement de l'habitation pendant le deuxième trimestre de 1976.

Le bénéfice net d'exercice s'établit à 23.983.323 F contre 23.495.327 F pour 1975.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 10 juin 1977, la distribution d'un dividende de 8,20 F par action (dont 2,20 F en exonération d'impôt sur le revenu) contre 8 F au titre du précédent exercice.

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

La Banque Nationale de Paris annonce l'ouverture prochaine d'un bureau de représentation à Houston (Texas) U.S.A.

Ce bureau vient compléter le réseau que possède déjà la B.N.P. aux Etats-Unis et dont les principaux éléments sont, rappelons-le :

- La French American Banking Corporation à New-York (filiale à 100 %).
- La B.N.P. de représentation de New-York.
- La succursale de Chicago.
- La B.N.P. de représentation de l'Agence de San Francisco.
- La French Bank of California à San Francisco et à Los Angeles (filiale à 100 %).

**ELECTRICITÉ DE FRANCE**  
Obligations 1950 à intérêt progressif

Les intérêts courus du 20 mai 1976 au 19 mai 1977 sur les obligations Electricité de France 1950 à intérêt progressif de 6,50 % (ex-6,50 %) sont de 1.171 F par titre de 100 F nominal, contre 1.151 F par titre de 100 F nominal, contre décaissement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,17 F (montant global : 4,75 F).

En cas d'option pour le régime du paiement des intérêts par anticipation, le complément de prélevement libératoire sera de 7,15 F, soit un net de 36,63 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE**  
Obligations 1950 à intérêt progressif

Les intérêts courus du 20 mai 1976 au 19 mai 1977 sur les obligations Electricité de France 1950 à intérêt progressif de 6,50 % (ex-6,50 %) sont de 1.171 F par titre de 100 F nominal, contre 1.151 F par titre de 100 F nominal, contre décaissement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,17 F (montant global : 4,75 F).

En cas d'option pour le régime du paiement des intérêts par anticipation, le complément de prélevement libératoire sera de 7,15 F, soit un net de 36,63 F.

**bhe**  
BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne (B.H.E.) s'est réuni le 20 avril 1977 afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1976, qui seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires du mardi 11 juin prochain.

Il est rappelé que, sur l'ensemble d'un précédent communiqué, la société a annoncé que :

Le résultat d'exploitation était passé de 40.118 à 40.583 ; le bénéfice net comptable était passé de 18.839 à 19.900 ; le résultat consolidé était passé de 32.903 à 37.171 (chiffres en millions de francs).

Le dividende proposé est de 12,75 F net par action, soit un revenu global de 15,17 F contre 13 F en 1975.

La mise en paiement se faisant à compter du 27 juin.

Il sera demandé aux actionnaires, réunis la même jour en assemblée générale extraordinaire, d'autoriser le conseil à porter éventuellement le capital social de 45 millions de francs à 100 millions de francs en une ou plusieurs fois, étant précisé que le conseil d'administration n'a pas l'intention de demander d'augmentation de capital en numéraire et, d'autre part, en ce qui concerne une augmentation de capital par incorporation de réserves, il ne sera pas possible de procéder en 1976, en application des recommandations du plan Berra.

**CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE**  
Obligations 1950 à intérêt progressif

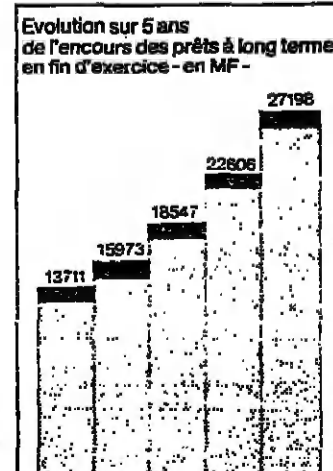
Les intérêts courus du 20 mai 1976 au 19 mai 1977 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 1950 à intérêt progressif de 6,50 % (ex-6,50 %) sont de 1.171 F par titre de 100 F nominal, contre 1.151 F par titre de 100 F nominal, contre décaissement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,17 F (montant global : 4,75 F).

En cas d'option pour le régime du paiement des intérêts par anticipation, le complément de prélevement libératoire sera de 7,15 F, soit un net de 36,63 F.

# LE CREDIT NATIONAL EN 1976

■ Un rôle essentiel dans le financement des investissements industriels et commerciaux particulièrement ceux qui permettent de développer les exportations de créer des emplois ou économiser l'énergie.

En 1976, 24 % des financements à terme recensés du secteur concurrentiel non agricole ont été réalisés par le Crédit National.

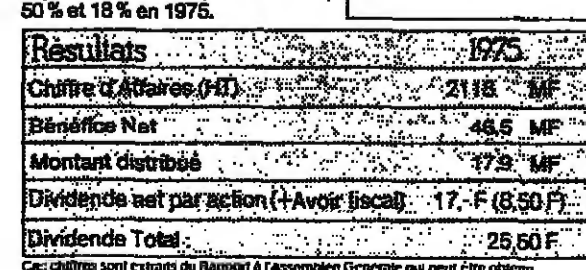


■ Une aide adaptée aux besoins des entreprises françaises de toutes tailles et notamment des entreprises moyennes.

En 1976, 74 % des prêts consentis étaient inférieurs à 2,5 millions de francs contre 66 % en 1975.

■ Un effort continu pour rapprocher des entreprises.

En 1976, 66 % du nombre des prêts accordés et 24 % de leur montant global ont été consentis par les délégations régionales contre respectivement 50 % et 18 % en 1975.



| Résultats                                | 1975          | 1976             |
|--|---------------|------------------|
| Chiffre d'affaires (MF)                  | 2118          | 2698             |
| Bénéfice Net                             | 46,5 MF       | 46,5 MF          |
| Montant distribué                        | 179 MF        | 187 MF           |
| Dividende net par action (+Avoir fiscal) | 17,8 (8,50 F) | 17,80 F (8,50 F) |
| Dividende Total                          | 25,60 F       | 25,70 F          |

Ces chiffres sont extraits du Rapport à l'Assemblée Générale qui peut être obtenu sur simple demande au Crédit National - 45, rue Saint-Denis - 75001 PARIS.

# LES MARCHÉS

PARIS 27 AVRIL

**Bourse de Paris - 27 Avril**

| VALEURS    | %        | % de coupons | VALEURS   | Cours | Précéd. | Différence |
|------------|----------|--------------|-----------|-------|---------|------------|
| 15-10-1976 | 37,52    | 1,715        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 56,21    | 1,171        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 72,29    | 2,219        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 115,15   | 4,58         | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 151,15   | 5,722        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 187,15   | 6,865        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 223,15   | 8,008        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 259,15   | 9,151        | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 295,15   | 10,294       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 331,15   | 11,437       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 367,15   | 12,580       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 403,15   | 13,723       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 439,15   | 14,866       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 475,15   | 16,009       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 511,15   | 17,152       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 547,15   | 18,295       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 583,15   | 19,438       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 619,15   | 20,581       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 655,15   | 21,724       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 691,15   | 22,867       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 727,15   | 24,010       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 763,15   | 25,153       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 799,15   | 26,296       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 835,15   | 27,439       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 871,15   | 28,582       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 907,15   | 29,725       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 943,15   | 30,868       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 979,15   | 32,011       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.015,15 | 33,154       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.051,15 | 34,297       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.087,15 | 35,440       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.123,15 | 36,583       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.159,15 | 37,726       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.195,15 | 38,869       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.231,15 | 40,012       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.267,15 | 41,155       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.303,15 | 42,298       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.339,15 | 43,441       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.375,15 | 44,584       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.411,15 | 45,727       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.447,15 | 46,870       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.483,15 | 48,013       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.519,15 | 49,156       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.555,15 | 50,299       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.591,15 | 51,442       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.627,15 | 52,585       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.663,15 | 53,728       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.699,15 | 54,871       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.735,15 | 56,014       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.771,15 | 57,157       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.807,15 | 58,300       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.843,15 | 59,443       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.879,15 | 60,586       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.915,15 | 61,729       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.951,15 | 62,872       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 1.987,15 | 64,015       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.023,15 | 65,158       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.059,15 | 66,301       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.095,15 | 67,444       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.131,15 | 68,587       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.167,15 | 69,730       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |
| 15-10-1976 | 2.203,15 | 70,873       | SAF (S&P) | 616   | 616     | 0          |

**NOUVELLES DES 90**

Marché des 90



هذا من الأصل

# SOCIÉTÉ

SOCIÉTÉ ANONYME  
DES GALERIES LAFAYETTE

RENAISSANCE PROVISOIRE  
DE L'EXERCICE 1974

La Bourse a subi une lourde chute l'annonce des mesures prises par le plan Barre à l'ouverture, l'indice instantané perdait plus de 3,5 %, son recul étant ramené ultérieurement à 2,5 % par des interventions massives de la Caisse des dépôts.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE  
Bilan 1973-74

Le nouveau mercredi noir a, bien entendu, entraîné plusieurs autres séances à nos côtés depuis le début de l'année, à un rythme impressionnant des opérations, qui ont permis de constituer un portefeuille de plus en plus diversifié. Parmi les causes avancées pour cette nouvelle chute, citons la déception des médiateurs financiers qui espéraient un peu follement - des mesures de relance plus énergiques, et même des dévaluations de la monnaie française, notamment en matière fiscale.

Mais c'est l'incertitude suscitée par l'attitude réservée du P.R.F. vis-à-vis du plan Barre qui a exercé l'effet le plus négatif.

Enfin, l'annonce du lancement d'un grand emprunt assorti d'une garantie de change a pu inciter nombre d'opérateurs - et de clients - à procéder à des dévaluations sur leur portefeuille de valeurs françaises afin de profiter du succès de l'emprunt 7 % 1973 n'est pas passé inaperçu.

Hausse des valeurs étrangères, par contraste, et léger recul du lingot et avance du napoléon.

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 27 AVRIL

### Lourde chute

La Bourse a subi une lourde chute l'annonce des mesures prises par le plan Barre à l'ouverture, l'indice instantané perdait plus de 3,5 %, son recul étant ramené ultérieurement à 2,5 % par des interventions massives de la Caisse des dépôts.

Dans une atmosphère d'incertitude et de véritable défitisme, la baisse des cours a repris avec violence, entraînant 2 % à 3 % sur les plus grandes valeurs de la Bourse. Parmi les causes avancées pour cette nouvelle chute, citons la déception des médiateurs financiers qui espéraient un peu follement - des mesures de relance plus énergiques, et même des dévaluations de la monnaie française, notamment en matière fiscale.

Mais c'est l'incertitude suscitée par l'attitude réservée du P.R.F. vis-à-vis du plan Barre qui a exercé l'effet le plus négatif.

Enfin, l'annonce du lancement d'un grand emprunt assorti d'une garantie de change a pu inciter nombre d'opérateurs - et de clients - à procéder à des dévaluations sur leur portefeuille de valeurs françaises afin de profiter du succès de l'emprunt 7 % 1973 n'est pas passé inaperçu.

Hausse des valeurs étrangères, par contraste, et léger recul du lingot et avance du napoléon.

## LONDRES

Le marché maintient ses bonnes dispositions sur l'aspect d'une nouvelle réduction du taux d'escompte. Les industriels retrouvent leur niveau de novembre 1973. Perméabilité des pétroles, mais repli des mines d'or, en liaison avec la baisse du métal.

| VALEURS        | Cours    | Clôture | Cours |
|----------------|----------|---------|-------|
| 100 £ 3 1/2 %  | 22 13/16 | 22 7/8  |       |
| 100 £ 4 1/2 %  | 24 1/2   | 24 1/2  |       |
| 100 £ 5 1/2 %  | 26 1/2   | 26 1/2  |       |
| 100 £ 6 1/2 %  | 28 1/2   | 28 1/2  |       |
| 100 £ 7 1/2 %  | 30 1/2   | 30 1/2  |       |
| 100 £ 8 1/2 %  | 32 1/2   | 32 1/2  |       |
| 100 £ 9 1/2 %  | 34 1/2   | 34 1/2  |       |
| 100 £ 10 1/2 % | 36 1/2   | 36 1/2  |       |
| 100 £ 11 1/2 % | 38 1/2   | 38 1/2  |       |
| 100 £ 12 1/2 % | 40 1/2   | 40 1/2  |       |

## NEW-YORK

Vive reprise  
Une vive reprise a été enregistrée mercredi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné 3,4 points, à 252,76.

Cette reprise a, certes, revêtu un caractère technique après la forte baisse des jours précédents, mais elle a été favorisée par deux bonnes nouvelles en provenance de l'économie américaine. La production industrielle a augmenté de 0,5 % en mars par rapport à février, et le commerce extérieur a enregistré un excédent de 1,1 milliard de dollars.

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

RÉSULTATS NETS POUR 1973  
R.S.N. GERVILLON-DANONE. — Les comptes non consolidés de la société pour 1973 se soldent par un bénéfice net de 50,3 millions de francs contre une perte de 0,47 million de francs en 1972.

LIBRAIRIE HACHETTE. — Bénéfice net de 18,1 millions de francs en 1973 contre une perte de 2,8 millions de francs en 1972. La distribution d'un dividende, interrompue pendant deux exercices, va reprendre avec un coupon global de 6,75 F (contre 12,50 F en 1971 au titre de l'année 1972).

SEBILION. — Bénéfice net de 16,5 millions de francs en 1973 contre 10,7 millions en 1972. Dividende maintenu à 1,20 F.

OSFOTON. — 14,75 millions de francs de bénéfice net en 1973 contre 12,5 millions en 1972. Dividende global de 14,75 F à 90 F du nominal des actions et distribution gratuite de 14,75 F de coupons convertibles en 5 actions de 30 F pour 4 obligations.

MAXIMAT. — Bénéfice net de 14,75 millions de francs en 1973 contre 12,5 millions en 1972. Dividende global de 14,75 F à 90 F du nominal des actions et distribution gratuite de 14,75 F de coupons convertibles en 5 actions de 30 F pour 4 obligations.

FROMAGERIES BEL-VAL. — Bénéfice net de 14,75 millions de francs en 1973 contre 12,5 millions en 1972. Dividende global de 14,75 F à 90 F du nominal des actions et distribution gratuite de 14,75 F de coupons convertibles en 5 actions de 30 F pour 4 obligations.

Taux du marché monétaire  
États-Unis : 9 1/4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO  
1 dollar (en yen) : 276,20

INDICES QUOTIDIENS  
(Dow Jones 1926 = 100, 15 déc. 1973)

Valeurs françaises : 252,76  
Valeurs étrangères : 252,76  
Indice général : 252,76

## BOURSE DE PARIS - 27 AVRIL - COMPTANT

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |

## VALEURS

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |

## MARCHÉ À TERME

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |

## COTE DES CHANGES

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| VALEURS         | Cours   | Clôture | Cours |
|-----------------|---------|---------|-------|
| 100 \$ 3 1/2 %  | 108 1/2 | 108 1/2 |       |
| 100 \$ 4 1/2 %  | 110 1/2 | 110 1/2 |       |
| 100 \$ 5 1/2 %  | 112 1/2 | 112 1/2 |       |
| 100 \$ 6 1/2 %  | 114 1/2 | 114 1/2 |       |
| 100 \$ 7 1/2 %  | 116 1/2 | 116 1/2 |       |
| 100 \$ 8 1/2 %  | 118 1/2 | 118 1/2 |       |
| 100 \$ 9 1/2 %  | 120 1/2 | 120 1/2 |       |
| 100 \$ 10 1/2 % | 122 1/2 | 122 1/2 |       |
| 100 \$ 11 1/2 % | 124 1/2 | 124 1/2 |       |
| 100 \$ 12 1/2 % | 126 1/2 | 126 1/2 |       |



